
Ingénieur d'Etudes Sanitaires

Promotion : **2009-2010**

Date du Jury : **Septembre 2010**



**Analyse de l'état d'avancement de la
mise en place des périmètres de
protection des captages alimentant la
ville de Paris en eau destinée à la
consommation humaine**

Rodrigue LETORT

Remerciements

Je tiens à remercier Madame Nguyen, ingénieur du génie sanitaire à la délégation territoriale de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, pour m'avoir accueilli dans son service et pour le soutien qu'elle m'a apporté tout au long de cette étude.

J'adresse mes remerciements à l'ensemble du service santé environnement de la délégation territoriale de Paris et notamment à la cellule eau, pour leur accompagnement tout au long de ce stage.

J'adresse enfin mes remerciements à l'ensemble des agents des services Santé Environnement des différentes délégations territoriales contactés lors de mon étude, pour leur disponibilité et les informations qu'ils m'ont communiquées.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION..... | 1 |
| 1. La protection des captages délivrant une eau destinée à la consommation humaine : contexte réglementaire..... | 2 |
| 1.1 <u>Historique et visées réglementaires.....</u> | 2 |
| 1.2 <u>Les périmètres de protection : définition et rôles.....</u> | 4 |
| 1.3 <u>La procédure de protection des captages.....</u> | 5 |
| 1.4 <u>Les différents acteurs de la procédure.....</u> | 7 |
| 2. L'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la ville de Paris..... | 8 |
| 2.1 <u>L'organisation administrative de la gestion de l'eau à Paris.....</u> | 8 |
| 2.2 <u>Les différentes ressources.....</u> | 8 |
| 2.2.1 Les eaux superficielles..... | 9 |
| 2.2.2 Les eaux souterraines..... | 9 |
| 2.3 <u>La production et la distribution d'EDCH.....</u> | 10 |
| 3. Etat des lieux sur la protection des captages délivrant une EDCH à la ville de Paris..... | 12 |
| 3.1 <u>Méthodologie de travail.....</u> | 12 |
| 3.1.1 La recherche documentaire..... | 12 |
| 3.1.2 La réalisation d'un état des lieux..... | 13 |
| 3.2 <u>Bilan départemental de protection des captages.....</u> | 14 |

| | |
|---|-----------|
| 3.3 <u>Captages protégés par une DUP</u> | 16 |
| 3.4 <u>Captages non protégés par une DUP</u> | 16 |
| 3.5 <u>Cas particulier des aqueducs</u> | 16 |
| 4. Typologie des points de blocage | 17 |
| 4.1 <u>Points de blocage liés à la procédure technique</u> | 18 |
| 4.2 <u>Points de blocage liés à la procédure administrative</u> | 19 |
| 4.3 <u>Points de blocage non liés à la procédure</u> | 20 |
| 4.4 <u>Synthèse des procédures en cours</u> | 23 |
| 5. Proposition d'actions | 24 |
| 5.1 <u>Intérêt d'une priorisation</u> | 24 |
| 5.2 <u>De nouvelles méthodes et de nouveaux outils de travail</u> | 24 |
| 5.2.1 Sensibiliser les HAHP aux problématiques agronomiques..... | 24 |
| 5.2.2 Maintenir l'effort d'instruction des dossiers..... | 25 |
| 5.2.3 Contrôler la mise en œuvre des actes de DUP..... | 25 |
| 5.2.4 Communiquer via des systèmes d'information..... | 25 |
| 5.3 <u>L'impact sur la cellule de la DT ARS PARIS</u> | 26 |
| CONCLUSION | 27 |
| BIBLIOGRAPHIE | |
| SOMMAIRE DES ANNEXES | |
| RESUME | |

Liste des sigles utilisés

AAC : Aire d'Alimentation de Captage
ADASEA : Association Départementale pour l'Aménagement des Structures et Exploitations Agricoles
AEP : Adduction en Eau Potable
AESN : Agence de l'Eau Seine Normandie
AP : Arrêté Préfectoral
ARS : Agence Régionale de Santé
BE : Bureau d'Etude
CA : Chambre d'Agriculture
CAP : Captage
CE : Commissaire Enquêteur
CoDERST : Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
CSP : Code de la Santé Publique
DDAF : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DDASS : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDE : Direction Départementale de l'Equipeement
DDT : Direction Départementale des Territoires
DIREN : Direction Régionale de l'Environnement
DREAL : Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement
DRIAAF : Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DRIEA : Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipeement et de l'Aménagement
DRIEE : Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie
DRIRE : Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement
DT ARS : Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé
DULE : Direction de l'Urbanisme du Logement et de l'Equipeement
DUP : Déclaration d'Utilité Publique
EDCH : Eau Destinée à la Consommation Humaine
HAHP : Hydrogéologue Agréé en Hygiène Publique
IdF : Ile de France
MISE : Mission Inter-service de l'Eau
MIISE PPC : Mission Interdépartementale Inter-service de l'Eau de Paris Proche Couronne

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PNSE : Plan National Santé Environnement

PPC : Paris et sa Proche Couronne (Paris, Hauts de Seine, Seine Saint Denis et Val de Marne)

PRPDE : Personne Responsable de la Production et la Distribution des Eaux

PRSE : Plan Régional Santé Environnement

PPE : Périmètre de Protection Eloignée

PPI : Périmètre de Protection Immédiate

PPR : Périmètre de Protection Rapprochée

RESE : Réseau d'Echange en Santé Environnement

SAFER : Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural

SISE : Système d'Information Santé Environnement

SNS : Service de Navigation de la Seine

STIIIC : Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées

TTP : Installation de Traitement Production

UDI : Unité de Distribution

UGE : Unité de Gestion et d'Exploitation

Introduction

Les périmètres de protection visent à assurer la protection sanitaire de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) en protégeant les points de captage contre les sources de pollution ponctuelles et accidentelles. En France, tous les ouvrages permettant de prélever de l'eau dans le milieu naturel et destinée à la consommation humaine doivent être autorisés par l'autorité préfectorale.

Pour remédier au retard pris dans la protection réglementaire des captages, le Plan National Santé Environnement (PNSE) 2004 -2008 fixait, pour sa durée d'application, des objectifs quantifiés : 80% des captages devaient être protégés en 2008, et 100 % en 2010. Malgré ce dispositif réglementaire, en janvier 2010, seuls 57.4% des captages délivrant une EDCH disposaient de périmètres de protection.

Le département de Paris se situe sensiblement en dessous de la moyenne nationale : d'après le dernier bilan trimestriel de la Direction Générale de la Santé du 5 janvier 2010 seuls 15,6% des captages délivrant une EDCH à la ville de Paris disposaient d'une protection réglementaire. Cette situation est en partie due à la complexité de l'alimentation parisienne compte tenu du fait que l'ensemble de la ressource utilisée en adduction d'eau potable est situé à l'extérieur du département.

Après un rappel réglementaire relatif à la protection des captages, et une présentation de la production et de la distribution d'EDCH sur la ville de Paris, nous procéderons à un état des lieux actualisé de la protection des captages alimentant la ville de Paris. Nous pourrons ainsi dégager les différents points de blocage freinant les déclarations d'utilité publique (DUP) d'établissement des périmètres de protection, pour ensuite proposer différentes actions en vue de finaliser ces procédures, éléments essentiels à la préservation, à la sécurisation et à l'amélioration de la qualité de l'eau délivrée au public.

1. La protection des captages délivrant une eau destinée à la consommation humaine : contexte réglementaire

1.1 Historique et visées réglementaires

Evoquée pour la première fois dans l'article 10 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, la notion de périmètre de protection s'inscrit dans une démarche ancienne. La mise en œuvre de mesures préventives autour du point de captage délivrant une EDCH est en effet l'une des premières préoccupations des hygiénistes du début du 20^{ème} siècle.

Néanmoins le caractère obligatoire, de l'instauration des périmètres de protection des captages délivrant une EDCH, est apparu avec la première loi sur l'eau n°64-1245 du 16 décembre 1964, applicable à tout nouveau captage.

La deuxième loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 est venue par la suite, renforcer la première loi en rendant obligatoire la mise en place de périmètres de protection sur les captages antérieurs à 1964. Ainsi, la quasi-totalité des ouvrages captants devaient être protégés (à l'exception des captages dits « naturellement protégés »). Cette loi prévoyait un délai de 5 ans pour la mise en conformité des ouvrages. En principe, tous les captages devaient être protégés au 3 janvier 1997 ; en réalité seuls environ 30 % des captages disposaient d'une DUP à cette date.

Depuis plusieurs textes réglementaires ont été publiés :

- La circulaire du 2 janvier 1997 qui rappelle les exigences réglementaires, en soulignant par ailleurs que « l'absence de mise en place de périmètres de protection peut engager la responsabilité la Personne Responsable de la Production et de la Distribution des Eaux (PRPDE), du maire de la commune d'implantation du captage ou de l'Etat ».
- La loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique et le Plan National Santé Environnement 2004-2008 qui en découle. Ce dernier a fixé parmi ses priorités la mise en œuvre effective des périmètres de protection autour des captages. L'action 10 de ce plan fixe notamment comme objectif une protection de 80% des captages en 2008 et 100% en 2010. La déclinaison régionale de ce plan (PRSE Ile de France) adopté par le préfet de région le 18 septembre 2006, a repris cet objectif.

- La circulaire du 31 janvier 2005 qui indique les actions à effectuer pour améliorer la protection des captages d'EDCH et qui demande de réaliser un plan d'action départemental.
- Le PNSE 2009-2013 et le Grenelle de l'Environnement, qui visent à assurer une protection efficace des captages, en renforçant l'efficacité des outils de protection, en protégeant les aires d'alimentation des 500 captages les plus menacés d'ici 2012 (captages « Grenelle »), en améliorant la gouvernance grâce à des structures locales adaptées, et en traitant les captages abandonnés.

L'instauration des périmètres de protection s'inscrit dans une démarche globale permettant de répondre à trois obligations. En effet, l'utilisation d'un captage délivrant une EDCH par une collectivité publique est soumise aux procédures administratives suivantes :

- Une Nomenclature « Loi sur l'eau » pour le prélèvement en application de l'article **L 214-1 du code de l'environnement**,
- Une autorisation de production et de distribution d'EDCH en application de l'article **L 1321-7 du code de la santé publique (CSP)**,
- Une DUP de dérivation des eaux et d'instauration des périmètres de protection en application respective des articles **L 215-13 du code de l'environnement** et **L 1321-2 du CSP**.

La DUP découle donc de deux articles distincts des codes de la santé publique et de l'environnement. Le service police de l'eau (voir organisation des administrations sur Paris Proche Couronne en annexe 4) est compétent pour la partie loi sur l'eau. Ces procédures sont disjointes mais peuvent générer un seul acte administratif.

En complément des rubriques de la Nomenclature « Loi sur l'eau » relatives au prélèvement, les installations des captages et usines de traitement peuvent aussi relever des rubriques suivantes :

- pour les rejets au milieu naturel des eaux de procédé,
- pour les déversements d'eau ayant un impact sur le régime hydraulique,
- si un barrage est nécessaire,
- si l'ouvrage en lit mineur fait obstacle à l'écoulement des crues,
- en cas de remblai dans le lit mineur.

Par ailleurs dans le cas de la Seine de la Marne, les ouvrages situés sur le domaine public fluvial sont soumis également à l'autorisation d'occupation temporaire de ce domaine, confiée à Voies Navigables de France.

Le prélèvement en rivière est également limité par l'obligation de respecter l'article L 432-5 du code de l'environnement, relatif aux débits réservés (minimum 1/10^{ème} du module interannuel). Enfin d'autres obligations peuvent être spécifiées par les arrêtés « sécheresse ».

1.2 Les périmètres de protection : définition et rôles

Les périmètres de protection d'un captage sont définis après une étude hydrogéologique et les prescriptions rendues opposables par DUP (article L 126-1 du code de l'urbanisme). Les périmètres visent à protéger les abords immédiats de l'ouvrage et un secteur de la nappe ou d'un cours d'eau, ainsi qu'à interdire ou réglementer les activités qui pourraient nuire à la qualité des eaux captées. Le CSP définit trois périmètres, zones dans lesquelles des contraintes plus ou moins fortes sont instituées pour éviter la dégradation de la ressource. Ces zones peuvent porter sur des terrains disjoints.

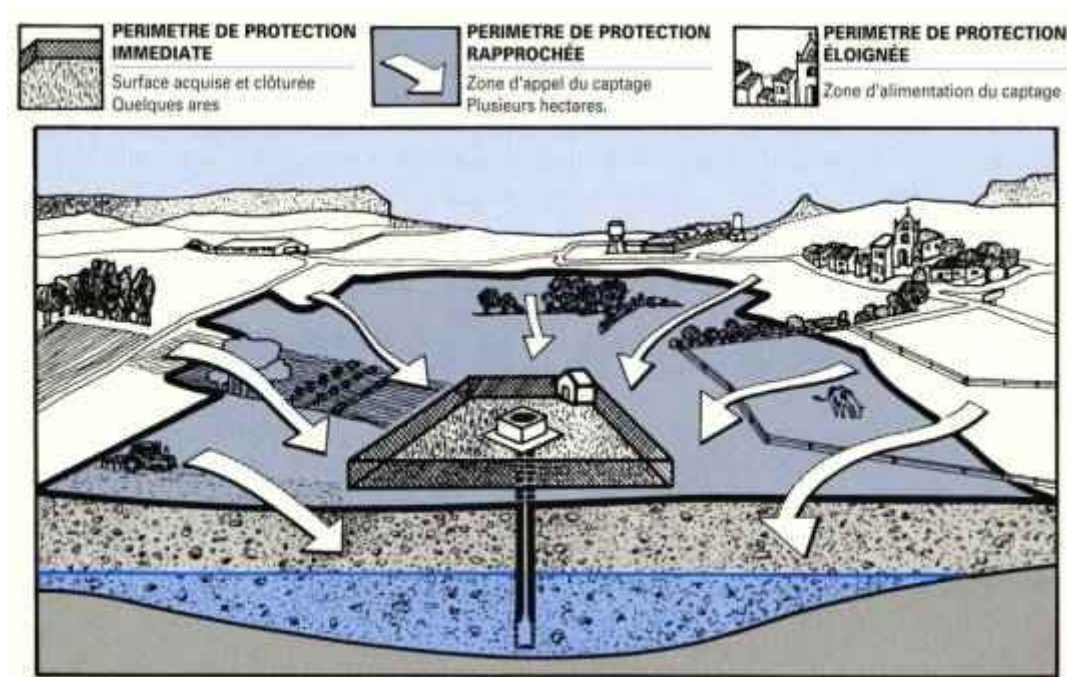


Figure 1 : les trois périmètres de protection

- **Le périmètre de protection immédiate (PPI)**

Ce périmètre a pour but de lutter contre la malveillance et/ou l'introduction directe de substances polluantes dans l'eau. Sa surface est donc généralement relativement limitée, elle comprend les ouvrages, et la zone étendue de captage. Le PPI doit être acquis en pleine propriété par la collectivité responsable de la distribution d'EDCH, et clôturé efficacement de manière à en interdire l'accès. Toutes les activités en dehors de celles nécessaires à l'exploitation du captage et à son entretien y sont interdites.

- **Le périmètre de protection rapprochée (PPR)**

Ce périmètre doit protéger efficacement le captage vis-à-vis des pollutions ponctuelles et accidentelles. Il concerne une partie de l'aire d'alimentation de captage (AAC). Sa surface est définie en fonction à la fois des caractéristiques extrinsèques et intrinsèques de l'aquifère et de l'ouvrage de captage, mais aussi du débit maximal de pompage demandé.

Dans ce périmètre sont interdits « les activités, installations ou dépôts susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation à la consommation humaine ». Les autres activités peuvent faire l'objet de prescriptions et sont soumis à surveillance. Le PPR vise à conserver la qualité de l'environnement du captage par rapport à ses impacts sur la qualité de l'eau et à l'améliorer si nécessaire.

- **Le périmètre de protection éloignée (PPE)**

Ce périmètre est facultatif et correspond souvent à l'AAC. Il est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes ou lorsque les prescriptions particulières paraissent de nature à diminuer les risques sanitaires.

1.3 La procédure

La procédure d'établissement des périmètres de protection est longue et complexe. Elle enchaîne plusieurs étapes faisant intervenir de nombreux acteurs. Le schéma de la procédure est présenté en annexe 3.

- **La phase technique**

Elle est élaborée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité. Le conseil municipal ou syndical engage la procédure d'instauration des périmètres de protection par délibération. La collectivité missionne un bureau d'étude pour constituer un dossier technique préalable. Ce document présente une étude de la ressource et de sa vulnérabilité (études

hydrogéologiques, modélisation de nappe, essais de pompage, études environnementales...). Le contenu exact de celui-ci est défini à l'article R 1321-6 du CSP et dans l'arrêté du 20 juin 2007, relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'EDCH mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R 1321-42 du CSP.

Lorsque le dossier est jugé recevable par le service instructeur, un hydrogéologue agréé en hygiène publique (HAHP) est nommé par le préfet. Sa mission consiste à émettre un avis sanitaire sur tout projet mettant en jeu la protection des eaux souterraines ou superficielles destinées à la consommation humaine. Pour chaque captage, il propose les limites des différents périmètres de protection et les prescriptions y afférents (interdictions, réglementations).

La collectivité réalise également une étude technico-économique permettant d'estimer le coût des travaux et des indemnités des servitudes. Elle élabore via l'assistance d'un géomètre expert les plans et états parcellaires des zones comprises dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, nécessaires dans les enquêtes publiques, et le cas échéant parcellaires.

- La phase administrative

Elle est réalisée généralement par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé (DTARS), service instructeur et la préfecture chargée de l'enquête publique.

La DTARS lance la consultation des services de l'état et organismes concernés afin de recueillir leur avis sur la délimitation des périmètres et les prescriptions proposées par l'HAHP. Elle rédige ensuite une notice explicative du dossier prenant en compte les avis des différents services de l'état, des différents organismes, et des collectivités territoriales.

Le dossier est ensuite soumis à enquête publique, et le cas échéant à une enquête parcellaire, menées par un commissaire enquêteur (CE) désigné par le tribunal administratif. Ces enquêtes sont destinées à informer le public sur les périmètres de protection, leurs prescriptions et leurs observations. A l'expiration du délai d'enquête, le CE examine les observations formulées et rédige son avis en précisant si ses conclusions sont favorables ou défavorables.

Sur la base du rapport du commissaire enquêteur, la DTARS présente le dossier au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) où le pétitionnaire est invité pour émettre ses observations vis-à-vis du projet

d'arrêté préfectoral. Cette instance émet enfin un avis sur ce dossier, qui sera ensuite soumis à la signature du préfet. Si toutes les conditions sont requises, le préfet prend alors un arrêté de DUP, document instituant la protection du point d'eau et rendant les servitudes opposables aux tiers (les collectivités ayant logiquement un délai d'un an pour mettre en compatibilité leur document d'urbanisme avec les nouvelles servitudes ainsi créées).

- La phase de suivi

L'inspection des périmètres de protection des captages est l'un des thèmes d'inspection inscrits dans le cadre de la circulaire DAGPB/MOS/MSD/2008 du 5 mars 2008 portant directive nationale d'orientation pour 2008. L'objectif de l'inspection est de vérifier que les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral déterminant les périmètres de protection des captages ainsi que d'autres dispositions générales de sécurité sanitaire des installations sont respectées.

1.4 Les différents acteurs concernés par la procédure

Un grand nombre d'acteurs intervient dans la procédure de mise en place des périmètres de protection de captage :

- Le maître d'ouvrage public (collectivité concernée qui engage la procédure par délibération), la PRPDE,
- Le bureau d'étude prestataire chargé de réaliser le dossier technique préalable à l'avis de l'HAHP,
- L'HAHP nommé en vue d'émettre un avis sur le dossier,
- Les services instructeurs qui sont soit les DTARS soit les Directions Départementales des Territoires (DDT) suivant les accords signés entre ces entités. Le changement de service instructeur survenu en 2007 et les accords précités seront précisés dans la suite de ce rapport.
- Les services « police de l'eau » (DDT ou Service de Navigation de la Seine) et plus généralement les services regroupés au sein des MISE.
- Les chambres d'agriculture (CA),
- L'agence de l'eau Seine Normandie (AESN),
- Les conseils généraux,
- Les préfetures,
- Le commissaire enquêteur et les tribunaux administratifs,
- Les maires concernés par les périmètres de protection,

- Les propriétaires des parcelles situées dans les périmètres,

Et bien d'autres acteurs comme notamment les Société d'Aménagement Foncier et Equipement Rural (SAFER) et les Associations Départementales pour l'Aménagement des Structures et Exploitations Agricoles (ADASEA) qui jouent des rôles d'appui de veille foncière et de reconversion des techniques agricoles (contrat d'agriculture durable, plan végétal pour l'environnement).

2. L'alimentation en EDCH de la ville de Paris

2.1 L'organisation administrative de la gestion de l'eau à Paris

La gestion du service public de l'eau à Paris, de la production jusqu'à la distribution aux usagers et abonnés, est réalisée par la régie municipale autonome « Eau de Paris ». Cette dernière est un établissement public de la ville de Paris, à caractère industriel et commercial.

2009 fut une année de transition charnière pour Eau de Paris. En effet ses instances dirigeantes et ses équipes ont dû mettre en marche l'évolution d'une société d'économie mixte, la Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris (SAGEP) vers une régie autonome. Cette dernière est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, constituant un établissement public où la ville de Paris exerce un contrôle périodique.

2.2 Les différentes ressources

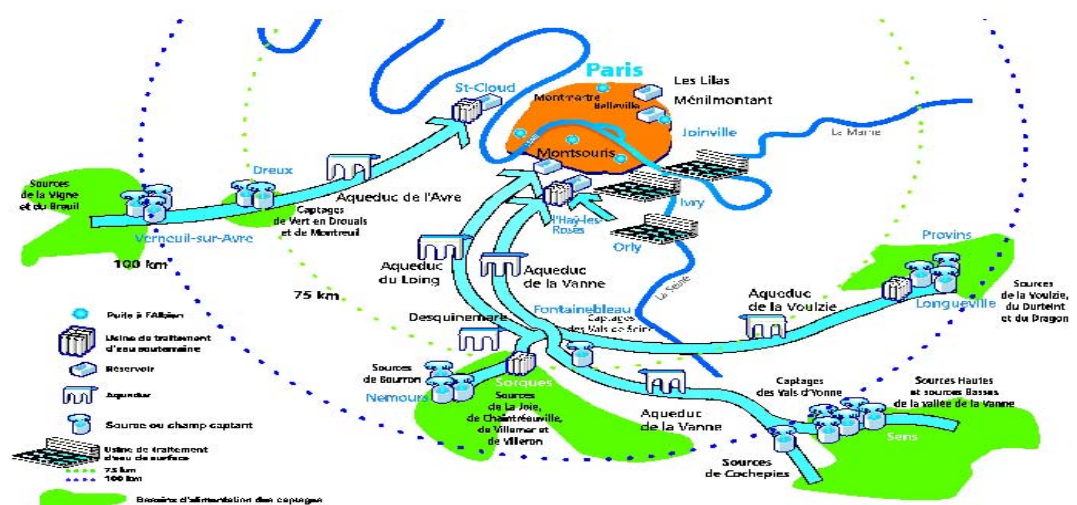


Figure 2 : les différentes ressources alimentant la ville de Paris

2.1.1 Les eaux superficielles

Les eaux d'origine superficielle sont prélevées dans deux prises d'eau en rivière, dans la Seine et la Marne. Elles sont traitées désormais dans deux usines de potabilisation (l'usine d'Ivry sur Seine ayant été déconnectée en avril 2010 du réseau public d'adduction en eau potable) situées dans le sud-est de la région parisienne (Orly sur la Seine et Joinville sur la Marne) qui fournissent la moitié des besoins en EDCH à la ville de Paris.

2.1.2 Les eaux souterraines

La ville de Paris possède, dans un rayon de 80 à 150 km autour de la capitale, de nombreuses sources qui lui fournissent environ la moitié des besoins en EDCH. Celles-ci se situent à l'Est dans les régions de Sens, Provins, Fontainebleau, et sont acheminées par les aqueducs de la Vanne et du Loing, et à l'Ouest, dans la région de Dreux, qui sont elles acheminées par l'aqueduc du Avre. Chaque fois que cela a été possible, on s'est efforcé à l'époque d'amener à Paris les eaux captées par la seule gravité. En cas d'impossibilité, des usines de pompage, implantées près des captages relèvent les eaux qui sont ensuite acheminées jusqu'à Paris, par gravité, à plan d'eau libre.

Ces eaux sont constituées de sources existantes à l'état naturel : sources de la vallée de la Vanne dans la région de Sens captées à partir de 1874, sources de la vallée de l'Avre dans la région de Verneuil sur Avre à partir de 1874, sources dans les vallées du Loing et du Lunain en 1900, sources de la Voulzie, du Durteint et du Dragon dans la région de Provins en 1925. Ces sources ont été complétées par des ressources alluvionnaires dans les vallées de l'Yonne (1936), de la Seine (1955), de l'Eure et de l'Avre (1970).

Ces ouvrages de prélèvement représentent au total 181 captages en cours d'usage « AEP » (les captages abandonnés n'étant pas pris en considération) pour un ensemble de 102 sites de captage (champ captant, et sources isolées). Ces ouvrages sont constitués de forages, de drains, de galeries drainantes ou de puits. La superficie des PPI des différentes des ressources souterraines totalise environ 880 ha. Les AAC pour leur part représentent environ une superficie de 180000 ha.

Les horizons géologiques intéressés par les sources sont constitués des aquifères crayeux du sénonien, pour les captages de la région de Sens ou de Fontainebleau, du turonien pour les captages de la région de Verneuil sur Avre et du calcaire de Champigny en ce qui concerne les sources de la région de Provins. Les captages complémentaires dans les vallées de la Seine, de l'Yonne, de l'Avre et de l'Eure sollicitent l'ensemble de la

craie et des alluvions sus-jacentes. Les différentes nappes et masses d'eau sollicitées pour l'alimentation de la ville de Paris sont détaillées en annexe 2. Un descriptif des ressources est également présenté en annexe 7.

Identification des Masses d'eau alimentant Paris et la Proche Couronne

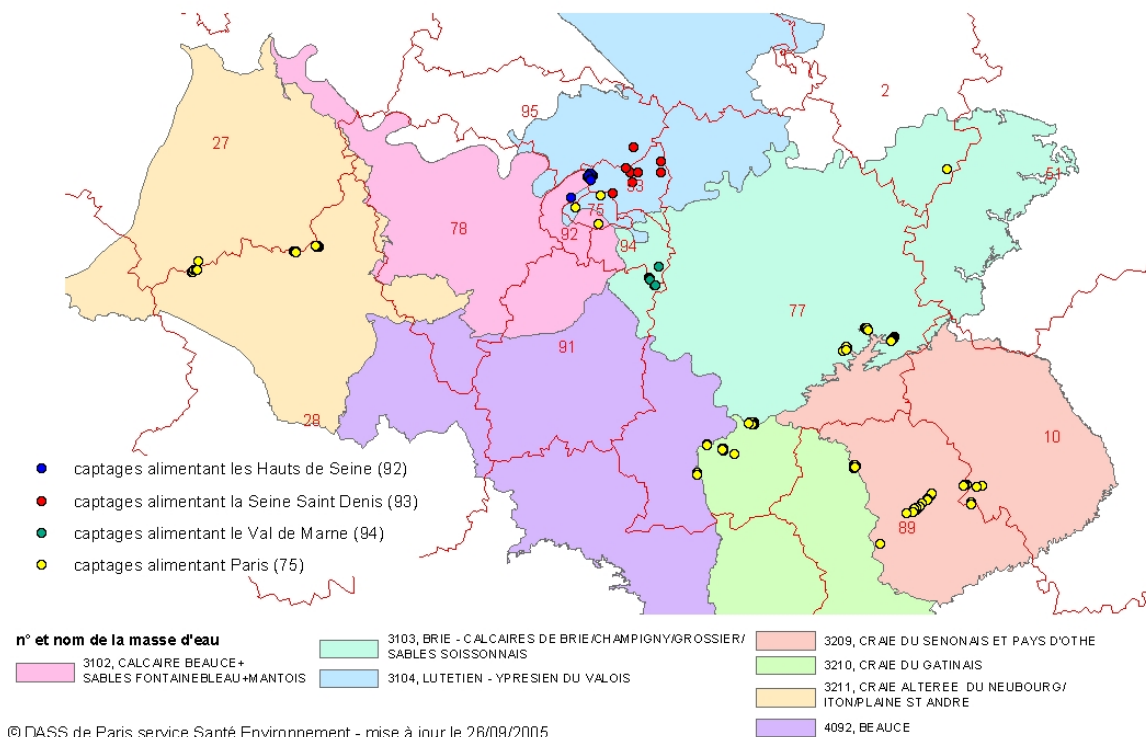


Figure 3 : les masses d'eau souterraines alimentant en EDCH la ville de Paris

2.2 La production et la distribution d'EDCH

Voici quelques chiffres qui permettent d'appréhender la partie production et distribution d'EDCH de la ville de Paris :

- 2 usines de potabilisation d'eaux de rivière : Orly et Joinville,
- 4 usines de potabilisation pour les eaux de sources : en amont, Sorques et Longueville, et en aval Saint Cloud et l'Hay les Roses.
- 470 km d'aqueducs (Les aqueducs principaux du Loing, de la Vanne et du Avre). Les aqueducs de la Voulzie et du Lunain étant respectivement des composantes des aqueducs du Loing et de la Vanne. L'aqueduc du Dhuis, alimentée par des sources situées dans le département de l'Aisne dessert désormais le complexe Eurodisney en eau brute destinée à la production d'EDCH,
- 3600 km de conduites dans Paris,
- 5 réservoirs principaux : Montsouris, Ménilmontant, Saint Cloud, l'Hay les Roses, et les Lilas,

- 2 châteaux d'eau sur les buttes de Montmartre et de Belleville,
- 953 fontaines à boire, dont trois alimentées par les eaux de la nappe de l'Albien (square Verlaine, Lamartine et place de la Madone), les autres fontaines étant alimentées par l'eau du réseau public.



Figure 4 : Installations de captage, de production et de distribution d'EDCH de la ville de Paris

Les unités de distribution (UDI) ont été redéfinies en 2009 et sont au nombre de 4 : Centre, Nord-Ouest, Sud-ouest et Est. La consommation moyenne journalière sur ces quatre UDI est de 556000 m³/j. La capacité maximale journalière de production en EDCH est d'environ 1,1million de m³ soit 2 jours de consommation moyenne des parisiens.

3 Etat des lieux sur la protection des captages délivrant une EDCH à la ville de Paris

3.1 Méthodologie de travail

3.1.1 La recherche documentaire

Au cours de mon stage d'étude j'ai été amené à rechercher et consulter de nombreux documents en lien avec le service public de l'alimentation en eau potable de la ville de Paris. J'ai ainsi consulté les rapports de délégation de service public d'Eau de Paris, les rapports d'activité de la division protection de la ressource d'Eau de Paris mais aussi des documents émanant des services déconcentrés de l'état. J'ai ainsi « découvert » en début de mon stage d'étude, le plan d'action de protection des captages sur Paris et la proche couronne rédigé en 2005 par la Mission Interservices Interdépartementale de l'Eau de Paris Proche Couronne (MIISE PPC). Au moment de mon stage d'observation, et de la définition de mon sujet d'étude, ce plan n'était ni connu par l'ingénieur d'études sanitaires en charge de la cellule « eau » ni par l'ingénieur du génie sanitaire en charge du service santé environnement.

En effet la circulaire DGS/SD7A/2005/59 du 31 janvier 2005 relative à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action départemental de protection des captages servant à la production d'EDCH ainsi qu'aux moyens des DDASS et des DRASS dans le domaine de l'eau nécessaires pour respecter ce plan, a demandé à chaque département de rédiger un plan visant à dynamiser la mise en œuvre des procédures de protection, et à planifier le contrôle du respect des mesures relatives aux réglementations et interdictions des périmètres de protection. La petite couronne de Paris étant totalement interconnectée, il a été décidé de réaliser un plan commun, dont une partie est de déclinaison départementale.

Ce plan définissait les séries d'objectifs et d'actions présentées ci-dessous, et prévoyait également les moyens d'évaluer ces actions :

Objectif n°1 : protéger l'ensemble des captages d'ici 2010.

Action 1 : Clarification des procédures administratives pour les dossiers de captages situés à l'extérieur de Paris et alimentant exclusivement Paris

Action 2 : Planning d'instruction des dossiers

Action 3 : Organiser le transfert des dossiers d'ici le premier janvier 2007

Action 4 : former les intervenants pour homogénéiser les prescriptions et l'instruction des DUP

Objectif n°2 : assurer le suivi des DUP prises.

Action 5 : Former les agents à la démarche d'inspection des périmètres

Action 6 : Contrôler les DUP existantes

Action 7 : Suivre les anciens dossiers (révision)

Objectif n°3 : poursuivre et développer les actions de prévention et d'information.

Action 8 : Améliorer le système documentaire et faciliter son accès

Action 9 : Mentionner la protection de la ressource dans le document annuel délivré à l'utilisateur

Je n'ai retrouvé trace que des conclusions de l'action 1 qui consistait à solliciter les différentes préfectures des départements où sont situés les captages alimentant en EDCH la ville de Paris afin de les sensibiliser à la spécificité des captages parisiens et leur enjeu sur le plan de la santé publique (l'instruction des dossiers étant une compétence exclusive du préfet de département sur lequel se situe le captage). L'analyse des réponses des différentes préfectures démontre une volonté quasi unanime de procéder à des instructions et des inspections conjointes avec la DASS de Paris. Ce plan qui était d'animation DASS n'a malheureusement pas été décliné plus en avant (les mouvements de personnel à la DASS de Paris étant fréquents, impliquant un problème de continuité des actions).

3.1.2 La réalisation d'un état des lieux : requêtes BO – SISE EAUX et tableau de bord

J'ai tout d'abord réalisé une requête sous BO-SISE EAUX afin de réaliser une synthèse sur l'état de protection de la ressource des captages d'usage « AEP » (en fonctionnement et desservant le réseau public) alimentant en EDCH la ville de Paris. Cette première synthèse a démontré que de nombreux items relatifs à la protection de la ressource n'étaient pas renseignés dans la base de données SISE EAUX (la DASS de Paris étant le gestionnaire national des ouvrages alimentant la ville de Paris). Ces premiers éléments confirmaient les bilans trimestriels réalisés par la Direction Générale de la Santé (à savoir 15,4% des captages parisiens bénéficiant d'une DUP en août 2009).

J'ai ensuite sollicité les différentes délégations territoriales des agences régionales de santé qui m'ont fourni des informations et leur tableau de bord de suivi des procédures d'instruction des dossiers de DUP. J'ai pu croiser ces tableaux de bord avec celui d'Eau de Paris.

Cette confrontation documentaire a révélé de grosses lacunes dans la mise à jour de la base de données nationales. Grâce aux informations collectées, je me suis attelé à la mise à jour de SISE EAUX. Le seul fait de rafraîchir ces informations a permis de doubler quasiment le nombre de captages parisiens protégés par une DUP.

J'ai ensuite rencontré ou contacté téléphoniquement la division eau souterraine d'Eau de Paris et les délégations territoriales de l'Aube, de l'Eure, de l'Eure et Loir, de Seine et

Marne, du Val de Marne, et de l'Yonne afin de préciser l'état des procédures et de connaître les différents niveaux de blocage.

3.2 Bilan départemental de protection des captages

181 captages en usage « AEP » desservent en EDCH la ville de Paris. La synthèse relative à l'état de protection de la ressource est présentée en annexe 6.

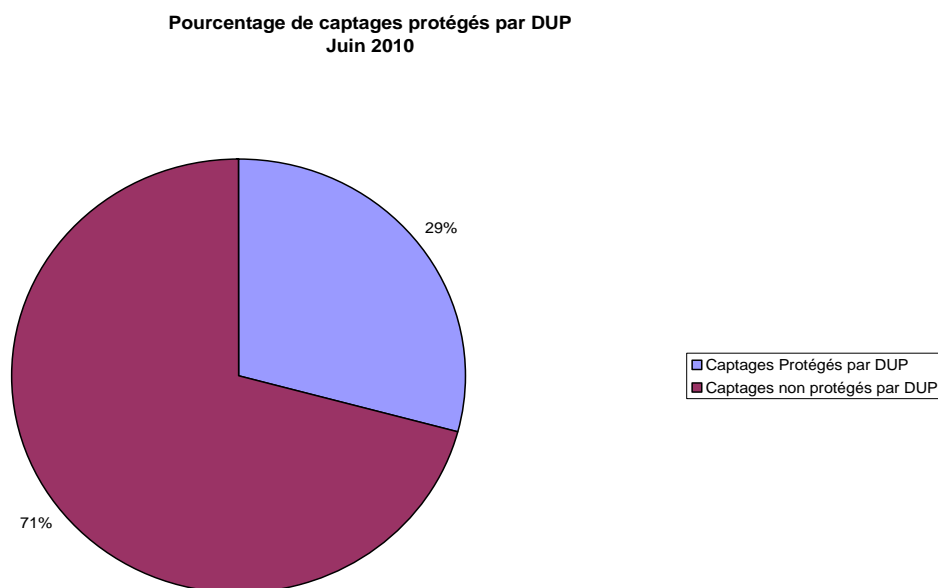


Figure 5 : Pourcentage de captages protégés par DUP (01/06/2010)

53 captages bénéficient d'une DUP au 01/06/2010 soit 29% du nombre total de captages « parisiens ».

Pourcentage des débits protégés par DUP
Juin 2010

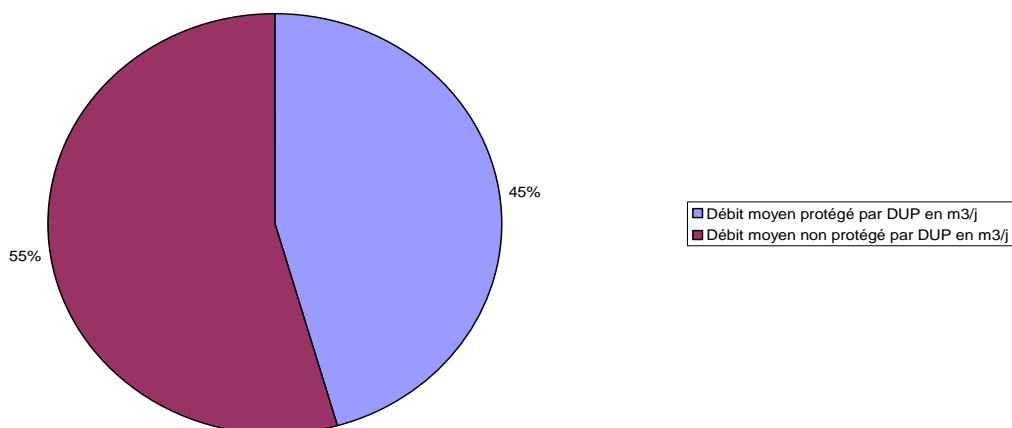


Figure 6 : Pourcentage des débits protégés par DUP (01/06/2010)

45% des débits proviennent de captages bénéficiant d'une DUP soit un débit journalier protégé de 321756 m³/j (sur un total 707508 m³/j).

Pourcentage des sites protégés par DUP
Juin 2010

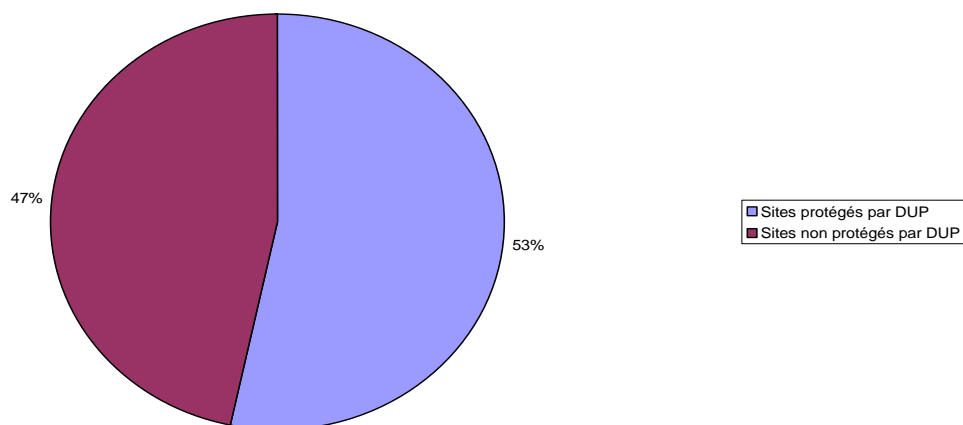


Figure 7 : Pourcentage des sites protégés par DUP (01/06/2010)

8 sites (champ captant ou ensemble de captages) sont protégés par une DUP (sur un total de quinze procédures à instruire).

3.3 Captages protégés par une DUP

La liste des captages protégés par une DUP ainsi que leurs situations administratives sont reprises dans le tableau 1 situé en annexe 12.

3.4 Captages non protégés par une DUP

La liste des captages non protégés par une DUP ainsi que leurs situations administratives sont reprises dans le tableau 2 situé en annexe 12.

3.5 Cas particulier des aqueducs

L'article L 1321-2 du CSP précise « Des actes déclaratifs d'utilité publique déterminent, dans les mêmes conditions, les périmètres de protection autour des points de prélèvement existants et peuvent déterminer des périmètres de protection autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés ». Les aqueducs peuvent donc bénéficier de périmètres de protection déclarés d'utilité publique.

L'EDCH est acheminée des points de captage jusqu'à la ville de Paris par 4 aqueducs :

- les aqueducs du Avre et de la Vanne qui transportent une eau brute destinée à la production d'EDCH,
- l'aqueduc du Loing qui transporte de l'EDCH.

Les aqueducs du Lunain et de la Voulzie sont dans la continuité de l'aqueduc du Loing. L'aqueduc de la Dhuis était autrefois connecté au réseau public parisien. Il transporte désormais de l'eau brute en provenance de captages situés dans le département de l'Aisne vers le centre Eurodisney situé dans le département de Seine et Marne.

Ces ouvrages ont été déclarés d'utilité publique par la loi du 5/07/1890 et par décret du 11/01/1965 (aqueduc du Avre) et par la loi du 21/07/1890 (aqueduc du Loing et du Lunain). Ces textes anciens portent sur les travaux de dérivation des sources et sur les travaux d'adduction de l'eau. Le décret du 11/01/1965 porte sur des préconisations sanitaires zonées autour de l'aqueduc du Avre. Le zonage est défini de la manière suivante :

- une zone de protection immédiate constituée par l'emprise appartenant à la ville de Paris et comprenant notamment l'aqueduc,

- une zone de protection rapprochée constituée par deux bandes de terrain de 12 mètres de largeur de part et d'autre de l'emprise,
- une zone de protection éloignée constituée par deux bandes de terrain s'étendant des limites extérieures des zones de protection rapprochée jusqu'à une distance de 40 mètres de l'aqueduc.

Les prescriptions sanitaires sont présentées en annexe 10. Eau de Paris via une surveillance active (suivi des enquêtes publiques, et des déclarations d'intention de commencement de travaux) assure le respect de ces prescriptions.

Cependant ces textes ne déclarent pas clairement d'utilité publique les périmètres de protection liés aux aqueducs. D'autre part il m'a été impossible de retrouver soit un état parcellaire soit un document de récolement pouvant servir de base juridique à l'application des servitudes.

Il me paraît donc important de sécuriser réglementairement ces installations en instaurant une DUP sur les périmètres de protection des aqueducs (à l'instar de la DUP des sources d'Arcier dans le département du Doubs), afin de mettre en compatibilité les servitudes avec les documents d'urbanisme des collectivités et de les rendre ainsi opposable aux demandes d'occupation et d'usage des sols.

4 Typologie des points de blocage

Selon l'avis de la plupart des analystes sur les causes des retards d'instauration des périmètres de protection des captages, un facteur de blocage resterait la faible motivation des responsables. Ces derniers redoutent des conflits avec leurs administrés, particulièrement en milieu agricole, pour un bénéfice sanitaire qui ne leur paraît pas évident.

D'autre part, il existe une confusion fréquente dans l'objectif des périmètres de protection des captages de la part de certaines collectivités qui pensent que ceux-ci ont pour vocation de protéger la ressource, notamment contre les pollutions diffuses, alors que ce n'est pas leur vocation première, même si localement ils peuvent y contribuer, les périmètres de protection permettant principalement de contribuer à lutter contre les pollutions accidentelles et ponctuelles. En effet, pour protéger les aquifères, divers outils existent en sus de la procédure de mise en place des périmètres de protection. Les principaux textes définissant le cadre de la protection de la ressource en eau sont

maintenant issus de la réglementation européenne et nationale et introduisent souvent une dimension territoriale (voir les précisions en annexe 13).

4.1 Points de blocage liés à la procédure technique

- **Constitution du dossier technique préalable à l'avis de l'HAHP**

Dans certaines situations complexes les études hydrogéologiques préalables voire complémentaires suite aux demandes spécifiques des HAHP, peuvent se révéler longues et coûteuses dès lors que des modélisations ou des campagnes de traçages ou de sondages de reconnaissance par exemple s'avèrent nécessaires. La démarche d'instauration des périmètres de protection par DUP peut paraître alors onéreuse, longue et fastidieuse pour les collectivités. Cependant, Eau de Paris détient les ressources financières suffisantes pour finaliser ces procédures et mener à bien sa politique de protection de la ressource.

- **Avis de l'HAHP**

Les délais de rendu des avis des HAHP peuvent paraître parfois relativement longs. Toutefois leur avis final est subordonné à la fourniture des planches cadastrales actualisées et des études hydrogéologiques ou environnementales complémentaires.

- **Choix dans la présentation des dossiers**

Eau de Paris a fait le choix de présenter des dossiers communs notamment pour les sources du Lunain (une même procédure pour trois champs captants Bourron – Villeron – Villemer) ce qui implique : un PPE très étendu, des PPR disjoints, induisant par la même des risques de blocage et de contentieux plus importants.

D'autre part la taille des PPI : les propriétés de la ville de Paris situées autour des ouvrages de captage sont généralement de taille importante par rapport aux terrains habituellement acquis par les communes pour cet usage (116, 101 et 130 ha respectivement pour les PPI des captages Vals de Seine, des sources de la Voulzie et des sources de la Vigne). Dans certains cas, l'HAHP a souhaité étendre la délimitation des PPI, jugeant leur taille insuffisante pour assurer une protection efficace des captages. Dans d'autres cas l'HAHP a calé le PPI en fonction des parcelles dont Eau de Paris était propriétaire. Ceci entraînant des difficultés liées à l'expropriation dans un cas, d'entretien et de maintien d'activités (apiculture) dans l'autre.

4.2 Points de blocage liés à la procédure administrative

- **Délibération**

Toutes les procédures à finaliser des captages parisiens sont en cours et bénéficient d'une délibération.

- **Constitution et validité du dossier d'enquête publique**

La rédaction de la notice explicative émanant des services instructeurs semble parfois être longue. Cette inertie peut s'expliquer par des situations d'urgence sanitaire (qui seront décrites dans le chapitre suivant) qui ont impliqué la mobilisation des agents des services santé environnement.

La rédaction de la note reprenant le coût de la mise en place de la procédure occasionne de nombreuses navettes entre le pétitionnaire et le service instructeur. Une attention accrue semble devoir être portée sur cette partie du dossier d'enquête publique qui est à l'origine de contestation du public lors de l'enquête publique (notamment les indemnisations des servitudes).

Les états parcellaires fournis à l'HAHP en vue de la délimitation des différents périmètres ne sont plus toujours valides. Le service instructeur ainsi que le pétitionnaire doivent porter également une attention toute particulière sur ce point qui peut être à l'origine de nombreux contentieux.

- **Tenue des enquêtes publiques et des enquêtes parcellaires**

Eau de Paris désire et continue actuellement de solliciter les préfectures afin de réaliser une enquête parcellaire à la suite de l'enquête publique et à la signature de l'acte administratif portant DUP. La tenue d'une enquête parcellaire est désormais obligatoire dans le cas de nécessité d'expropriation. Elle est préalable à la signature de l'arrêt de cessibilité. Les expropriations dans le cadre des DUP des périmètres de protection ne se produisent que sur les parcelles situées dans le PPI (très occasionnellement dans le PPR). Or, Eau de Paris a la maîtrise foncière de la quasi-totalité de ses PPI et des zones avoisinantes. Il me semble sans intérêt de réaliser l'enquête parcellaire a posteriori de l'enquête publique, celles-ci pouvant être réalisées de manière conjointe dans le cas d'une expropriation. Cette volonté du pétitionnaire réside dans la volonté d'obtenir un

arrêté préfectoral fixant les indemnités, alors que c'est au juge des expropriations de fixer les indemnités en cas de litige entre les propriétaires et le pétitionnaire.

- **Procédures disjointes**

Le décret du 11 janvier 2007 a modifié de manière sensible le code de la santé publique. Il scinde les procédures menées au titre du code de la santé publique et du code de l'environnement. Il reste toutefois toujours envisageable de prendre un acte administratif unique.

En ce qui concerne Eau de Paris, les autorisations de traitement / distribution ont été accordées au préalable par arrêté préfectoral. Pour les autorisations relevant de la nomenclature « Loi sur l'Eau », elles sont valides de par l'application du principe d'antériorité au décret du 30 octobre 1935 sur la protection des eaux potables et les établissements ostréicoles.

La disjonction des procédures n'est donc pas un frein dans l'instruction des dossiers des captages parisiens.

- **Tenue de l'instruction**

L'instruction des dossiers est une compétence exclusive du préfet de département sur lequel se situe le captage. Les difficultés d'instruction sont essentiellement liées aux parties instruites par des services des départements non concernés par ces ouvrages (pas d'alimentation de leur population) et qui de surcroît, doivent mener de concert l'instruction des ouvrages alimentant leur usager.

4.3 Points de blocage non liés à la procédure

- **Réforme générale des politiques publiques**

Les réformes actuelles, notamment dans la continuité des actions des services santé environnement, ont pu avoir comme effet de démobiliser les agents en charge de l'instruction des dossiers de DUP.

- **Mobilisation des services / Urgence sanitaire**

Les retards dans la procédure sont bien souvent dus à l'inertie ou aux moyens mis à la disposition des représentants de l'état face à celle-ci. L'instruction des dossiers de DUP dans certains territoires est particulièrement longue. L'annexe 6 présente les délais d'instruction des procédures et les durées portant de la publication du rapport géologique à l'obtention de la DUP. Ces délais sont malgré tout à relativiser (qualité de renseignement de la base de données SISE EAUX et, demande et réception des études complémentaires).

L'épisode de pandémie grippale de 2009 - 2010 a mobilisé dans certains départements, l'ensemble des agents des services santé environnement. Certains dossiers n'ont donc pas connu d'avancées notables en fin d'année 2009 et début d'année 2010.

- **Changement de service instructeur**

Le changement de service instructeur en 2007 (passage des instructions des dossiers de DUP des DDAF ou DDE vers les DDASS) a entraîné un retard dans l'instruction des dossiers. Ce retard trouve ses origines dans la nécessité de former les agents à cette thématique et par l'appropriation de la procédure par ces mêmes agents.

- **Réforme administrative de la régie Eau de Paris : passage en régie autonome.**

Les agents d'Eau de Paris ont été mobilisés durant les années 2008 à 2010 aux réformes de leur service (passage d'une société d'économie mixte à une régie autonome). Ces réformes ont également entraîné des restructurations des services de la régie parisienne. Tous ces événements ont pu détourner l'attention des agents en charge de la protection de la ressource.

- **Financement des procédures**

Les procédures de DUP des périmètres de protection sont subventionnées par l'AESN et le conseil général de Paris. Le financement des procédures dans leur ensemble (études, travaux, indemnisations) ne paraît pas comme un point de blocage (la régie parisienne ayant les moyens de financement suffisants).

- **Vulnérabilité des captages et pressions associatives et agricoles fortes**

Les caractéristiques intrinsèques de certains points de prélèvement (nappe de la craie et réseau karstifié) entraînent souvent la nécessité de réalisation d'études hydrogéologiques (relations dans le karst) ou environnementales (présence d'activités polluantes, de bétail) complémentaires, ce qui peut parfois entraîner des retards certains dans ces procédures.

D'autre part, la pression agricole portant sur certaines parcelles ainsi que la velléité de certaines associations (légalisation sur l'eau et droit de propriété) rendent difficiles les accords portant sur les indemnités des servitudes et donc sur l'obtention et l'application de la DUP.

- **Remembrement**

La finalisation des aménagements fonciers agricoles et forestiers (Loi relative au développement des territoires ruraux du 23/02/2005) est un préalable indispensable au bon déroulement des procédures de DUP des périmètres de protection. Certaines collectivités territoriales n'ont pas encore totalement terminées ces procédures.

- **Protocole d'indemnisation des servitudes**

Le calcul des indemnités liées aux servitudes posent souvent problème dans l'application des servitudes définies dans l'acte portant DUP. Il n'existe toujours pas de protocole d'indemnisation pour les départements de Seine et Marne et de l'Yonne. Ce document émanant des services déconcentrés de l'état et des chambres d'agriculture, faciliterait le dialogue et le calcul des indemnités et donc l'accord des différentes parties sur ces dernières. Certains dossiers d'Eau de Paris sont « gelés » dans l'attente d'accord sur les indemnités (sources de la Voulzie et sources basses).

- **Confusion avec la réglementation générale**

Dans le cadre de la Politique Agricole Commune, et pour limiter les apports de nitrates à la mer et dans les eaux de surfaces, la loi impose des bandes enherbées autour de certains cours d'eau. Les DDT et les mairies renseignent les agriculteurs sur les listes départementales de cours d'eau devant être ainsi protégés. En l'absence d'arrêté, des bandes enherbées doivent être entretenues sur tous les cours d'eau matérialisés sur les cartes IGN au 1/25 000ème (les plus récentes) par des traits bleus pleins, mais aussi en pointillé s'ils portent un nom. Les bordures de cours d'eau ne doivent pas être traitées par des pesticides dans les ZNT (*Zones non traitées*) sont (par dérogation) en 2007 les

mêmes que celles qui doivent être protégées par des bandes enherbées. En 2010 les bandes enherbées et/ou boisées obligatoires le long des cours d'eau passeront à 5 m et 10 m suivant les départements et les rivières.

Des mesures agronomiques, sanitaires et environnementales (agriculture, urbanisme, assainissement collectif et non collectif) relatives à la réglementation générale sont souvent reprises par les hydrogéologues agréés et les services instructeurs dans les actes administratifs de DUP. Ces mesures ne devraient pourtant pas être reprises dans ces actes, amplifiant parfois alors le sentiment d'incompréhension de la profession agricole (bandes enherbées dictées par les arrêtés précisant les règles aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres).

- **Contrôle de légalité et d'applicabilité des actes administratifs**

Les actes administratifs anciens semblent parfois difficilement applicables. En effet certains arrêtés préfectoraux comportent des prescriptions de portée générale, qui n'assurent pas réellement une protection adéquate de la ressource. D'autre part, certains de ces actes administratifs n'intègrent pas d'état parcellaire précis ce qui rend encore une fois difficile l'application et le contrôle des servitudes (voir en annexe 11 : arrêté préfectoral de DUP du champ captant du Val d'Yonne). Ces arrêtés préfectoraux devront être révisés.

4.4 Synthèse des procédures en cours d'Eau de Paris

| Sites à protéger | Point de blocage de l'arrêté préfectoral de DUP |
|--|--|
| Les sources du Loing (La Joie et Chantréauville) | Attente de la notice explicative rédigée par la DT 77 ARS IDF Urgence Sanitaire : mobilisation des services pour la pandémie grippale |
| Les sources du Lunain (Champ captant de Bourron Marlotte, Villeron et Villemer) | Attente des études hydrogéologiques complémentaires Choix dans la présentation des dossiers |
| Les sources du Breuil | Attente de la notice explicative validée par la DT 27 ARS |
| Les sources de la Vigne | Etudes complémentaires fournies dernièrement |

| | |
|---|---|
| Les sources de la Voulzie | Protocole d'indemnisation des servitudes |
| Les sources hautes | Vulnérabilité des captages Pressions associatives et agricoles fortes Changement de service instructeur Tenue de l'instruction (Yonne et Aube) |
| Les sources basses et les sources de Cochepie | Protocole d'indemnisation des servitudes Choix dans la présentation des dossiers |

5 Proposition d'actions

5.1 Intérêt d'une priorisation

Une démarche de classification a été réalisée dans de nombreux départements afin de prioriser les procédures de captages. Cette démarche, pouvant être assimilable à une évaluation des risques sanitaires portant à la fois, sur les qualités intrinsèques (géologie et hydrogéologie) et extrinsèques (pratiques de surface et occupation des sols) du point de prélèvement, mais aussi sur la dimension des populations desservies par ce même point. Une synthèse de la qualité de l'eau portant sur les paramètres bactériologiques et physico-chimiques (micropolluants organiques et nitrates) est présentée en annexe 8.

C'est à partir de cette même démarche que les captages situés en zone sous conditions environnementales (ZSCE découlant de l'article 21 de la LEMA) ont été définis. Le grenelle de l'environnement a renforcé cette disposition en sélectionnant 500 captages parmi les « captages ZSCE » et en développant les moyens réglementaires de protection de la ressource et d'atteinte du bon état écologique et chimique des masses d'eau correspondantes.

De nombreux captages appartenant à Eau de Paris ont été déclarés « captages grenelle ». La liste est présentée en annexe 9. La priorisation d'action pour l'établissement des périmètres de protection des captages parisiens n'a actuellement que peu d'intérêt, à la vue du nombre de procédures à finaliser, chacune devant être une priorité des différents acteurs.

5.2 De nouvelles méthodes et de nouveaux outils de travail

5.2.1 Sensibiliser les HAHP aux problématiques agronomiques

Il semble pertinent de développer les échanges entre hydrogéologues, pédologues, agronomes et représentants de la profession agricole (chambre d'agriculture et ADASEA). L'interactivité ainsi développée permettra un recueil de mesures explicitant le sens des interdictions et prescriptions reprises dans les actes de DUP, et ainsi facilitera la compréhension de ces mesures par la profession agricole et les collectivités territoriales.

5.2.2 Maintenir l'effort d'instruction des dossiers

Au vu de l'état des lieux réalisé en juin 2010, 128 captages ne disposent toujours pas en 2010 de DUP. Eau de Paris ayant décidé de grouper ces procédures, sept sites sont encore à protéger le plus rapidement possible afin de se conformer à la réglementation.

5.2.3 Contrôler la mise en œuvre des actes de DUP

Un planning de contrôle interdépartemental et interrégional devra être mis en place afin de vérifier l'application des servitudes sur les terrains des périmètres de protection de captages. La circulaire DAGPB/MOS/MSD/2008 du 5 mars 2008 portant directive nationale d'orientation pour 2008 fixe le nombre d'inspection annuel à 10% des installations, soit pour Eau de Paris la réalisation de une à deux inspections en moyenne. La tenue régulière d'un tableau de bord permettra le suivi des contrôles et des inspections effectuées.

Ces inspections pourront être réalisées de manière conjointe par les différentes délégations territoriales des ARS et par les différents services de l'état (police de l'eau, et le cas échéant des installations classées).

Un courrier de sensibilisation au contenu des arrêtés de DUP sera envoyé aux collectivités concernées par un captage protégé. Un rappel sur leur pouvoir de police sera mentionné à cette occasion.

5.2.4 Communiquer via des systèmes d'information

La délégation territoriale de Paris est gestionnaire de la base SISE EAUX pour les installations qui alimentent la ville de Paris. Toute nouvelle information devra être régulièrement remontée à cette délégation par les services instructeurs des départements où sont situés les captages en cours de protection réglementaire. Cette action sera simplifiée par un suivi accru et l'établissement de relations soutenues entre les différentes

délégations territoriales. En effet des lacunes importantes ont été constatées lors de mon stage d'étude sur la remontée des informations et la mise à jour des données SISE EAUX faussant les bilans relatifs à la protection de captages édités par la DGS.

Un outil cartographique devra également être mis en place, afin de collecter les anciennes et nouvelles données portant sur les périmètres de protection. Eau de Paris et les services instructeurs fourniront à la DT ARS 75 les données numériques afin de représenter et de matérialiser sous le logiciel Arc View, les différents périmètres de protection.

Les abonnés seront également tenus informer sur l'état d'avancement des procédures de protection de la ressource via l'édition de synthèse annuelle, d'info-factures ou du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau de la PRPDE (indice d'avancement de l'état de protection de la ressource, circulaire n°DGS/EA4/2009/18 du 20 janvier 2009).

5.3 L'impact sur la cellule de la DT ARS PARIS

Les agents de l'ARS en charge de la thématique « eau » devront être formés à la démarche d'inspection des périmètres. Ces inspections seront au nombre maximal de deux par an. Elles nécessitent un travail en amont de préparation, puis de rédaction du rapport d'inspection. Les conclusions reprises par ce dernier devront également être suivies dans le temps.

La préparation (2 jours) et la réalisation (2 à 3 jours) de l'inspection, la rédaction du rapport d'inspection (2 à 3 jours) ainsi que le suivi des conclusions du rapport (2 jours par an) nécessitent sur une base de deux inspections par an et pour la DT 75, la mobilisation en moyenne de 20 jours ouvrés, soit environ 0.1 ETP.

Il est possible dans le cadre de la nouvelle organisation de l'ARS IDF qu'un poste « protection de la ressource » soit mutualisé au siège de l'ARS.

Des indicateurs devront être proposés afin d'évaluer toutes ces actions dans leur efficacité, leur effectivité et leur efficience.

Conclusion

L'analyse de l'état d'avancement de l'instauration des périmètres de protections des captages délivrant une EDCH à la ville de Paris a permis de mettre en lumière les différentes difficultés inhérentes à une procédure longue et complexe.

Les lacunes ne découlent pas toujours des textes réglementaires mais principalement des enjeux agricoles et économiques forts pesant sur les territoires où sont définis les périmètres de protection, qui sont à l'origine de blocage dans l'obtention de la DUP et de contentieux au près des tribunaux. Les retards dans la procédure sont bien souvent aussi dus à l'inertie ou aux moyens mis à la disposition des représentants de l'état face à celle-ci, voire à la longueur avec laquelle ils traitent dans certains territoires l'instruction des dossiers de DUP.

Enfin, on peut soulever deux limites importantes à l'égard de l'application de la procédure de protection des captages :

- la suppression de l'inscription et de la publication des servitudes au bureau des hypothèques : rétablir cette publication permettrait de s'affranchir des questions de transfert de propriétés et d'information des preneurs ;
- l'inadaptation de cette procédure à l'égard des pollutions diffuses d'origine agricole.

Le rapport présenté par le professeur Marc Gentilini le 16 avril 2009, *Propositions pour une deuxième plan santé – environnement*, a préconisé de coordonner la procédure de périmètres de protection avec celle qui régit la délimitation et les actions sur les AAC définies par le code de l'environnement et le code rural. Il serait pertinent d'harmoniser et de fusionner ces deux législations dont la superposition est à la fois coûteuse et source d'inutiles complexités.

Bibliographie

TEXTES REGLEMENTAIRES

- Code de la santé publique.. Articles L 1321-1 à L 1321-10, Articles R 1321-1 à R 1321-63
- Code de l'environnement. Article L 214-1, Article L 215-13, Articles R 214-1 à R 214-5.
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Articles L 11-1 à L 11-9, Articles R 11-1 à R 11-18.
- Code de l'urbanisme. Article L 126-1.
- Code rural, Articles R114-1 à R 114-10.
- Loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution. Journal officiel « Lois et Décrets » du 18 décembre 1964, page 11528.
- Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau. Journal officiel n°3 du 4 janvier 1992, page 187.
- Loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique. Journal officiel n°185 du 11 août 2004, page 14277.
- Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques, Journal officiel n°303 du 31 décembre 2006, page 20285.
- **Décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007** relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine.
- **Décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007** relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires).
- **Décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006** relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques.
- **Arrêté du 20 juin 2007** relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique.
- Arrêté préfectoral n°2007-64-1 portant répartition des compétences en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques et de police de la pêche.

- **Lettre circulaire DGS/EA4 n° 106 du 8 mars 2010** relative au bilan national de l'instauration des périmètres de protection autour des captages destinés à la production d'eau potable.
- **Lettre circulaire interministérielle du 26 mai 2009** relative à la mise en place des programmes de protection des aires d'alimentation des 500 captages "Grenelle".
- **Circulaire DGS/EA4/2008/215 du 30 juin 2008** relative à la diffusion d'outils d'inspection destinés à renforcer la sécurité sanitaire de l'eau destinée à la consommation humaine.
- **Circulaire DGS/EA4/2007/259 du 26 juin 2007** concernant l'application de l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique.
- **Circulaire DGS/SD7A/2007/57 du 2 février 2007** relative aux modifications apportées aux dispositions réglementaires du code de la santé publique par le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine.
- **Circulaire DGS/SD7A/2007/39 du 23 janvier 2007** relative à la mise en œuvre des arrêtés du 11 janvier 2007 concernant les eaux destinées à la consommation humaine.
- **Circulaire DGS/SD7A/2005/59 du 31 janvier 2005** relative à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action départemental de protection des captages servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine ainsi qu'aux moyens des DDASS et DRASS dans le domaine de l'eau nécessaires pour effectuer ce plan.
- **Circulaire DGS/VS4/ministère de l'environnement, direction de l'eau n° 99-712 du 21 décembre 1999** relative à l'état d'avancement de la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (enquête menée en 1997).
- **Circulaire du 26 juillet 1999** relative à la diffusion d'un bilan concernant les périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.
- **Circulaire DGS n° 97/350 du 16 mai 1997** relative à la diffusion des résultats de l'enquête sur l'activité et la rémunération des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique.

- **Circulaire DGS/VS4/ENV/INT/FP n° 97-2 du 2 janvier 1997** relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.
- **Circulaire DGS/VS4/n° 94/19 du 15 mars 1994** relative à la diffusion d'un bilan concernant les périmètres de protection des points de prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine.
- Circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.

ARTICLES, OUVRAGES

- LAYA J-M, 2009, Alimentation de Paris en eau potable, *Techniques Sciences et Méthodes*, Décembre 2009.
- PILARD M-A, 2007, *Contribution à l'élaboration d'un plan d'action départemental de protection des captages servant à la production d'EDCH en Moselle*, Rapport d'étude IES 2007-2008.
- Protection des captages d'eau - Acteurs et stratégies - Mai 2008.
- Guide pratique pour la conduite des enquêtes publiques relatives à la protection et à l'exploitation des captages délivrant une EDCH (2008).
- Plans départementaux de protection des captages des départements des Ardennes, de Loire Atlantique, de Moselle, de Seine et Marne, de Seine Maritime, du territoire de Belfort et de Paris et sa proche couronne.
- Protéger les captages destinés à la production d'eau potable - Bilan 2009 de la Direction Générale de la Santé.
- Conseil d'Etat, *L'eau et son droit*, Rapport du Conseil d'Etat, 2010.

SITES INTERNET

[http : //www.rese.intranet.sante.gouv.fr/](http://www.rese.intranet.sante.gouv.fr/)

[http : //www.oieau.org/](http://www.oieau.org/)

[http : //www.eau-seine-normandie.fr/](http://www.eau-seine-normandie.fr/)

<http://www.eaudeparis.fr>

<http://www.brgm.fr>

Liste des annexes

ANNEXE 1 : Calendrier d'activités – Diagramme de GANTT.

ANNEXE 2 : Localisation des captages – Identification des nappes et masses d'eau correspondantes.

ANNEXE 3 : Etapes de la procédure de mise en place des périmètres de protection.

ANNEXE 4 : Répartition des compétences en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques en région Ile de France – Organisation future de l'administration régionale et territoriale en Ile de France

ANNEXE 5 : Lettre circulaire du 8 mars 2010.

ANNEXE 6 : Bilan des protections réglementaires de captages desservant la ville de Paris en EDCH.

ANNEXE 7 : Description des ressources alimentant en EDCH la ville de Paris.

ANNEXE 8 : Bilan qualité des eaux brutes (Nitrates, Atrazine et Déséthyl-atrazine).

ANNEXE 9 : Liste des captages prioritaires « Grenelle » au 3 août 2009.

ANNEXE 10 : Décret du 19 décembre 1866 – Protection sanitaire des aqueducs de la ville de Paris.

ANNEXE 11 : Arrêté préfectoral portant DUP l'établissement des périmètres de protection autour du champ captant du Val d'Yonne.

ANNEXE 12 : Situation administrative des captages protégés et non protégés par une DUP

ANNEXE 13 : Outils réglementaires liés à la protection de la ressource.

ANNEXE 1

Calendrier d'activité

Semaine 20

Prise de contact avec le service.
Recherche documentaire et bibliographique.
Réunion de présentation de l'ARS d'Ile de France.
Préparation des rencontres.
Rendez vous avec Mme Welleté (Eau de Paris).

Semaine 21

Conférence générale de l'ARS d'Ile de France.
Rendez vous avec Mme Pruvot (Eau de Paris).
Entretien avec M Pasquier de la délégation territoriale de l'Eure et Loir.
Entretien avec Mme Sauvée de la délégation territoriale du Val de Marne.

Semaine 22

Participation à l'avis de l'ARS sur le projet d'arrêté préfectoral interdisant la consommation et la commercialisation de poissons pêchés dans la Seine et le canal de l'Ourcq à Paris.
Entretien avec Mme Buffet de la délégation territoriale de l'Aube.
Point stage avec Sylvie Nguyen.

Semaine 23

Entretien avec Mme Bernard (directrice du pôle santé publique de la délégation territoriale de Paris).
Entretien avec Mme Larose de la délégation territoriale de l'Yonne.
Réunion à la délégation territoriale de Seine et Marne.
Participation à la MISE « Périmètres de protection » de Seine et Marne.

Semaine 24

Entretien avec Mme Julien de la délégation territoriale de l'Eure .
Participation à l'avis sur la recevabilité du dossier de demande d'autorisation d'importer une eau minérale naturelle conditionnée, sous la désignation commerciale « Monte Minerale » en provenance du Monténégro.
Point stage avec Sylvie Nguyen.

Semaine 25

Participation à la MIISE Paris Proche Couronne.
Inspection des périmètres de protection et des installations de l'usine de production d'EDCH d'Orly.

Semaine 26

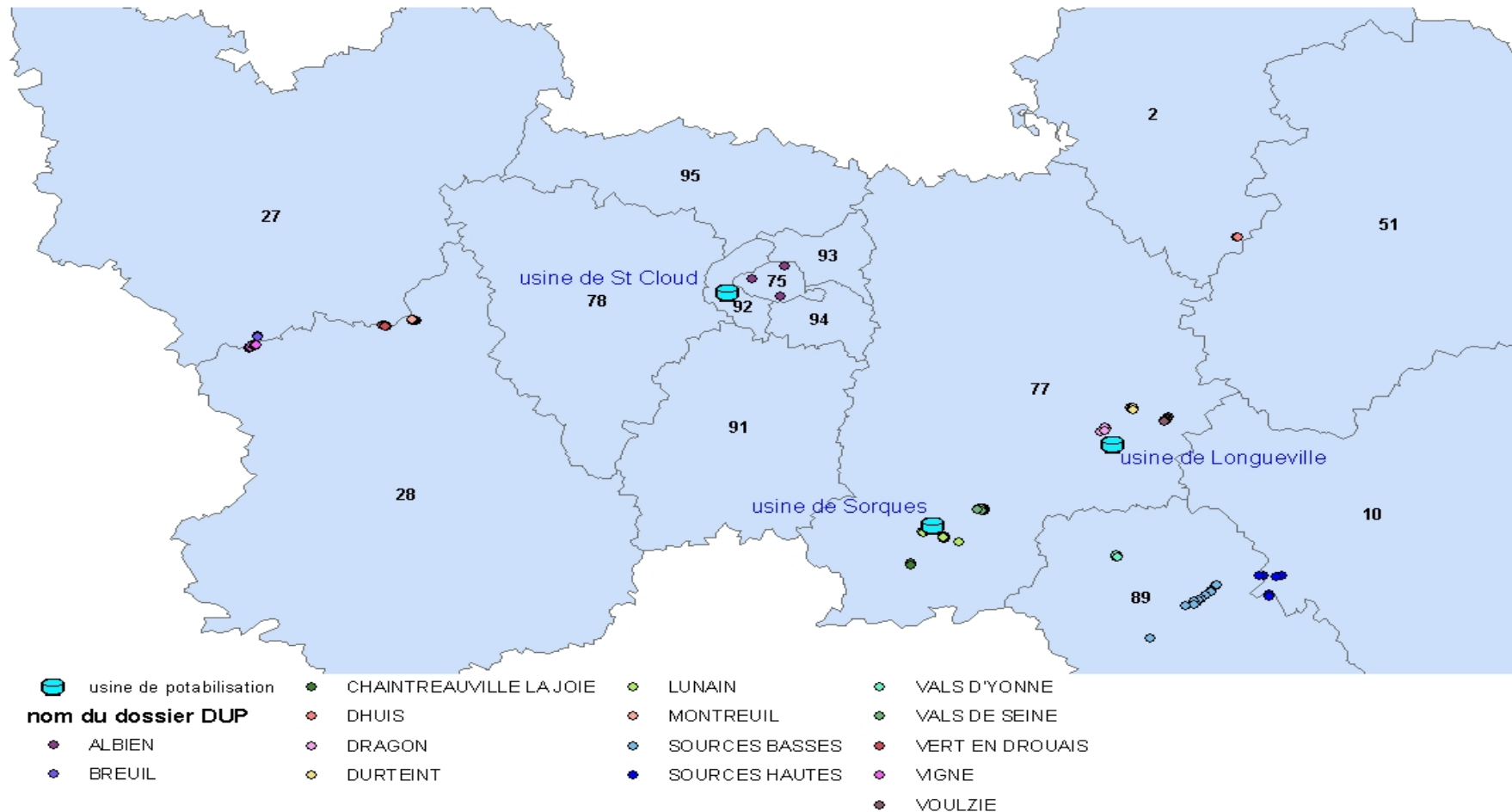
Rédaction du rapport.
Point stage avec Sylvie Nguyen.
Participation au GEF (réunion régionale des IES en charge des thématiques eaux).

Semaine 27

Rédaction et envoi du rapport.

ANNEXE 2

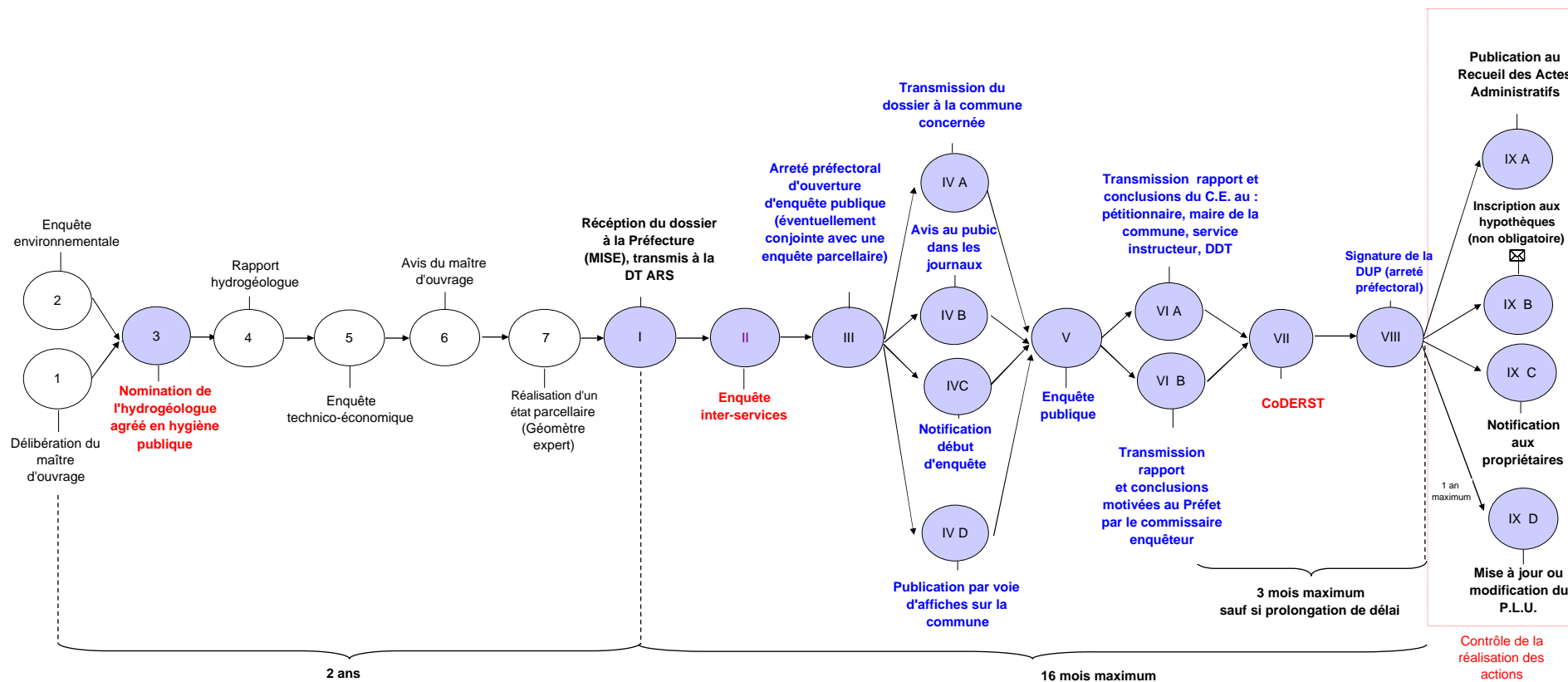
Captages d'eau souterraine alimentant Paris



| Département où se situe le point de prélèvement | Nappe | Masse d'eau correspondante |
|--|----------------------|---|
| 94, 02 | Champigny | ME3103 BRIE – calcaire de Brie / Champigny / Grossier / sables soissonnais |
| 75 | Albien | ME3218 Albien Néocomien captif |
| 27 | Craie du turonien | ME211– craie altérée du Neubourg / Iton / St André |
| 28 | Craie du sénonien | ME211– craie altérée du Neubourg / Iton / St André |
| 77 | Craie du sénonien | ME3210 – Craie du Gâtinais |
| 77 | Sable de l'ypresien | ME3209 - Craie du Sénonais et pays d'Othe |
| 77 | Calcaire du lutecien | ME3209 - Craie du Sénonais et pays d'Othe |
| 77 | Craie du sénonien | ME4092 - Beauce |
| 89, 10 | Craie du turonien | ME3209 - Craie du Sénonais et pays d'Othe |
| 89 | Craie du coniacien | ME3209 - Craie du Sénonais et pays d'Othe |
| 89 | Craie du santorien | ME3209 - Craie du Sénonais et pays d'Othe |

ANNEXE 3

PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE



LEGENDE :



Procédure faite par la DTARS ou la DDT.

Procédure faite par la Préfecture ou le service instructeur

ANNEXE 4



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

→ QPE 75/2007

PRÉFECTURE DE PARIS

DIRECTION DE L'URBANISME
DU LOGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT
sous-direction de l'urbanisme
et de la construction
bureau de l'urbanisme
section BU3

Paris, le 19 MARS 2007

\\Projet\Ur3\eau\organisation MISE police eau\arrêté de répartition des
compétences\diffusion AP.doc
Affaire suivie par : Stéphane Durel\PM
☎ : 01-49-28-42-52
☎ : 01-49-28-41-39
chrono n°/ 00700322 /

| Qualité et Police de l'Eau | | | | | |
|----------------------------|------|--------------|-------------------|-------------|---------------|
| Reçu le : 04 AVR. 2007 | | | | | |
| N° : 20070668 | | | | | |
| Original à : JTG | | | | | |
| Copie page de garde : | | | | | |
| Copie à : NOT-V T | | | | | |
| Destinataires | avis | instructions | projet de réponse | information | réassentiment |
| Chef subdi | | | | | |
| Adjt. Chef/Intorm | | | | | |
| TSE PPC SE aval | | | | | |
| TSE CIAI | | | | | |
| TSE YO MA SE amt | | | | | |
| CTRL A | | | | | |
| CTRL B | | | | | |
| Bureau adm | | | | | |

Le préfet de la région d'Île-de-France
préfet de Paris

à

liste des destinataires in fine

OBJET : arrêté préfectoral n°2007-64-1 portant répartition des compétences en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques et de police de la pêche

P.J. :

- une ampliation de l'arrêté
- liste des destinataires

Je vous prie de trouver ci-joint, pour exécution, ampliation de mon arrêté préfectoral n°2007-64-1 portant répartition des compétences en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques et de police de la pêche.

Vous pourrez le retrouver sur le site Internet de la préfecture de Paris www.paris.pref.gouv.fr sous la rubrique « recueil des actes administratifs » (R.A.A. n° 5 du 15 mars 2007).

Le sous-directeur
de l'urbanisme et de la construction,

Marc DROUET

LISTE DES DESTINATAIRES

POUR EXECUTION:

- Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Île-de-France

- Service de la navigation de la Seine
 - mission inter-service interdépartementale de l'eau

- Direction des affaires sanitaires et sociales

- Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

- Conseil supérieur de la pêche
 - brigade interdépartementale

COPIE POUR INFORMATION :

- Direction régionale de l'environnement d'Île-de-France

- Ministère de l'écologie et du développement durable : direction de l'eau

- Port autonome de Paris

- Direction régionale et interdépartementale de l'agriculture et de la forêt
 - service forêts et bois

- Mairie de Paris
 - direction de la protection de l'environnement
 - service technique des ressources en eau
 - section des canaux
 - direction des parcs, jardins et espaces verts

- Préfecture de police
 - direction des transports et de la protection du public (STIIC)
 - brigade fluviale



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE PARIS

DIRECTION DE L'URBANISME,
DU LOGEMENT ET DE L'ÉQUIPEMENT

SOUS-DIRECTION de L'URBANISME,
et de la CONSTRUCTION

BUREAU DE L'URBANISME
Pôle environnement et patrimoine

Arrêté préfectoral n°2007-64-1
portant répartition des compétences
en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques
et de police de la pêche

**Le préfet de la région d'Île-de-France
préfet de Paris**

officier de la Légion d'honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 210-1 à L. 216-4 et L. 430-1 à L. 438-2 ;

Vu le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux ;

Vu le décret n°77-227 du 15 mars 1977 modifié relatif aux pouvoirs du préfet à Paris et à l'organisation des services de l'Etat dans le département de Paris ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à 11 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation et à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 94-354 du 29 avril 1994, modifié par le décret n° 2003-869 du 11 septembre 2003, relatif aux zones de répartition des eaux ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 mai 1997 relatif à la réorganisation de la préfecture de Paris ;

Vu l'arrêté n° 2004-154-3 du 2 juin 2004 relatif à la zone de répartition des eaux de la nappe de l'Albien Néocomien sur Paris ;

Vu l'arrêté du 24 février 2006 fixant la liste des cours d'eau mentionnée à l'article 7 du décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-61-1 du 2 mars 2006 modifié, portant organisation de la préfecture de Paris ;

Vu l'arrêté du 07 novembre 2006 désignant les services de police de l'eau compétents sur la liste des cours d'eau définie par l'arrêté du 24 février 2006 pris en application de l'article 7 du décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2007-185 du 12 février 2007 portant abrogation de l'arrêté inter-préfectoral n° 96-1052 bis du 23 mai 1996 portant répartition des compétences géographiques en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;

Vu la circulaire du 26 novembre 2004 relative à la déclinaison de la politique de l'Etat en département dans le domaine de l'eau et organisation de la police de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu la proposition du préfet coordonnateur de bassin du 18 avril 2005 relative à l'organisation de la police de l'eau et des milieux aquatiques sur les départements de Paris et de la proche couronne ;

Vu la lettre du directeur de l'eau du 28 juillet 2005 en réponse à la proposition du préfet coordonnateur de bassin du 18 avril 2005 ;

Vu la proposition complémentaire du préfet coordonnateur de bassin du 13 octobre 2005 relative à la police de l'eau et des milieux aquatiques des grands axes du bassin Seine Normandie ;

Vu la lettre du directeur de l'eau du 05 décembre 2005 confirmant les propositions du préfet coordonnateur de bassin des 18 avril 2005 et 13 octobre 2005 ;

Vu la lettre du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer du 09 janvier 2006 au préfet coordonnateur de bassin, relative à l'organisation de la police de l'eau sur les départements de Paris Proche Couronne ;

Vu l'avis favorable de la Mission interdépartementale interservices de Paris Proche Couronne du 06 juillet 2006 ;

CONSIDERANT la nécessité d'adapter l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche à Paris, tout en conservant une logique cohérente le long des grands axes fluviaux ;

Sur proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris ;

- ARRETE -

ARTICLE 1 – Répartition des compétences de police de l'eau et de la pêche

A Paris, la police de l'eau et des milieux aquatiques et la police de la pêche sont exercées, sous l'autorité du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, par la direction de l'urbanisme, du logement et de l'équipement de la préfecture de Paris sur l'ensemble du territoire de Paris à l'exception :

- de la Seine, dans les limites de la zone rouge définie au plan de prévention des risques d'inondations (murettes anti-crues et voies sur berges comprises) pour lequel la compétence est assurée par le service de la navigation de la Seine,
- des nappes captives de l'albien et du néocomien pour lequel la compétence est assurée par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Île-de-France.

ARTICLE 2 – Coordination d'instruction inter services

Par souci de cohérence, les services de police de l'eau et de la pêche responsables de l'instruction de dossiers relatifs aux canaux et situés à proximité de leur confluence avec un axe, sollicitent l'avis du service de la navigation de la Seine dans la mesure où de tels projets peuvent avoir un impact fort sur l'axe.

ARTICLE 3 – Attributions des services de police de l'eau et de la pêche

Les services de police de l'eau et de la pêche assurent les missions suivantes :

- la police administrative : instruction et suivi des dossiers loi sur l'eau, contrôles ;
- la police judiciaire exercée sous la direction du procureur de la République ;
- l'application des dispositions transposant les directives européennes ;
- la police de la pêche et la mise en œuvre de la politique piscicole ;
- la protection de la ressource en eau ;
- la déclaration d'intérêt général ou d'utilité publique de travaux dans le domaine de l'eau (L. 211-7) à l'exclusion des déclarations d'utilité publique ou des actes déclaratifs de déclarations d'utilité publique mentionnés à l'article L. 1321-2 du code de la santé ;
- l'intégration de la politique de l'eau à travers d'autres réglementations ou politiques publiques par le biais d'avis ;
- la sécurité et le contrôle des digues de protection des lieux habités et des barrages intéressant la sécurité publique à l'exclusion des concessions hydroélectriques relevant des compétences du ministre en charge de l'industrie ;
- la réalisation de « porters à connaissance » au sens de la directive cadre sur l'eau notamment (mais aussi contribution pour les documents d'urbanisme : PLU, SCOT...).

Ils contribuent au suivi et à l'animation des démarches de planification, à la collecte d'informations et d'indicateurs ainsi qu'aux actions de communication.

Ils participent par ailleurs à la gestion de crise, au développement de la connaissance (production de données, études) ainsi qu'à l'intégration des plans nationaux à la politique départementale (phytosanitaires, zones humides, sécheresse...).

ARTICLE 4 – Guichet unique et enquêtes publiques

La direction de l'urbanisme, du logement et de l'équipement est le guichet unique de dépôt de toutes les demandes relatives à la police de l'eau et de la pêche à Paris, qu'elle transmet pour attribution aux services compétents.

Elle est également le service responsable de l'instruction des procédures administratives ainsi que des enquêtes publiques pour l'application du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié.

ARTICLE 5 – Articulation entre le service de police de l'eau et de la pêche et la direction des affaires sanitaires et sociales

Pour les dossiers de périmètres de protection de captages, la direction des affaires sanitaires et sociales de Paris est le service instructeur du dossier au titre de la police sanitaire et le service de police de l'eau et de la pêche concerné (service de la navigation de la Seine, direction de l'urbanisme, du logement et de l'équipement de la préfecture de Paris ou direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement) est le service instructeur du dossier au titre de la loi sur l'eau. Dans la mesure du possible, un seul arrêté d'autorisation dans le cadre d'une procédure globale (une seule enquête) visant tous les textes, sera pris. Dans ce cas, la direction des affaires sanitaires et sociales de Paris est le service pilote de la procédure. Elle veillera donc à se coordonner avec le service de police de l'eau et de la pêche concerné pour que les éléments de police de l'eau soient intégrés dans l'acte unique final.

ARTICLE 6 – Rôle du conseil supérieur de la pêche

Les agents de la brigade interdépartementale d'Ile-de-France du conseil supérieur de la pêche assurent, conformément à l'article R. 234-14 du code de l'environnement, la surveillance des milieux aquatiques et populations piscicole et participent à ce titre à la police de l'eau et de la pêche dans le département. Ils fournissent également un appui technique aux services de police de l'eau et de la pêche.

ARTICLE 7 – Coordination des services de police de l'eau et de la pêche

La coordination des services pour l'ensemble des départements de Paris proche couronne est assurée au sein d'un groupe de travail spécifique de la MIISE Paris proche couronne, appelé groupe « police de l'eau ».

ARTICLE 8 – Recours

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au tribunal administratif de Paris, dans le délai de deux mois, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris.

ARTICLE 9 – Exécution et publication

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris, le directeur de l'urbanisme, du logement et de l'équipement, le chef du service de la navigation de la Seine, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France, le directeur des affaires sanitaires et sociales de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police, et accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.paris.pref.gouv.fr.

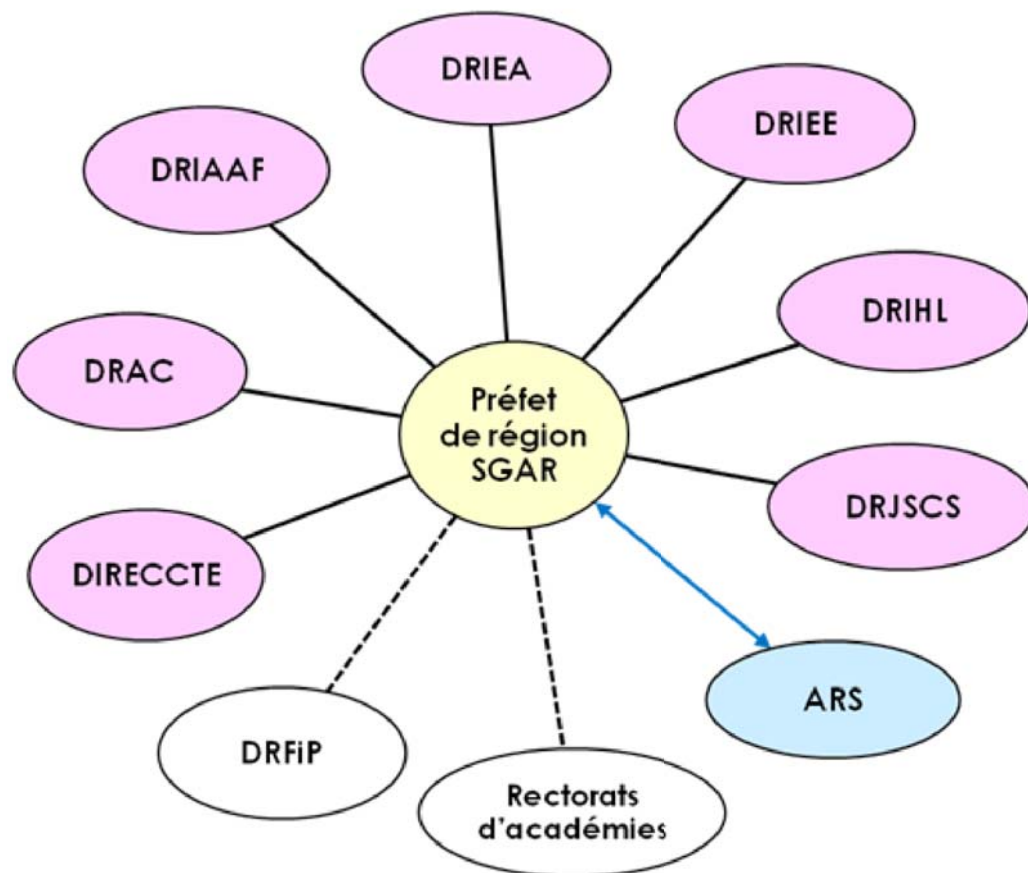
Fait à Paris, le **5 MAR. 2007**

Par délégation,

Le sous-préfet, directeur de cabinet
du préfet, secrétaire général
de la préfecture de Paris


Thierry QUEFFELEC

Organisation future de l'administration régionale de l'Etat en Ile-de-France



DRIEA : direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement = DREIF (hors logement) + DIRIF

DRIIE : direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie = DIREN + DRIRE (hors dev. indust. et métrologie) + STIIC (hors Paris)

DRIHL : direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement = DREIF (logement) + DRASS (hébergement) + DDASS (hébergement) et DDE (logement) de Paris et de la petite couronne

DRJSCS : direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale = DRJS + DRASS (pôle social hors hébergement) + DR ACSé

DRIA AF : direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt = DRAF + SV

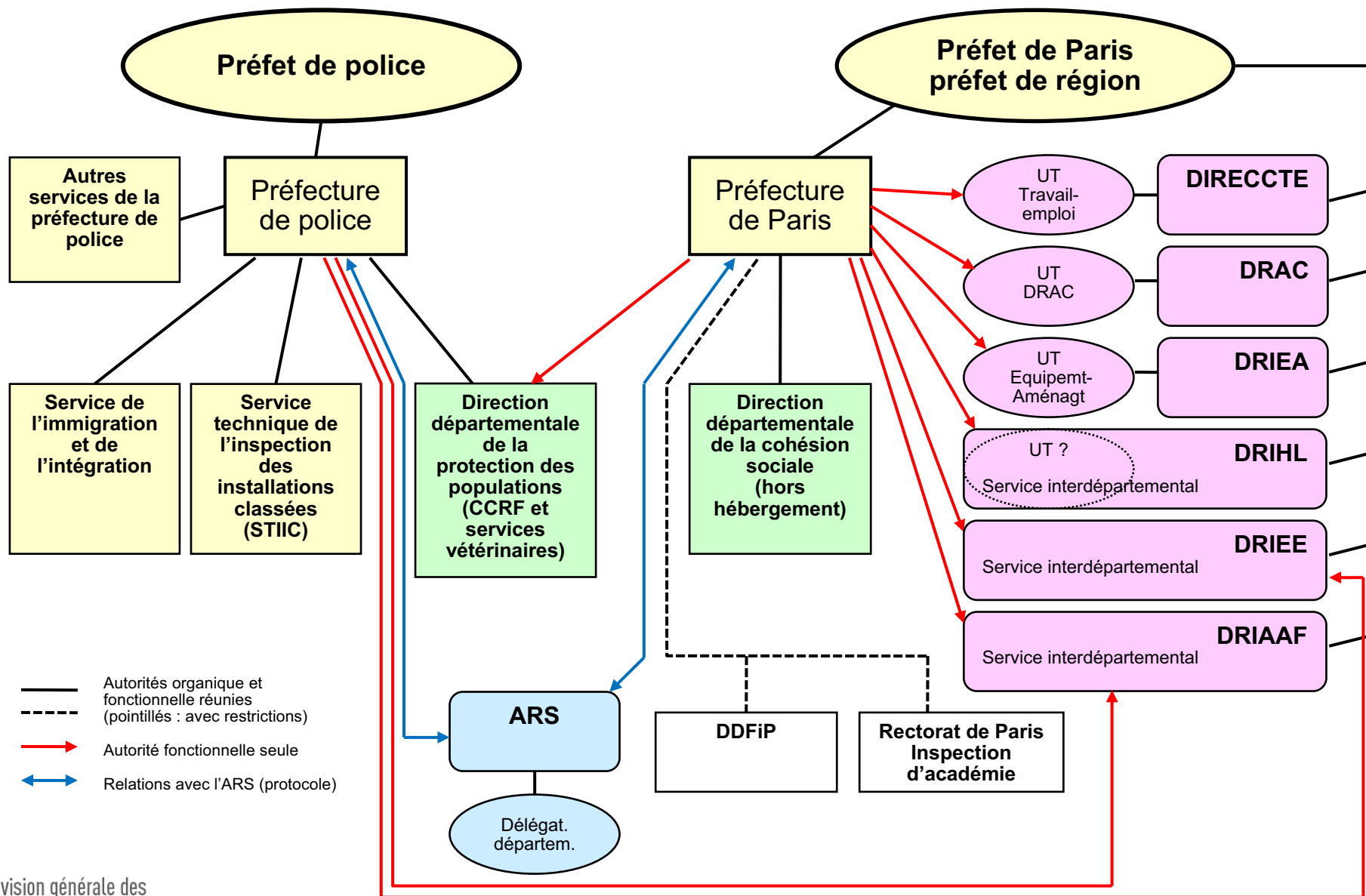
DRAC : direction régionale de la culture = DRAC + services départx de l'archit. et du patrimoine

DIRECCTE : direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi = DRTEFP + DDTEFP + DRCCRF + DRT + DRCA + DRCE + DRIRE (dev. indust. et métrologie)

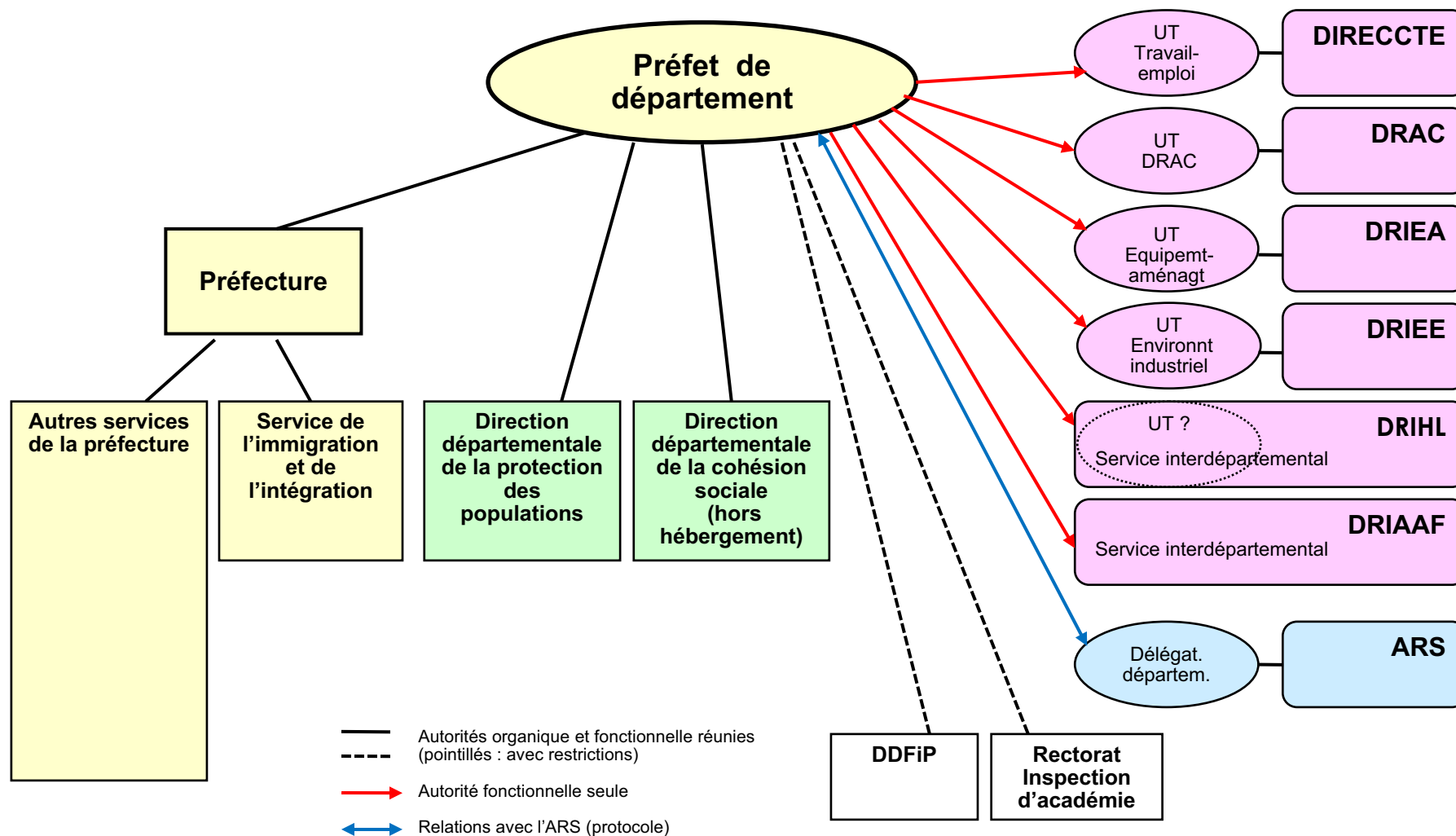
DRFiP : direction régionale des finances publiques = RGF + services fiscaux

ARS : agence régionale de santé = ARH + GRSP + URCAM + DRASS et DDASS (santé et médico-social) + CRAM + DRSM

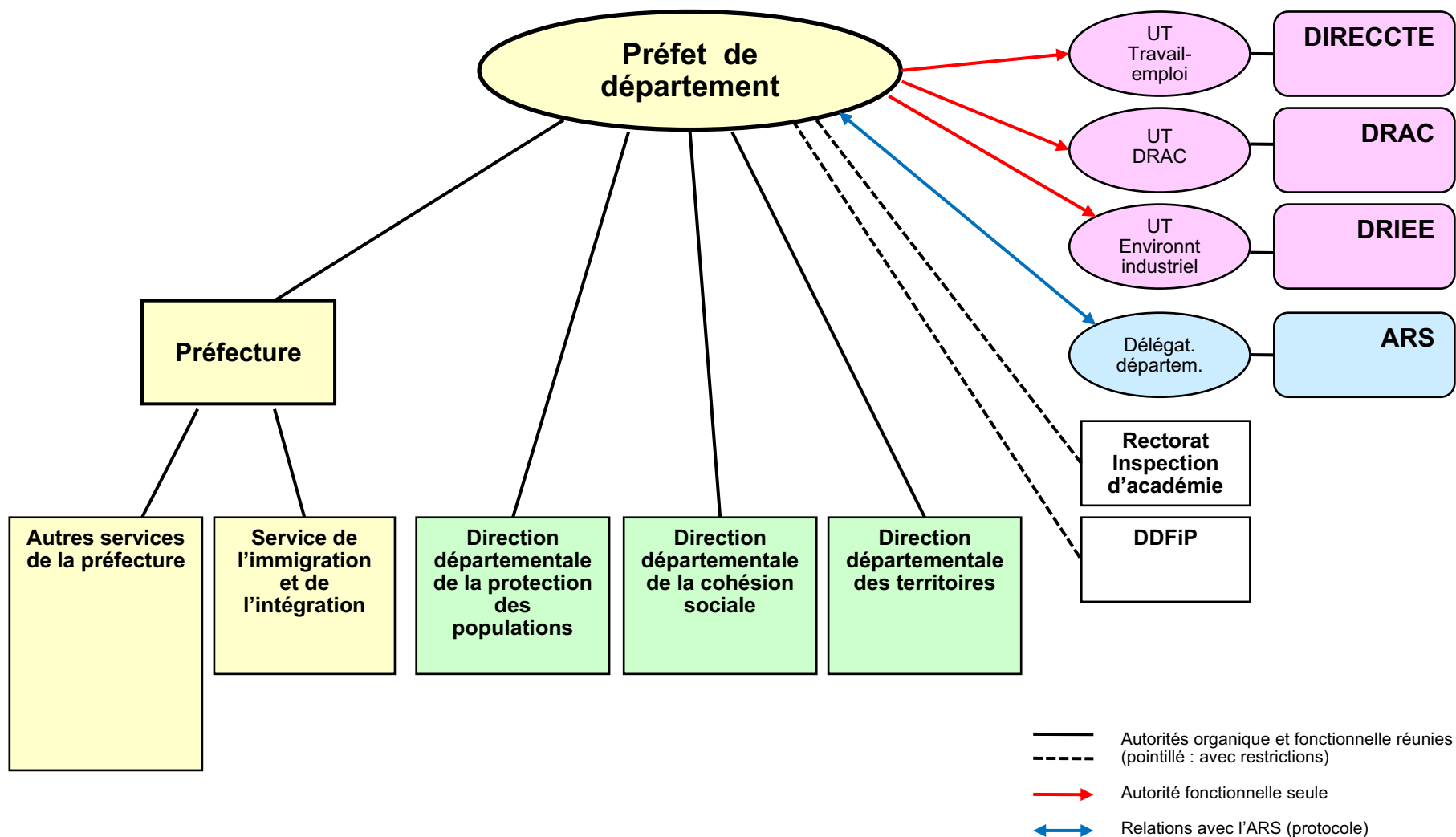
Organisation future de l'administration territoriale de l'Etat à Paris



Organisation future de l'administration départementale de l'Etat dans les départements de la petite couronne



Organisation future de l'administration départementale de l'Etat dans les départements de la grande couronne



ANNEXE 5



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Santé et des Sports

Direction générale de la Santé
Sous-direction de la prévention des risques
liés à l'environnement et à l'alimentation
Bureau de la qualité des eaux
DGS/EA4 N° 106

Paris, le 08 MAR. 2010

Personne chargée du dossier :
Bérengère Ledunois
Téléphone : 01 40 56 69 18
e-mail : berengere.ledunois@sante.gouv.fr

Le Directeur général de la santé

à

Mesdames et Messieurs les préfets de
département
Directions départementales des affaires
sanitaires et sociales

OBJET : bilan national de l'instauration des périmètres de protection autour des captages destinés à la production d'eau potable

P. J. : 2

Les périmètres de protection, zonages établis par déclaration d'utilité publique autour des captages utilisés pour la production d'eau potable, ont pour objectif d'assurer leur protection vis-à-vis des pollutions de nature à nuire à la qualité de l'eau prélevée. En complément des indispensables actions générales de préservation du milieu, les périmètres de protection s'affirment comme le seul outil réglementaire permettant de prévenir et de limiter les pollutions ponctuelles et accidentelles, dont les conséquences peuvent être importantes pour les collectivités (restriction des usages alimentaires de l'eau voire interruption de la distribution d'eau). Les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (futurs agences régionales de santé) sont chargées de l'instruction de cette procédure.

L'instauration de ces périmètres de protection était l'un des objectifs fixés par le Plan national santé environnement [2004-2008] (80 % des captages d'ici 2008 et 100 % d'ici 2010). Le bilan national établi en août 2009 par la Direction générale de la santé¹ montre que seulement 56,6% des captages d'eau utilisée pour la production d'eau potable disposent de périmètres de protection, ce qui représente 66,1% des débits produits. Le tableau joint en annexe 1 présente le nombre de captages protégés par département, ainsi que les débits associés.

Ce bilan national, disponible sur le site Internet du ministère chargé de la santé à l'adresse suivante : www.sante-sports.gouv.fr (Rubriques : Eau – Eau du robinet – Protection de la ressource en eau utilisée pour la production d'eau potable) rappelle les obligations réglementaires des collectivités et les sanctions encourues en cas de défaillance.

Je vous demande de rappeler aux collectivités retardataires la nécessité d'engager dans les meilleurs délais la procédure d'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau destinés à la production d'eau potable. A cet effet, vous pourrez vous appuyer sur le courrier type joint en annexe 2, qu'il convient d'adapter au contexte local.

¹ Source : système d'information SISE-Eaux alimenté par les DDASS

Afin de protéger le plus grand nombre de consommateurs, vous veillerez à prioriser l'instruction des dossiers des captages présentant les débits les plus importants.

Enfin, je vous informe qu'en complément, une communication nationale auprès des collectivités, via les journaux spécialisés (notamment la Gazette des Communes) et l'association des maires de France, sera faite sur le sujet dans le courant du mois de mars 2010.

La directrice générale adjointe
de la santé

Sophie DELAPORTE

PROTECTION DES CAPTAGES PAR DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Bilan départemental par région

| Région | Département | Nombre de captages | | | Débit des CAP | | |
|---------------------|------------------------------|--------------------|---------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| | | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| ALSACE | BAS RHIN (067) | 665 | 522 | 78,5 % | 352 931 | 321 899 | 91,2 % |
| | HAUT RHIN (068) | 737 | 649 | 88,1 % | 147 770 | 136 333 | 92,3 % |
| | Total Région | 1 402 | 1 171 | 83,5 % | 500 701 | 458 232 | 91,5 % |
| AQUITAINE | DORDOGNE (024) | 257 | 161 | 62,6 % | 119 563 | 88 368 | 73,9 % |
| | GIRONDE (033) | 354 | 263 | 74,3 % | 315 002 | 250 717 | 79,6 % |
| | LANDES (040) | 202 | 190 | 94,1 % | 153 446 | 137 481 | 89,6 % |
| | LOT ET GARONNE (047) | 70 | 47 | 67,1 % | 88 377 | 37 919 | 42,9 % |
| | PYRENEES ATLANTIQUES (064) | 288 | 197 | 68,4 % | 313 069 | 249 816 | 79,8 % |
| Total Région | 1 171 | 858 | 73,3 % | 989 457 | 764 301 | 77,2 % | |
| AUVERGNE | ALLIER (003) | 255 | 218 | 85,5 % | 109 564 | 90 868 | 82,9 % |
| | CANTAL (015) | 768 | 351 | 45,7 % | 41 585 | 28 372 | 68,2 % |
| | HAUTE LOIRE (043) | 680 | 464 | 68,2 % | 52 226 | 40 859 | 78,2 % |
| | PUY DE DOME (063) | 900 | 584 | 64,9 % | 286 871 | 244 517 | 85,2 % |
| Total Région | 2 603 | 1 617 | 62,1 % | 490 246 | 404 616 | 82,5 % | |
| BASSE NORMANDIE | CALVADOS (014) | 312 | 233 | 74,7 % | 166 659 | 139 195 | 83,5 % |
| | MANCHE (050) | 288 | 200 | 69,4 % | 105 648 | 72 876 | 69,0 % |
| | ORNE (061) | 172 | 48 | 27,9 % | 102 389 | 45 486 | 44,4 % |
| Total Région | 772 | 481 | 62,3 % | 374 696 | 257 557 | 68,7 % | |
| BOURGOGNE | COTE D'OR (021) | 404 | 226 | 55,9 % | 152 437 | 128 654 | 84,4 % |
| | NIEVRE (058) | 218 | 180 | 82,6 % | 54 952 | 49 829 | 90,7 % |
| | SAONE ET LOIRE (071) | 357 | 151 | 42,3 % | 157 497 | 112 986 | 71,7 % |
| | YONNE (089) | 292 | 250 | 85,6 % | 108 602 | 94 785 | 87,3 % |
| Total Région | 1 271 | 807 | 63,5 % | 473 488 | 386 254 | 81,6 % | |
| BRETAGNE | COTES D'ARMOR (022) | 219 | 196 | 89,5 % | 155 679 | 142 466 | 91,5 % |
| | FINISTERE (029) | 283 | 205 | 72,4 % | 180 272 | 96 204 | 53,4 % |
| | ILLE ET VILAINE (035) | 112 | 102 | 91,1 % | 174 556 | 165 200 | 94,6 % |
| | MORBIHAN (056) | 128 | 97 | 75,8 % | 174 796 | 142 481 | 81,5 % |
| Total Région | 742 | 600 | 80,9 % | 685 303 | 546 351 | 79,7 % | |
| CENTRE | CHER (018) | 99 | 43 | 43,4 % | 109 547 | 56 716 | 51,8 % |
| | EURE ET LOIR (028) | 274 | 100 | 36,5 % | 107 368 | 58 149 | 54,2 % |
| | INDRE (036) | 150 | 40 | 26,7 % | 73 096 | 30 345 | 41,5 % |
| | INDRE ET LOIRE (037) | 211 | 187 | 88,6 % | 124 833 | 88 509 | 70,9 % |

| | | | | | | | |
|----------------------|-------------------------------|-------|----------|-----------|-----------|----------|--------|
| CENTRE | LOIRET (045) | 222 | 142 | 64,0 % | 139 519 | 95 503 | 68,5 % |
| | LOIR ET CHER (041) | 184 | 126 | 68,5 % | 72 477 | 57 450 | 79,3 % |
| | Total Région | 1 140 | 638 | 56,0 % | 626 840 | 386 672 | 61,7 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| CHAMPAGNE ARDENNE | ARDENNES (008) | 313 | 217 | 69,3 % | 85 969 | 70 183 | 81,6 % |
| | AUBE (010) | 241 | 145 | 60,2 % | 62 790 | 43 916 | 69,9 % |
| | HAUTE MARNE (052) | 624 | 211 | 33,8 % | 67 596 | 32 995 | 48,8 % |
| | MARNE (051) | 381 | 236 | 61,9 % | 176 184 | 154 723 | 87,8 % |
| | Total Région | 1 559 | 809 | 51,9 % | 392 539 | 301 817 | 76,9 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| CORSE | CORSE DU SUD (02A) | 457 | 158 | 34,6 % | 67 121 | 44 295 | 66,0 % |
| | HAUTE CORSE (02B) | 656 | 300 | 45,7 % | 118 484 | 105 467 | 89,0 % |
| | Total Région | 1 113 | 458 | 41,2 % | 185 605 | 149 762 | 80,7 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| FRANCHE COMTE | DOUBS (025) | 373 | 127 | 34,0 % | 162 725 | 125 708 | 77,3 % |
| | HAUTE SAONE (070) | 480 | 156 | 32,5 % | 78 241 | 40 487 | 51,7 % |
| | JURA (039) | 324 | 154 | 47,5 % | 80 717 | 42 845 | 53,1 % |
| | TERRITOIRE DE BELFORT (090) | 38 | 35 | 92,1 % | 37 692 | 36 723 | 97,4 % |
| | Total Région | 1 215 | 472 | 38,8 % | 359 375 | 245 763 | 68,4 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| HAUTE NORMANDIE | EURE (027) | 191 | 135 | 70,7 % | 142 967 | 113 276 | 79,2 % |
| | SEINE MARITIME (076) | 249 | 173 | 69,5 % | 370 497 | 303 170 | 81,8 % |
| | Total Région | 440 | 308 | 70,0 % | 513 464 | 416 446 | 81,1 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| ILE DE FRANCE | ESSONNE (091) | 67 | 48 | 71,6 % | 447 212 | 49 482 | 11,1 % |
| | HAUTS DE SEINE (092) | 21 | 17 | 81,0 % | 72 742 | 23 462 | 32,3 % |
| | PARIS (075) | 186 | 29 | 15,6 % | 615 790 | 241 400 | 39,2 % |
| | SEINE ET MARNE (077) | 302 | 95 | 31,5 % | 477 893 | 225 580 | 47,2 % |
| | SEINE SAINT DENIS (093) | 17 | 0 | 0,0 % | 305 229 | 0 | 0,0 % |
| | VAL DE MARNE (094) | 8 | 1 | 12,5 % | 397 673 | 366 963 | 92,3 % |
| | VAL D'OISE (095) | 90 | 31 | 34,4 % | 264 296 | 221 552 | 83,8 % |
| | YVELINES (078) | 192 | 144 | 75,0 % | 521 341 | 471 076 | 90,4 % |
| Total Région | 883 | 365 | 41,3 % | 3 102 176 | 1 599 515 | 51,6 % | |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| LANGUEDOC ROUSSILLON | AUDE (011) | 476 | 161 | 33,8 % | 94 434 | 73 466 | 77,8 % |
| | GARD (030) | 457 | 211 | 46,2 % | 211 018 | 156 639 | 74,2 % |
| | HERAULT (034) | 539 | 231 | 42,9 % | 541 086 | 428 925 | 79,3 % |
| | LOZERE (048) | 970 | 355 | 36,6 % | 57 753 | 28 615 | 49,5 % |
| | PYRENEES ORIENTALES (066) | 465 | 369 | 79,4 % | 146 634 | 128 988 | 88,0 % |
| | Total Région | 2 907 | 1 327 | 45,6 % | 1 050 925 | 816 633 | 77,7 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| LIMOUSIN | CORREZE (019) | 824 | 589 | 71,5 % | 61 513 | 29 023 | 47,2 % |
| | CREUSE (023) | 483 | 339 | 70,2 % | 40 240 | 30 691 | 76,3 % |
| | HAUTE VIENNE (087) | 333 | 261 | 78,4 % | 105 374 | 89 958 | 85,4 % |
| | Total Région | 1 640 | 1 189 | 72,5 % | 207 127 | 149 672 | 72,3 % |

| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
|----------------------------|---------------------------------|--------------|--------------|---------------|------------------|----------------|---------------|
| LORRAINE | MEURTHE ET MOSELLE (054) | 459 | 289 | 63,0 % | 200 792 | 143 083 | 71,3 % |
| | MEUSE (055) | 343 | 118 | 34,4 % | 69 384 | 41 446 | 59,7 % |
| | MOSELLE (057) | 387 | 254 | 65,6 % | 253 838 | 135 625 | 53,4 % |
| | VOSGES (088) | 1 055 | 681 | 64,5 % | 117 845 | 91 525 | 77,7 % |
| | Total Région | 2 244 | 1 342 | 59,8 % | 641 859 | 411 679 | 64,1 % |
| MIDI PYRENEES | ARIEGE (009) | 626 | 121 | 19,3 % | 41 562 | 10 401 | 25,0 % |
| | AVEYRON (012) | 305 | 85 | 27,9 % | 107 081 | 75 450 | 70,5 % |
| | GERS (032) | 63 | 22 | 34,9 % | 57 966 | 19 825 | 34,2 % |
| | HAUTE GARONNE (031) | 244 | 148 | 60,7 % | 361 093 | 266 172 | 73,7 % |
| | HAUTES PYRENEES (065) | 349 | 137 | 39,3 % | 92 566 | 43 516 | 47,0 % |
| | LOT (046) | 148 | 46 | 31,1 % | 71 244 | 36 894 | 51,8 % |
| | TARN (081) | 281 | 92 | 32,7 % | 117 607 | 78 611 | 66,8 % |
| | TARN ET GARONNE (082) | 43 | 15 | 34,9 % | 59 933 | 34 254 | 57,2 % |
| | Total Région | 2 059 | 666 | 32,3 % | 909 052 | 565 123 | 62,2 % |
| NORD PAS-de-CALAIS | NORD (059) | 365 | 355 | 97,3 % | 501 624 | 446 312 | 89,0 % |
| | PAS DE CALAIS (062) | 386 | 322 | 83,4 % | 391 775 | 317 721 | 81,1 % |
| | Total Région | 751 | 677 | 90,1 % | 893 399 | 764 033 | 85,5 % |
| PAYS DE LOIRE | LOIRE ATLANTIQUE (044) | 54 | 26 | 48,1 % | 195 749 | 56 634 | 28,9 % |
| | MAINE ET LOIRE (049) | 100 | 85 | 85,0 % | 175 911 | 140 117 | 79,7 % |
| | MAYENNE (053) | 90 | 74 | 82,2 % | 73 945 | 49 160 | 66,5 % |
| | SARTHE (072) | 153 | 91 | 59,5 % | 133 037 | 93 791 | 70,5 % |
| | VENDEE (085) | 36 | 27 | 75,0 % | 150 905 | 139 939 | 92,7 % |
| | Total Région | 433 | 303 | 70,0 % | 729 547 | 479 641 | 65,7 % |
| PICARDIE | AISNE (002) | 375 | 193 | 51,5 % | 148 152 | 61 951 | 41,8 % |
| | OISE (060) | 312 | 269 | 86,2 % | 167 346 | 149 475 | 89,3 % |
| | SOMME (080) | 261 | 235 | 90,0 % | 153 084 | 144 368 | 94,3 % |
| | Total Région | 948 | 697 | 73,5 % | 468 582 | 355 794 | 75,9 % |
| POITOU CHARENTES | CHARENTE (016) | 97 | 64 | 66,0 % | 81 141 | 59 423 | 73,2 % |
| | CHARENTE MARITIME (017) | 87 | 49 | 56,3 % | 176 500 | 127 850 | 72,4 % |
| | DEUX SEVRES (079) | 79 | 67 | 84,8 % | 91 255 | 70 541 | 77,3 % |
| | VIENNE (086) | 148 | 105 | 70,9 % | 107 267 | 73 708 | 68,7 % |
| | Total Région | 411 | 285 | 69,3 % | 456 163 | 331 522 | 72,7 % |
| PROVENCE ALPES COTE d'AZUR | ALPES DE HAUTE PROVENCE (004) | 521 | 142 | 27,3 % | 60 348 | 30 737 | 50,9 % |
| | ALPES MARITIMES (006) | 369 | 156 | 42,3 % | 545 576 | 323 635 | 59,3 % |
| | BOUCHES DU RHONE (013) | 144 | 51 | 35,4 % | 540 615 | 78 534 | 14,5 % |
| | HAUTES ALPES (005) | 624 | 335 | 53,7 % | 53 151 | 26 052 | 49,0 % |
| | VAR (083) | 255 | 161 | 63,1 % | 421 951 | 214 494 | 50,8 % |
| | VAUCLUSE (084) | 91 | 63 | 69,2 % | 257 203 | 234 726 | 91,3 % |
| | Total Région | 2 004 | 908 | 45,3 % | 1 878 844 | 908 178 | 48,3 % |

| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
|--------------|----------------------|--------|----------|-----------|------------|------------|--------|
| REUNION | REUNION (974) | 200 | 76 | 38,0 % | 436 505 | 203 208 | 46,6 % |
| | Total Région | 200 | 76 | 38,0 % | 436 505 | 203 208 | 46,6 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| RHONE ALPES | AIN (001) | 400 | 296 | 74,0 % | 102 907 | 92 974 | 90,3 % |
| | ARDECHE (007) | 657 | 271 | 41,2 % | 105 643 | 74 614 | 70,6 % |
| | DROME (026) | 532 | 383 | 72,0 % | 105 842 | 98 110 | 92,7 % |
| | HAUTE SAVOIE (074) | 907 | 692 | 76,3 % | 213 572 | 194 725 | 91,2 % |
| | ISERE (038) | 1 066 | 306 | 28,7 % | 415 247 | 261 738 | 63,0 % |
| | LOIRE (042) | 590 | 435 | 73,7 % | 183 099 | 100 975 | 55,1 % |
| | RHONE (069) | 371 | 277 | 74,7 % | 450 571 | 439 001 | 97,4 % |
| | SAVOIE (073) | 1 169 | 658 | 56,3 % | 167 538 | 118 661 | 70,8 % |
| Total Région | 5 692 | 3 318 | 58,3 % | 1 744 419 | 1 380 798 | 79,2 % | |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| GUADELOUPE | GUADELOUPE (971) | 61 | 1 | 1,6 % | 215 800 | 0 | 0,0 % |
| | Total Région | 61 | 1 | 1,6 % | 215 800 | 0 | 0,0 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| GUYANE | GUYANE (973) | 77 | 17 | 22,1 % | 46 542 | 44 226 | 95,0 % |
| | Total France | 33 773 | 19 395 | 57,4 % | 18 502 661 | 12 369 800 | 66,9 % |
| Région | Département | Total | Avec DUP | % | Total | Avec DUP | % |
| MARTINIQUE | MARTINIQUE (972) | 35 | 5 | 14,3 % | 130 007 | 42 011 | 32,3 % |
| | Total Région | 35 | 5 | 14,3 % | 130 007 | 42 011 | 32,3 % |

Source : Ministère chargé de la santé - DDASS - SISE-Eaux - Mise à jour du 05 janvier 2010



Préfecture de [XXX]

[A ...], le [... 2010]

**Direction départementale
des affaires sanitaires et sociales
Service Santé-environnement**

[Le Préfet / Le Directeur]

à

**[Monsieur / Madame le Maire ou
PRPDE]**

OBJET : Périmètres de protection des captages destinés à la production d'eau potable

Réf. : [...]

P. J. : [...]

La maîtrise des risques sanitaires liés à la production d'eau potable exige une vigilance depuis la ressource jusqu'au robinet du consommateur.

Les périmètres de protection, zonages établis par déclaration d'utilité publique autour des captages utilisés pour la production d'eau potable, ont pour objectif d'assurer leur protection vis-à-vis des pollutions de nature à nuire à la qualité de l'eau prélevée. En complément des indispensables actions générales de préservation du milieu, les périmètres de protection s'affirment comme le seul outil réglementaire permettant de prévenir et de limiter les pollutions ponctuelles et accidentelles. En ce qui concerne les pollutions d'origine microbiologique, l'Institut de Veille Sanitaire, dans son rapport « Déterminants naturels et humains des pollutions fécales accidentelles des petites unités d'alimentation en eau potable, France, 2003-2004 : une étude écologique géographique » d'août 2008, confirme la corrélation entre l'absence de périmètres de protection et le risque de survenue de pollutions accidentelles d'origine microbiologique pour les petites unités de distribution, essentiellement situées en zone rurale.

La protection des captages destinés à la production d'eau potable était l'un des objectifs fixés par le Plan national santé environnement [2004-2008] (80 % d'ici 2008 et 100 % d'ici 2010). Le bilan national établi en août 2009 par la Direction générale de la santé¹ montre que seulement 56,6% des captages d'eau utilisée pour la production d'eau potable disposent de périmètres de protection, ce qui représente 66,1% des débits produits.

Ce bilan national est disponible sur le site Internet du ministère chargé de la santé à l'adresse suivante : www.sante-sports.gouv.fr (Rubriques : Eau – Eau du robinet – Protection de la ressource en eau utilisée pour la production d'eau potable).

¹ Source : système d'information SISE-Eaux alimenté par les DDASS

A ce jour, votre collectivité n'a pas répondu à ses obligations en terme de protection de la ressource en eau utilisée pour la production d'eau potable. En effet, le captage/la prise d'eau [nom] de votre commune ne dispose pas de périmètres de protection afin de lutter contre les pollutions de nature à nuire à la qualité de l'eau prélevée et la procédure de protection n'a pas [été engagée / été poursuivie / abouti].

En conséquence, **je vous demande d'initier [ou de poursuivre] sans délai** la procédure de déclaration d'utilité publique instaurant les périmètres de protection autour de votre ouvrage de prélèvement sous peine de mise en demeure au titre de l'article L. 1321-1 A du code de la santé publique. Je vous informe également que l'aide financière allouée aux collectivités par l'Agence de l'eau [du bassin ...] [et le conseil général] pour la mise en place des périmètres de protection devrait diminuer [être suspendue] à compter du 1er janvier 2011.

Mes services sont à votre disposition pour tout complément.

ANNEXE 6

LISTE DES DUP DU DEPARTEMENT : PARIS PAR ANNEE

Année : 1985

| Commune | Nom du captage | Date DUP | Date RG | Débit moyen |
|-----------------|----------------|----------|----------|---------------|
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 10 | 11/07/85 | 02/02/83 | 2 617 |
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 2 | 11/07/85 | 02/02/83 | 4 700 |
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 3 | 11/07/85 | 02/02/83 | 10 000 |
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 4 | 11/07/85 | 02/02/83 | 4 200 |
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 5 | 11/07/85 | 02/02/83 | 7 000 |
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 8 | 11/07/85 | 02/02/83 | 6 700 |
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 9 | 11/07/85 | 02/02/83 | 1 478 |
| VILLEPERROT | VAL D'YONNE 1 | 11/07/85 | 02/02/83 | 7 800 |
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 6 | 17/07/85 | 02/02/83 | 8 000 |
| GISY LES NOBLES | VAL D'YONNE 7 | 17/07/85 | 02/02/83 | 8 000 |
| | | | | 60 495 |

Année : 1992

| Commune | Nom du captage | Date DUP | Date RG | Débit moyen |
|-----------------|-------------------|----------|----------|---------------|
| VERT EN DROUAIS | VERT EN DROUAIS 1 | 17/11/92 | 05/10/89 | 1 012 |
| VERT EN DROUAIS | VERT EN DROUAIS 2 | 17/11/92 | 05/10/89 | 3 651 |
| VERT EN DROUAIS | VERT EN DROUAIS 3 | 17/11/92 | 05/10/89 | 2 799 |
| VERT EN DROUAIS | VERT EN DROUAIS 4 | 17/11/92 | 05/10/89 | 3 042 |
| VERT EN DROUAIS | VERT EN DROUAIS 5 | 17/11/92 | 05/10/89 | 6 160 |
| VERT EN DROUAIS | VERT EN DROUAIS 6 | 17/11/92 | 05/10/89 | 2 145 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 1 | 17/11/92 | 12/10/89 | 3 599 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 10 | 17/11/92 | 12/10/89 | 1 264 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 2 | 17/11/92 | 12/10/89 | 3 149 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 3 | 17/11/92 | 12/10/89 | 32 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 4 | 17/11/92 | 12/10/89 | 2 100 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 5 | 17/11/92 | 12/10/89 | 953 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 6 | 17/11/92 | 12/10/89 | 482 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 7 | 17/11/92 | 12/10/89 | 1 296 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 8 | 17/11/92 | 12/10/89 | 1 296 |
| MONTREUIL | MONTREUIL 9 | 17/11/92 | 12/10/89 | 3 599 |
| | | | | 36 579 |

Année : 2000

| Commune | Nom du captage | Date DUP | Date RG | Débit moyen |
|-------------------|-------------------|----------|----------|---------------|
| JOINVILLE LE PONT | MARNE A JOINVILLE | 31/07/00 | 12/12/95 | 50 000 |
| | | | | 50 000 |

LISTE DES DUP DU DEPARTEMENT : PARIS PAR ANNEE

Année : 2007

| Commune | Nom du captage | Date DUP | Date RG | Débit moyen |
|--------------------|------------------|----------|----------|----------------|
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 1 | 22/03/07 | 14/05/05 | 3 100 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 10 | 22/03/07 | 14/05/05 | 4 300 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 11 | 22/03/07 | 14/05/05 | 2 000 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 12 | 22/03/07 | 14/05/05 | 2 100 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 13 | 22/03/07 | 14/05/05 | 2 100 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 14 | 22/03/07 | 14/05/05 | 2 400 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 15 | 22/03/07 | 14/05/05 | 2 300 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 16 | 22/03/07 | 14/05/05 | 4 500 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 17 | 22/03/07 | 14/05/05 | 2 300 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 18 | 22/03/07 | 14/05/05 | 4 500 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 19 | 22/03/07 | 14/05/05 | 2 100 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 20 | 22/03/07 | 14/05/05 | 3 600 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 21 | 22/03/07 | 14/05/05 | 4 800 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 3 | 22/03/07 | 14/05/05 | 4 900 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 4 | 22/03/07 | 14/05/05 | 2 900 |
| LA GRANDE PAROISSE | VALS DE SEINE 8 | 22/03/07 | 14/05/05 | 1 700 |
| ORLY | SEINE A ORLY | 06/08/07 | 20/11/73 | 94 000 |
| | | | | 143 600 |

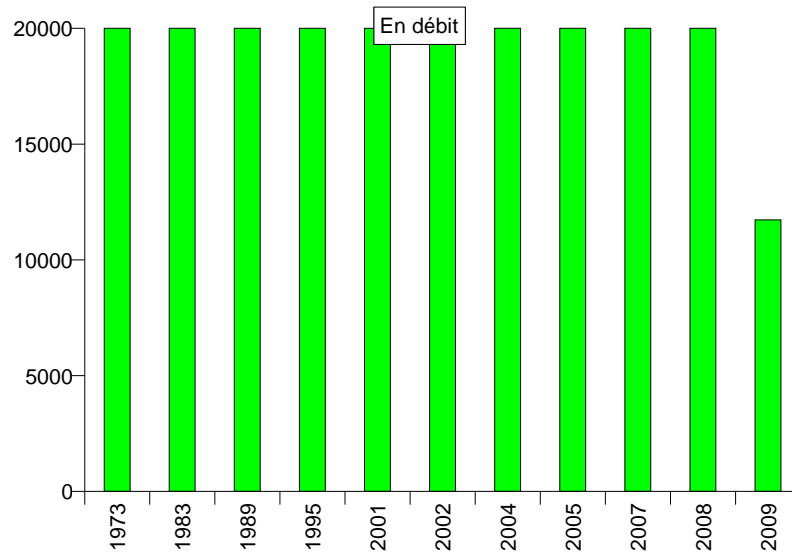
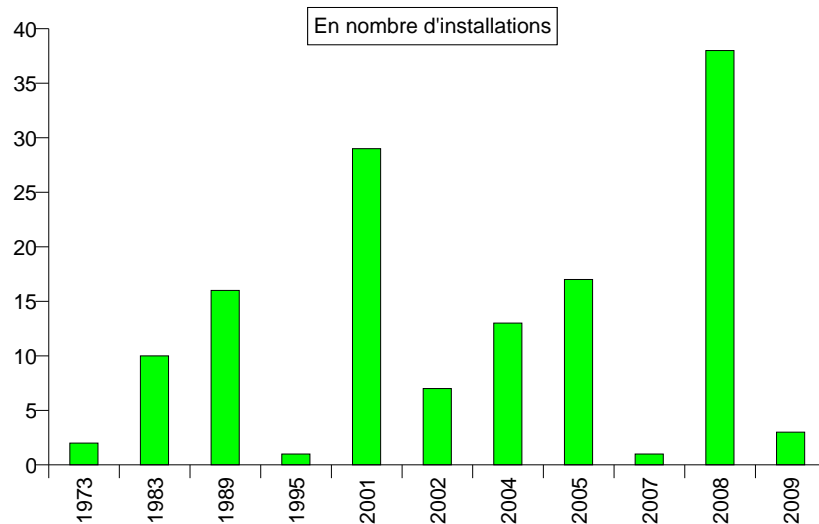
Année : 2009

| Commune | Nom du captage | Date DUP | Date RG | Débit moyen |
|--------------------|-------------------|----------|----------|---------------|
| MORTERY | FONTAINE ROUILLOT | 06/08/09 | 13/08/02 | 9 700 |
| MORTERY | FONTAINES | 06/08/09 | 13/08/02 | 5 700 |
| ROUILLY | BROCARD | 06/08/09 | 13/08/02 | 2 419 |
| ROUILLY | FONDS TENUS | 06/08/09 | 13/08/02 | 9 763 |
| SAINT LOUP DE NAUD | GAUTHIERES | 12/11/09 | 17/06/02 | 700 |
| SAINT LOUP DE NAUD | GLATIGNY | 12/11/09 | 17/06/02 | 2 500 |
| SAINT LOUP DE NAUD | VIEUX MOULINS | 12/11/09 | 17/06/02 | 2 500 |
| SAINT LOUP DE NAUD | PIGEONS | 12/11/09 | | 2 500 |
| | | | | 35 782 |

Les rapports géologiques

Département : PARIS

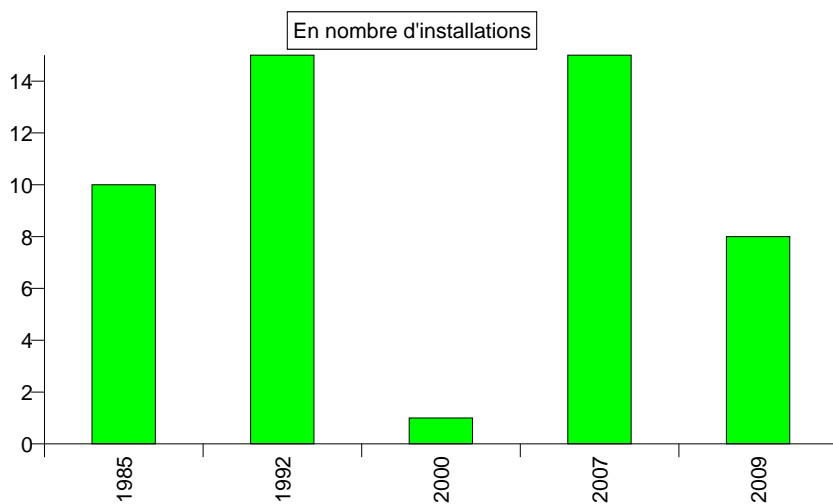
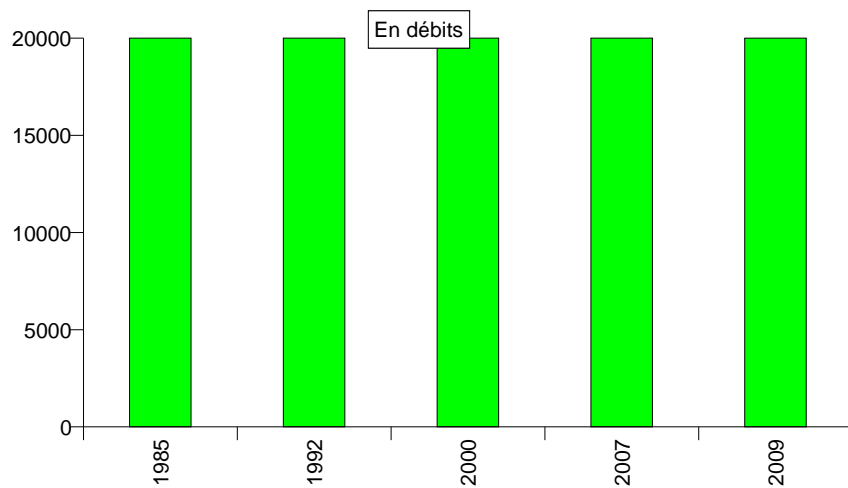
| Année rapport géologique | Nombre de captages | Débit moyen |
|--------------------------|--------------------|----------------|
| 1973 | 2 | 111 280 |
| 1983 | 10 | 60 495 |
| 1989 | 16 | 36 579 |
| 1995 | 1 | 50 000 |
| 2001 | 29 | 191 618 |
| 2002 | 7 | 33 282 |
| 2004 | 13 | 54 172 |
| 2005 | 17 | 50 900 |
| 2007 | 1 | 20 736 |
| 2008 | 38 | 23 357 |
| 2009 | 3 | 11 730 |
| | 44 | 63 359 |
| Somme: | 181 | 707 508 |

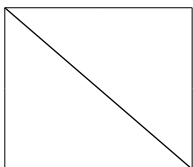


Les Déclarations d'Utilité Publique

Département : PARIS

| Année DUP | Nombre de DUP | Débit moyen |
|----------------|---------------|----------------|
| 1985 | 10 | 60 495 |
| 1992 | 16 | 36 579 |
| 2000 | 1 | 50 000 |
| 2007 | 17 | 143 600 |
| 2009 | 8 | 35 782 |
| | 129 | 381 052 |
| Somme : | 181 | 707 508 |





Protection des ouvrages collectifs publics

Synthèse pour le Département : PARIS

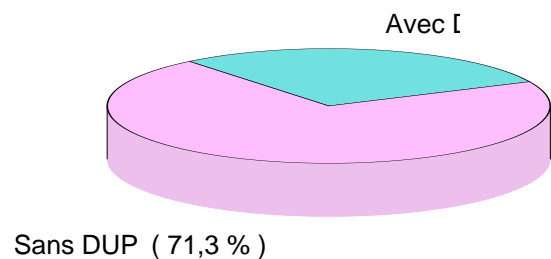
Région : ILE DE FRANCE

DUP = Déclaration d'Utilité
RG = Rapport Géologique

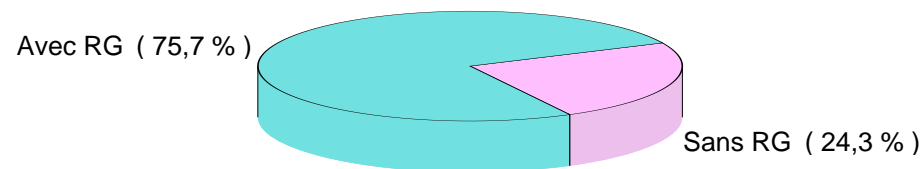
| | Captages | Pourcentage | Débit en m3/j | Population alimentée* | Pourcentage |
|----------|------------|----------------|----------------|-----------------------|-----------------|
| Avec DUP | 52 | 28,7 % | 326 456 | 1 632 280 | 46,1 % |
| Sans DUP | 129 | 71,3 % | 381 052 | 1 905 260 | 53,9 % |
| | 181 | 100,0 % | 707 508 | 3 537 540 | 100,00 % |

| | Captages | Pourcentage | Débit en m3/j | Population alimentée* | Pourcentage |
|---------|------------|----------------|----------------|-----------------------|----------------|
| Avec RG | 137 | 75,7 % | 644 149 | 3 220 745 | 91,0 % |
| Sans RG | 44 | 24,3 % | 63 359 | 316 795 | 9,0 % |
| | 181 | 100,0 % | 707 508 | 3 537 540 | 100,0 % |

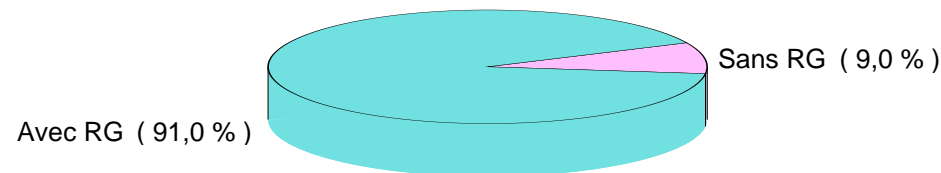
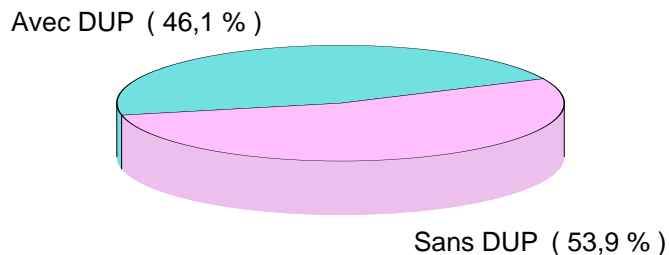
* population calculée sur la base de 0,2 m3 par jour et par habitant



En % du nombre d'ouvrages



En % des débits ou des populations

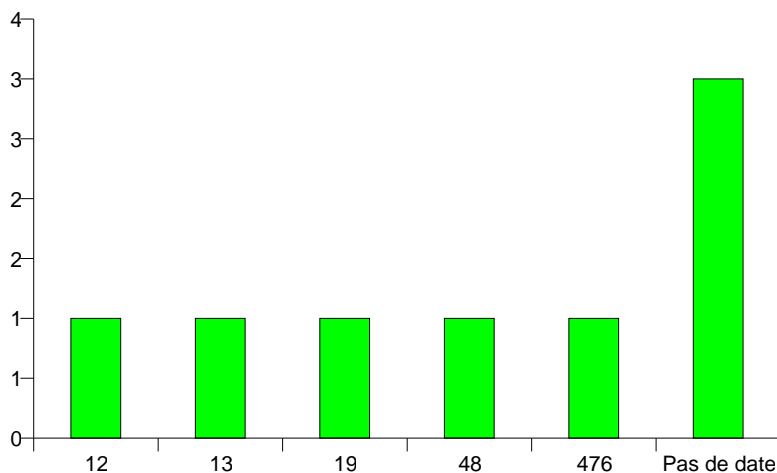


**DUREE DE LA PROCEDURE DE DUP
(en semestre)**

SYNTHESE DEPARTEMENTALE

PARIS

| Nb de semestres | Nb de DUP |
|-----------------|-----------|
| 12 | 1 |
| 13 | 1 |
| 19 | 1 |
| 476 | 1 |
| 48 | 1 |
| pas de date | 3 |
| Total | 8 |

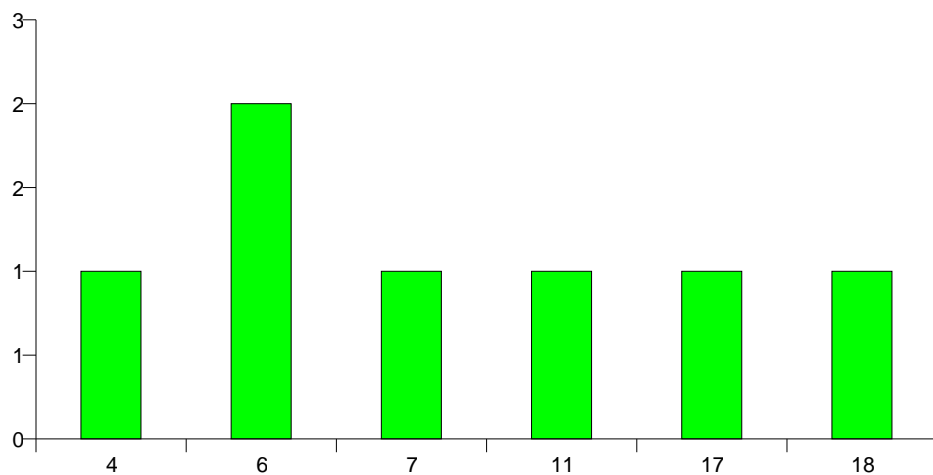


| Nombre de captages | Nombre de procédures | Durée moyenne en jours | Durée minimale en jours | Durée maximale en jours |
|--------------------|----------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|
| 181 | 8 | 14 885 | 1 815 | 73 260 |

Durée de la publication du rapport géologique à l'arrêté de DUP (en semestre)

Département : PARIS

| Nb de semestres | Nb de DUP |
|-----------------|-----------|
| 11 | 1 |
| 17 | 1 |
| 18 | 1 |
| 4 | 1 |
| 6 | 2 |
| 7 | 1 |
| 80 | 1 |
| pas de date | 1 |
| Somme: | 9 |



Les captages

Département : PARIS

| Commune | Code | Nom | Code BSS | Rapport Géologique | DUP | Débit moyen |
|------------------|--------|-----------------------|-----------|--------------------|-----|-------------|
| BOURRON MARLOTTE | 000128 | F 38 | 2947X0038 | 17/08/08 | | 1500 |
| BOURRON MARLOTTE | 000129 | F BIGNONS 1 F 1 | 2947X0041 | 17/08/08 | | 1188 |
| BOURRON MARLOTTE | 000130 | F BIGNONS 2 F 2 | 2947X0246 | 17/08/08 | | 1188 |
| BOURRON MARLOTTE | 000131 | F BIGNONS 3 F 3 | 2947X0247 | 17/08/08 | | 1188 |
| BOURRON MARLOTTE | 000132 | F BIGNONS 4 F 4 | 2947X0248 | 17/08/08 | | 1188 |
| BOURRON MARLOTTE | 000133 | F BIGNONS 5 F 5 | 2947X0249 | 17/08/08 | | 1188 |
| BOURRON MARLOTTE | 000134 | F BIGNONS 6 F 6 | 2947X0250 | 17/08/08 | | 1188 |
| BOURRON MARLOTTE | 000135 | F BIGNONS 7 F 7 | 2947X0251 | 17/08/08 | | 1188 |
| BOURRON MARLOTTE | 000136 | F BIGNONS 8 F 3 BIS | 2947X0252 | 17/08/08 | | 1188 |
| BOURRON MARLOTTE | 000137 | NX F BOURRON 1 F 1N | 2947X0253 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000138 | NX F BOURRON 2 F 2N | 2947X0254 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000139 | NX F BOURRON 3 F 3N | 2947X0255 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000140 | NX F BOURRON 4 F 8N | 2947X0256 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000141 | NX F BOURRON 5 F 11N | 2947X0257 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000142 | NX F BOURRON 6 F 12N | 2947X0258 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000143 | NX F BOURRON 7 F 13N | 2947X0259 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000144 | NX F BOURRON 8 F 14N | 2947X0260 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000145 | NX F BOURRON 9 F 15N | 2947X0261 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000146 | NX F BOURRON 10 F 16N | 2947X0262 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000147 | NX F BOURRON 11 F 17N | 2947X0263 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000148 | NX F BOURRON 12 F 18N | 2947X0264 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000149 | NX F BOURRON 13 F 19N | 2947X0265 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000150 | NX F BOURRON 14 F 20N | 2947X0266 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000151 | NX F BOURRON 15 F 21N | 2947X0267 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000152 | NX F BOURRON 16 F 22N | 2947X0268 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000153 | NX F BOURRON 17 F 23N | 2947X0269 | 17/08/08 | | 625 |
| BOURRON MARLOTTE | 000154 | F SEL 1 F 1S | 2947X0270 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000155 | F SEL 2 F 1S BIS | 2947X0271 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000156 | F SEL 3 F 2S | 2947X0272 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000157 | F SEL 4 F 2S BIS | 2947X0273 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000158 | F SEL 5 F 3S | 2947X0274 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000159 | F SEL 6 F 4S | 2947X0275 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000160 | F SEL 7 F 5S | 2947X0276 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000161 | F SEL 8 F 6S | 2947X0277 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000162 | F SEL 9 F 7S | 2947X0278 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000163 | F SEL 10 F 8S | 2947X0279 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000164 | F SEL 11 F 9S | 2947X0280 | 17/08/08 | | 144 |
| BOURRON MARLOTTE | 000165 | F SEL 12 F 10S | 2947X0281 | 17/08/08 | | 144 |
| CERILLY | 000058 | D CERILLY | 3321X1016 | | | 8553 |
| CERILLY | 000059 | S CERILLY | 3321X1014 | 06/02/01 | | 8554 |

| | | | | | | |
|-------------------|--------|-------------------------|-----------|----------|----------|-------|
| CHIGY | 000038 | D PATURE | 33313X004 | 06/02/01 | | 5356 |
| CHIGY | 000039 | S PATURE | 3313X0023 | 06/02/01 | | 5357 |
| CHIGY | 000040 | S MAROY | 3313X0022 | | | 2116 |
| CHIGY | 000041 | D A MAROY | 3313X0043 | 06/02/01 | | 2116 |
| CHIGY | 000042 | G MAROY | 3313X0043 | 06/02/01 | | 2116 |
| CHIGY | 000043 | D L MAROY | 3313X0044 | 06/02/01 | | 2119 |
| FLACY | 000057 | FLACY | 3321X1018 | 06/02/01 | | 7000 |
| FLACY | 000060 | S GAUDIN | 3321X1013 | 06/02/01 | | 1166 |
| FLACY | 000061 | D GAUDIN | 3321X1017 | 06/02/01 | | 1167 |
| GISY LES NOBLES | 000002 | VAL D'YONNE 2 | 2958X0186 | 02/02/83 | 11/07/85 | 4700 |
| GISY LES NOBLES | 000003 | VAL D'YONNE 3 | 2958X0187 | 02/02/83 | 11/07/85 | 10000 |
| GISY LES NOBLES | 000004 | VAL D'YONNE 4 | 2958X0188 | 02/02/83 | 11/07/85 | 4200 |
| GISY LES NOBLES | 000005 | VAL D'YONNE 5 | 2958X0188 | 02/02/83 | 11/07/85 | 7000 |
| GISY LES NOBLES | 000006 | VAL D'YONNE 6 | 2958X0190 | 02/02/83 | 17/07/85 | 8000 |
| GISY LES NOBLES | 000007 | VAL D'YONNE 7 | 2958X0051 | 02/02/83 | 17/07/85 | 8000 |
| GISY LES NOBLES | 000008 | VAL D'YONNE 8 | 2958X0191 | 02/02/83 | 11/07/85 | 6700 |
| GISY LES NOBLES | 000009 | VAL D'YONNE 9 | 2958X0041 | 02/02/83 | 11/07/85 | 1478 |
| GISY LES NOBLES | 000010 | VAL D'YONNE 10 | 2958X0044 | 02/02/83 | 11/07/85 | 2617 |
| JOINVILLE LE PONT | 000217 | MARNE A JOINVILLE | | 12/12/95 | 31/07/00 | 50000 |
| LA GENEVRAYE | 000091 | COIGNET | 2947X0039 | | | 3560 |
| LA GENEVRAYE | 000092 | ST THOMAS | 2947X0042 | | | 8700 |
| LA GENEVRAYE | 000093 | NX ST THOMAS 1 F4 | 2947X0038 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000094 | NX ST THOMAS 2 F6 | 2947X0046 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000095 | NX ST THOMAS 3 F8 | 2947X0047 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000096 | NX ST THOMAS 4 F9 | 2947X0048 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000097 | NX ST THOMAS 5 F 10 | 2947X0037 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000098 | NX ST THOMAS 6 F 11 | 2947X0049 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000099 | NX ST THOMAS 7 F 14 | 2947X0088 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000100 | NX ST THOMAS 8 F 15 | 2947X0219 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000101 | NX ST THOMAS 9 F 16 | 2947X0220 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000102 | NX ST THOMAS 10 F 19 | 2947X0221 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000103 | NX ST THOMAS 11 F 20 | 2947X0222 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000105 | NX ST THOMAS 12 F 21 | 2947X0223 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000106 | NX ST THOMAS 13 F 22 | 2947X0224 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000107 | NX ST THOMAS 14 F 23 | 2947X0225 | | | 37 |
| LA GENEVRAYE | 000108 | ENTOURAGE COIGNET 1 F 1 | 2947X0226 | | | 86 |
| LA GENEVRAYE | 000109 | ENTOURAGE COIGNET 2 F 2 | 2947X0227 | | | 86 |
| LA GENEVRAYE | 000110 | ENTOURAGE COIGNET 3 F 5 | 2947X0228 | | | 86 |
| LA GENEVRAYE | 000111 | ENTOURAGE COIGNET 4 F 7 | 2947X0229 | | | 88 |
| LA GENEVRAYE | 000112 | COIGNET 1 F 3 | 2947X0230 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000113 | COIGNET 2 F 25 | 2947X0231 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000114 | COIGNET 3 F 26 | 2947X0232 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000115 | COIGNET 4 F 27 | 2947X0233 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000116 | COIGNET 5 F 28 | 2947X0234 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000117 | COIGNET 6 F 29 | 2947X0235 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000118 | COIGNET 7 F 30 | 2947X0236 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000119 | COIGNET 8 F 31 | 2947X0237 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000120 | COIGNET 9 F 32 | 2947X0238 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000121 | COIGNET 10 F 33 | 2947X0239 | | | 270 |

| | | | | | | |
|--------------------|--------|-------------------|-----------|----------|----------|-------|
| LA GENEVRAYE | 000122 | COIGNET 11 F 34 | 2947X0240 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000123 | COIGNET 12 F 35 | 2947X0241 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000124 | COIGNET 13 F 36 | 2947X0242 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000125 | COIGNET 14 F 37 | 2947X0243 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000126 | COIGNET 15 F 38 | 2947X0244 | | | 270 |
| LA GENEVRAYE | 000127 | COIGNET 16 F 39 | 2947X0245 | | | 270 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000168 | VALS DE SEINE 1 | 2951X0031 | 14/05/05 | 22/03/07 | 3100 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000170 | VALS DE SEINE 3 | 2951X0033 | 14/05/05 | 22/03/07 | 4900 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000171 | VALS DE SEINE 4 | 2951X0034 | 14/05/05 | 22/03/07 | 2900 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000174 | VALS DE SEINE 7 | 2951X0037 | 14/05/05 | | 1300 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000175 | VALS DE SEINE 8 | 2951X0038 | 14/05/05 | 22/03/07 | 1700 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000177 | VALS DE SEINE 10 | 2951X0040 | 14/05/05 | 22/03/07 | 4300 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000178 | VALS DE SEINE 11 | 2951X0041 | 14/05/05 | 22/03/07 | 2000 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000179 | VALS DE SEINE 12 | 2944X0027 | 14/05/05 | 22/03/07 | 2100 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000180 | VALS DE SEINE 13 | 2944X0028 | 14/05/05 | 22/03/07 | 2100 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000181 | VALS DE SEINE 14 | 2944X0029 | 14/05/05 | 22/03/07 | 2400 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000182 | VALS DE SEINE 15 | 2944X0030 | 14/05/05 | 22/03/07 | 2300 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000183 | VALS DE SEINE 16 | 2944X0031 | 14/05/05 | 22/03/07 | 4500 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000184 | VALS DE SEINE 17 | 2944X0032 | 14/05/05 | 22/03/07 | 2300 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000185 | VALS DE SEINE 18 | 2944X0033 | 14/05/05 | 22/03/07 | 4500 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000186 | VALS DE SEINE 19 | 2951X0042 | 14/05/05 | 22/03/07 | 2100 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000187 | VALS DE SEINE 20 | 2951X0157 | 14/05/05 | 22/03/07 | 3600 |
| LA GRANDE PAROISSE | 000188 | VALS DE SEINE 21 | 2944X0193 | 14/05/05 | 22/03/07 | 4800 |
| LECHELLE | 000073 | TETE | 2602X0052 | 20/09/04 | | 8120 |
| LECHELLE | 000075 | F A2 | 2602X0124 | 20/09/04 | | 303 |
| LECHELLE | 000076 | F A1 | 2602X0053 | 20/09/04 | | 302 |
| LECHELLE | 000077 | F C1 | 2602X0133 | 20/09/04 | | 1728 |
| LECHELLE | 000078 | F C2 | 2602X0127 | 20/09/04 | | 1728 |
| LECHELLE | 000079 | F C3 | 2602X0126 | 20/09/04 | | 1728 |
| LECHELLE | 000080 | F C4 | 2602X0125 | 20/09/04 | | 1728 |
| LECHELLE | 000081 | VICOMTE | 2602X0057 | 20/09/04 | | 28685 |
| LECHELLE | 000082 | AUGE 1 | 2602X0055 | 20/09/04 | | 3283 |
| LECHELLE | 000084 | RFB | 2602X0128 | 20/09/04 | | 4234 |
| LECHELLE | 000085 | RFA1 | 2602X0132 | 20/09/04 | | 0 |
| LECHELLE | 000087 | NEUFS 1 | 2602X0056 | 20/09/04 | | 1296 |
| LECHELLE | 000088 | NEUFS 2 | 2602X0123 | 20/09/04 | | 1037 |
| MONTREUIL | 000027 | MONTREUIL 1 | 2164X0092 | 12/10/89 | 17/11/92 | 3599 |
| MONTREUIL | 000028 | MONTREUIL 2 | 2164X0093 | 12/10/89 | 17/11/92 | 3149 |
| MONTREUIL | 000029 | MONTREUIL 3 | 2164X0094 | 12/10/89 | 17/11/92 | 32 |
| MONTREUIL | 000030 | MONTREUIL 4 | 2164X0095 | 12/10/89 | 17/11/92 | 2100 |
| MONTREUIL | 000031 | MONTREUIL 5 | 2164X0096 | 12/10/89 | 17/11/92 | 953 |
| MONTREUIL | 000032 | MONTREUIL 6 | 2164X0097 | 12/10/89 | 17/11/92 | 482 |
| MONTREUIL | 000033 | MONTREUIL 7 | 2164X0098 | 12/10/89 | 17/11/92 | 1296 |
| MONTREUIL | 000034 | MONTREUIL 8 | 2164X0099 | 12/10/89 | 17/11/92 | 1296 |
| MONTREUIL | 000035 | MONTREUIL 9 | 2164X0100 | 12/10/89 | 17/11/92 | 3599 |
| MONTREUIL | 000036 | MONTREUIL 10 | 2164X0101 | 12/10/89 | 17/11/92 | 1264 |
| MORTERY | 000069 | FONTAINE ROUILLOT | 2601X0128 | 13/08/02 | 06/08/09 | 9700 |
| MORTERY | 000070 | FONTAINES | 2601X0129 | 13/08/02 | 06/08/09 | 5700 |
| NOE | 000052 | S NOE | 3312X0010 | 06/02/01 | | 3024 |

| | | | | | | |
|--------------------------|------------|---------------------|-----------|-----------|----------|-------|
| NOE | 000053 | F NOE | 3312X0010 | 06/02/01 | | 3024 |
| ORLY | 000219 | SEINE A ORLY | | 20/11/73 | 06/08/07 | 94000 |
| ROUILLY | 000071 | BROCARD | 2601X0024 | 13/08/02 | 06/08/09 | 2419 |
| ROUILLY | 000072 | FONDS TENUS | 2601X0025 | 13/08/02 | 06/08/09 | 9763 |
| RUEIL LA GADELIERE | 000014 | CHENE | 2153X2028 | 01/01/01 | | 2338 |
| RUEIL LA GADELIERE | 000015 | GANDEROLLE | 2153X2029 | 01/01/01 | | 4752 |
| RUEIL LA GADELIERE | 000016 | BLAOU | 2153X2030 | 01/01/01 | | 24624 |
| RUEIL LA GADELIERE | 000017 | ERIGNY | 2153X2026 | 01/01/01 | | 9504 |
| RUEIL LA GADELIERE | 000018 | GRAVIERS | 2153X2031 | 01/01/01 | | 7776 |
| RUEIL LA GADELIERE | 000019 | FOISYS | 2153X2032 | 01/01/01 | | 11232 |
| RUEIL LA GADELIERE | 000020 | RIVIERE | 2153X2033 | 20/11/73 | | 17280 |
| SAINT BENOIST SUR VANNE | 000054 | D BOUILLARDE | 3321X0029 | 06/02/01 | | 1425 |
| SAINT BENOIST SUR VANNE | 000055 | S BOUILLARDE | 3321X0019 | 06/02/01 | | 1426 |
| SAINT BENOIST SUR VANNE | 000056 | ARMENTIERES | 3321X0018 | 06/02/01 | | 30500 |
| SAINT LOUP DE NAUD | 000065 | PIGEONS | 2594X0013 | | 12/11/09 | 2500 |
| SAINT LOUP DE NAUD | 000066 | GLATIGNY | 2594X0012 | 17/06/02 | 12/11/09 | 2500 |
| SAINT LOUP DE NAUD | 000067 | VIEUX MOULINS | 2594X0015 | 17/06/02 | 12/11/09 | 2500 |
| SAINT LOUP DE NAUD | 000068 | GAUTHIERES | 2594X0014 | 17/06/02 | 12/11/09 | 700 |
| SAINT PIERRE LES NEMOURS | 000166 | LA JOIE | 2946X0043 | | | 15725 |
| SAINT PIERRE LES NEMOURS | 000167 | CHARENTREAUVILLE | 2946X0044 | 01/01/07 | | 20736 |
| SOURDUN | 000083 | AUGE 2 | 2602X0091 | | | 3283 |
| SOURDUN | 000086 | RFC | 2602X0129 | | | 0 |
| SOURDUN | 000089 | BASSIN | 2602X0058 | | | 4752 |
| THEIL SUR VANNE | 000044 | ST PHILBERT | 3313X0021 | 06/02/01 | | 3500 |
| THEIL SUR VANNE | 000045 | ST MARCOUF | 3313X0021 | 06/02/01 | | 3500 |
| THEIL SUR VANNE | 000046 | MALHORTIES | 3313X0020 | 06/02/01 | | 1600 |
| THEIL SUR VANNE | 000047 | D ST PHILBERT | 3313X0046 | 06/02/01 | | 1460 |
| THEIL SUR VANNE | 000048 | CAPRAY ROY | 3313X0045 | 06/02/01 | | 460 |
| THEIL SUR VANNE | 000049 | OIES | 3313X0045 | 06/02/01 | | 460 |
| THEIL SUR VANNE | 000050 | AUGE | 3313X0045 | 06/02/01 | | 462 |
| THEIL SUR VANNE | 000051 | MIROIR | 3313X0019 | 06/02/01 | | 13600 |
| VERNEIL SUR AVRE | 000011 | BREUIL AMONT | 2153X0045 | 10/07/09 | | 6600 |
| VERNEIL SUR AVRE | 000012 | BREUIL SECONDAIRE | 2153X0028 | 10/07/09 | | 4400 |
| VERNEIL SUR AVRE | 000013 | D BREUIL SECONDAIRE | 2153X0044 | 10/07/09 | | 730 |
| VERT EN DROUAIS | 000021 | VERT EN DROUAIS 1 | 2163X0003 | 05/10/89 | 17/11/92 | 1012 |
| VERT EN DROUAIS | 000022 | VERT EN DROUAIS 2 | 2163X0042 | 05/10/89 | 17/11/92 | 3651 |
| VERT EN DROUAIS | 000023 | VERT EN DROUAIS 3 | 2163X0043 | 05/10/89 | 17/11/92 | 2799 |
| VERT EN DROUAIS | 000024 | VERT EN DROUAIS 4 | 2163X0044 | 05/10/89 | 17/11/92 | 3042 |
| VERT EN DROUAIS | 000025 | VERT EN DROUAIS 5 | 2163X0045 | 05/10/89 | 17/11/92 | 6160 |
| VERT EN DROUAIS | 000026 | VERT EN DROUAIS 6 | 2163X0046 | 05/10/89 | 17/11/92 | 2145 |
| VILLEMER | 000090 | VILLEMER | 2948X0009 | | | 8986 |
| VILLENEUVE SUR YONNE | 000037 | COCHEPIE | 3315X0009 | 06/02/01 | | 32000 |
| VILLEPERROT | 000001 | VAL D'YONNE 1 | 2958X0113 | 02/02/83 | 11/07/85 | 7800 |
| Nombre: | 181 | | | 14 | 8 | |

Captages sans débit moyen journalier

Département : PARIS

| Commune | Code | Nom | RG | DUP | Débit moyen |
|---------|------|-----|----|-----|-------------|
| Nombre: | 0 | | 0 | 0 | |

**Pour accéder à la documentation
double-cliquez sur l'icône ci-dessous :**

*En cas de non fonctionnement vérifiez que le fichier :
SI_N_EPN2_Bilan des DUP pour un Département.rep
se trouve bien dans le répertoire :
C:\AppliNat\Docs BOSISE\
sinon contacter le responsable local de la base de données,
votre Comi ou votre Granit.*

ANNEXE 7

ORLY

Qualité de la ressource

La Seine présente une vulnérabilité pour un certain nombre de paramètres caractéristiques des ressources superficielles et plus particulièrement vis à vis des micropolluants organiques et des paramètres microbiologiques.

Filière de traitement

La filière de traitement comprend plusieurs étapes conformément à l'obligation réglementaire (catégorie A3 de l'arrêté du 11 janvier 2007, qui correspond à un traitement physique et chimique poussé, un affinage et une désinfection). Elle a été élaborée et conçue en fonction de la fragilité de la ressource.

Ainsi le traitement s'articule autour de deux éléments :

- abaisser la charge organique grâce à l'étape de pré-ozonation, de clarification (coagulation, floculation, décantation) et de filtration sur filtre à sable,
- éliminer les micropolluants organiques grâce aux étapes d'ozonation et de filtration sur charbon actif en grain.

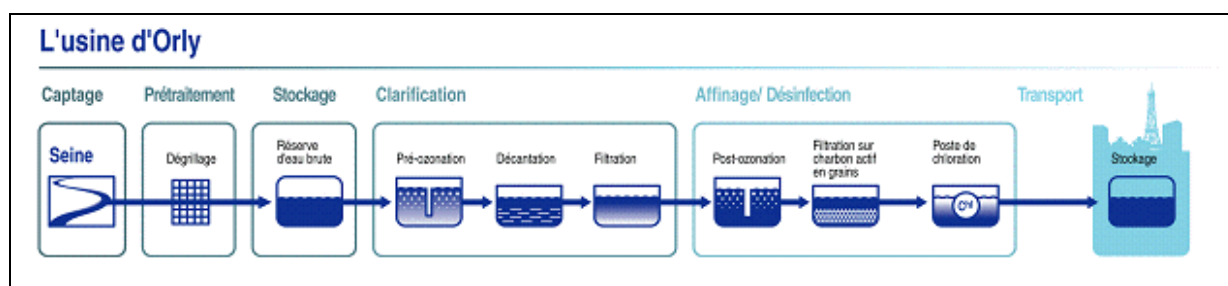


Schéma : Représentation de la filière de traitement de l'usine d'Orly

N.B : un traitement aux ortho-phosphates a été mis en place sur cette filière en vue d'inhiber la corrosion des canalisations.

Historique de la demande d'autorisation de prélèvement, d'instauration des périmètres de protection et de traitement de l'eau

- 20/11/1973 : premier rapport géologique de M. ALCAYDE ;
- 24/05/2004 : début de l'enquête publique ;
- 28/06/2004 : fin de l'enquête publique ;
- Fin 2005 : passage aux CoDERST du Val de Marne, de l'Essonne et de Paris.
- Décembre 2005 : transmission pour avis au Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.
- 06/08/2007 : arrêté préfectoral portant DUP, d'autorisation de prélèvement, de rejet, de traitement et de distribution de l'eau de Seine à Orly.

JOINVILLE

Qualité de la ressource

Au niveau de la prise d'eau de Joinville, la classification obtenue pour les valeurs guides et impératives correspond le plus souvent à un niveau de traitement de type A3. Sur les dernières études menées, les paramètres suivants (température, MES, DCO, DBO5, NTK, ortho phosphates, coliformes totaux et thermotolérants, et salmonelles) ont des valeurs atteintes par les percentiles 90 dépassant les valeurs guides fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007.

A certaines périodes de l'année, les fortes turbidités et le nombre élevé d'algues (notamment diatomées et chlorophycées) constituent au même titre, une spécificité de l'eau de la Marne.

Un recensement des établissements susceptibles d'altérer la qualité de l'eau en amont de la prise d'eau a été effectué. Les pollutions les plus à craindre concernent les produits chimiques en provenance du secteur industriel. L'usine de traitement d'eau potable de Neuilly sur Marne (Syndicat des Eaux D'Ile de France : SEDIF) joue le rôle de station d'alerte pour l'usine de Joinville car elle est située à environ deux heures de temps de transfert.

Filière de traitement

La filière de traitement comprend plusieurs étapes conformément à l'obligation réglementaire qui sont représentées par le schéma suivant. Elle a été élaborée et conçue en fonction de la fragilité de la ressource.

Ainsi le traitement se compose :

- prétraitement : dégrillage, dessablage, déshuilage et pré ozonation éventuelle ;
- clarification : par coagulation sur deux étapes de filtres (dégrossisseurs – préfiltres) à vitesse moyenne (5 à 10 m/h), avec possibilité d'injection de réactifs de crise (CAP) ;
- filtration biologique : à faible vitesse (5 m/h) ;
- affinage : oxydation par l'ozone, puis filtration sur charbon actif en grains ;
- désinfection à l'hypochlorite de sodium, puis stockage dans un réservoir de 5000 m³.

N.B : un traitement aux ortho-phosphates a été mis en place sur cette filière en vue d'inhiber la corrosion des canalisations.

Historique de la demande d'autorisation de prélèvement, d'instauration des périmètres de protection et de traitement de l'eau

- 23/11/1993 : délibération du conseil d'administration de la SAGEP.
- 12/12/1995 : rapport géologique de l'HAHP.
- 12/1997 : réalisation de l'étude économique.
- 04/05/1999 : avis favorable du Conseil Départementale d'Hygiène du Val de Marne.
- 01/02/2000 avis favorable du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.
- 31/07/2000 : arrêté préfectoral de DUP, d'autorisation de prélèvement, de rejet, de traitement et de distribution de l'eau de Marne à Joinville le Pont.

Les sources de la Vigne

Les sources de la Vigne sont toutes situées sur la commune de Rueil la Gadelière, dans le département de l'Eure et Loir (28).

Elles sont au nombre de sept :

- ❑ Chêne ;
- ❑ Ganderolle ;
- ❑ Blaou ;
- ❑ Erigny ;
- ❑ Graviers ;
- ❑ Foisys ;
- ❑ Rivière.

Ces sources sont des résurgences de rivières ou d'engouffrements situés dans le bassin versant amont de l'Avre, l'eau circule dans un horizon crayeux et donne lieu à des émergences sous forme de sources, après un parcours souterrain pouvant atteindre une quinzaine de km. De ce fait, leurs teneurs en nitrate fluctuent au grès des précipitations et ces sources sont sujettes à des crues de turbidité. Elles sont en service depuis 1893, avec une capacité de production maximum autorisée de 100 000 m³/j (loi de 1890), mais une production moyenne sur les quinze dernières années de 75 000 m³/j.

Constitution géologique

Sous une couverture peu épaisse de limon et de formation argilo-sableuse, on rencontre 20 à 25 m d'argile à silex (souvent rubéfié et contenant des silex volumineux) surmontant la craie argileuse du Turonien (épaisseur totale 120m environ refermant des lits de silex noirs). Cette dernière se superpose aux formations sénoniennes (marnes, sables argileux, craie argileuse) dont la puissance est voisine de 60m.

Constitution hydrogéologique

L'existence de phénomène de dissolution chimique et de fissuration dans la craie turonienne a donné lieu à d'importantes circulations souterraines. Celles-ci alimentent des cheminements souterrains dont certains aboutissent aux sources de la Vigne. Sur le plateau, on observe des phénomènes d'effondrement liés à la dissolution de la Craie. Les eaux de la Vigne effectuent un parcours souterrain limité. En effet, la relation hydrogéologique entre les points de captage et les points d'infiltration est très rapide, se traduisant par d'importantes variations du débit et par la modification de certains paramètres physico-chimiques.

Synthèse de la qualité de l'eau

Les résultats montrent de fortes variations de la turbidité et des paramètres de bactériologie, en fonction de la pluviométrie.

Sur le plan de la contamination par des phytosanitaires, les teneurs en triazine (atrazine et déséthyl-atrazine) peuvent avoisiner la limite de qualité de 0,1 µg/l, tandis que des pics d'isoproturon et de chlortoluron apparaissent à certaines périodes de l'année. Les teneurs en nitrates sont également élevées (moyenne proche de 45 mg/l en 2010).

Filière de traitement

Afin, notamment, de pouvoir utiliser les sources de la Vigne toute l'année, un traitement de potabilisation a été réalisé au niveau du réservoir de St Cloud (92), afin d'éliminer la turbidité, les produits phytosanitaires et les solvants chlorés.

La solution technique retenue est :

- adsorption sur charbon actif en grains pour traiter les solvants chlorés, les pesticides et leurs métabolites ;
- filtration membranaire de type ultrafiltration pour éliminer la turbidité.

Concernant le paramètre nitrate, il est possible de respecter la norme par mélange d'eau entre les différentes sources de l'Ouest mais également, au niveau du réservoir de Saint Cloud, avec de l'eau d'origine superficielle issue de l'usine de potabilisation d'Orly, dont la teneur en nitrate avoisine les 20 mg/l.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 20/11/1973 : premier rapport géologique de M. ALCAYDE.
- 25/05/1973 : second rapport géologique de M. ALCAYDE.
- 23/01/1981 : avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène (avec une définition précise des périmètres de protection).
- 1985 : passage devant le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France : désaccord de ses membres à propos de la création de périmètres de protection rapprochée satellites.
- 1993 : relance de la procédure et élaboration d'un dossier d'étude préalable au rapport hydrogéologique.
- 2001 : rédaction d'un nouveau rapport hydrogéologique par M. ALACAYDE.
- 02/2009 : finalisation de l'étude environnementale par le BE AH2D.
- 31/08/2009 et 11/2009 : demande d'éléments complémentaires de l'HAHP (M Maget).
- 01/2010 : les éléments complémentaires demandés (localisation et protection des bétouilles) ont été fournis à l'HAHP (instruction DDT 28).

Les sources du Breuil

Les sources du Breuil sont situées sur la commune de Verneuil sur Avre, dans le département de l'Eure (27).

Elles sont au nombre de trois :

- ❑ Breuil amont ; Breuil secondaire
- ❑ Forage F3
- ❑ Forage F4

Ces sources sont situées dans le bassin versant amont de l'Avre où l'eau circule dans un horizon crayeux et donne lieu à des émergences sous forme de sources, après un parcours souterrain pouvant atteindre une quinzaine de km. De ce fait, leurs teneurs en nitrate fluctuent au grès des précipitations. Elles sont en service depuis 1893, avec une capacité de production maximum autorisée de 10 000 m³/j (loi de 1890); la production moyenne sur les dernières années étant de 9935 m³/j.

Constitution géologique

Le captage du Breuil est situé en rive droite de l'Avre dans la boucle que décrit la rivière. L'émergence se situe au pied d'un versant concave escarpé, où l'érosion met à nu les couches de la craie qui sont d'ailleurs colmatées par des formations superficielles de l'argile à silex et des alluvions récentes. Les couches de craie sont ainsi recouvertes d'argiles à silex, d'épaisseur variant de 15 à 20 m. Dans la vallée de l'Avre, la rivière a accumulé des alluvions caillouteuses exploitées par des ballastières. De plus, des couches argileuses imperméables s'intercalent entre le ballast et le substratum.

Constitution hydrogéologique

Les aquifères sont en charge et émergent verticalement de deux forages anciens et de captages issus de fentes béantes ouvertes dans la masse de la craie. Les émergences semblent indépendantes du système karstique de la vallée de l'Avre et sont l'exutoire d'une nappe alimentée à partir des plateaux situés au Nord Est de Verneuil. A cette nappe s'ajoutent d'autres apports relativement réduits en comparaison de l'apport principal. Des traçages ont démontré l'existence d'une communication entre la ballastière de Château Thierry et les sources du Breuil.

Synthèse de la qualité de l'eau

Les résultats montrent de fortes variations de la turbidité et des paramètres de bactériologie, en fonction de la pluviométrie. Les teneurs en nitrates sont également élevées. A ce jour, les seuls paramètres critiques vis à vis des normes sont :

- Les nitrates ;
- Les pesticides ;
- Les solvants chlorés (trichloréthylène notamment).

Projet de traitement

Afin de traiter la totalité des eaux issues de l'aqueduc de l'Avre, un traitement de potabilisation a été mise en place au niveau du réservoir de St Cloud (92), afin d'éliminer la turbidité, les produits phytosanitaires et les solvants chlorés.

La solution technique retenue est :

- adsorption sur charbon actif en grains pour traiter les solvants chlorés, les pesticides et leurs métabolites ;
- filtration membranaire de type ultrafiltration pour éliminer la turbidité.

Concernant le paramètre nitrate, il est possible de respecter la norme par mélange d'eau entre les différentes sources de l'Ouest mais également, au niveau du réservoir de St Cloud, avec de l'eau d'origine superficielle issue de l'usine de potabilisation d'Orly, dont la teneur en nitrate avoisine les 20 mg/l.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 22/09/1972 : premier rapport géologique de M. PAREYN modifié le 24/10/1974.
- 06/1980 : Enquête publique en mairie de Verneuil sur Avre. Elle est arrêtée en cours d'enquête suite à un non-respect de la durée d'affichage.
- 30/08/1983 : relance de la procédure par actualisation du rapport hydrogéologique sous forme d'un addendum de M. PAREYN. Passage au Conseil Départemental d'Hygiène et blocage des maires du secteur, arguant une méconnaissance de l'addendum.
- 1993 : relance de la procédure et élaboration d'un dossier d'étude préalable au rapport hydrogéologique.
- 1997/1998 : mise à jour du dossier préalable.
- 1999/2001 : rédaction d'un nouveau rapport hydrogéologique par M. GRIERE.
- 2006 : abrogation de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique pour non respect du rayon d'affichage de l'enquête (une commune du PPE n'était pas englobée dans le périmètre de l'enquête publique).
- 10 juillet 2009 : rédaction de l'avis définitif de M GRIERE.
- Juin 2010 : La notice explicative au dossier d'enquête publique est en cours de rédaction (instruction DTARS 27).

Champ captant de Vert en Drouais

Ce champ captant, composé de 6 puits d'une profondeur de 20 m environ est situé sur la commune de Vert en Drouais, dans le département de l'Eure et Loir (28). L'eau est issue de la nappe de la craie en relation avec la nappe alluviale de l'Avre. Ces nappes sont libres et alimentées par les eaux météorites.

Ce champ captant est en service depuis 1972, avec une capacité de production maximum autorisée de 25 000 m³/j (décret du 11 janvier 1965).

Constitution géologique

Le sol du champ captant de Vert en Drouais est constitué, en partie supérieure, d'alluvions modernes reposant sur des alluvions anciennes, qui tapissent toute la vallée de l'Avre. En dessous des alluvions, on trouve, tout d'abord, des limons de plateau qui forment des placages de 1 à 2 mètres d'épaisseur, puis des sables de Fontainebleau (âge Stampien) reposant sur une formation résiduelle composée d'argile rougeâtre et de silex (20 m d'épaisseur), ensuite sur une couche de craie blanche sénonienne de 80 m de profondeur et enfin une couche de craie grise marneuse du Turonien sur une puissance totale de 70 mètres.

Constitution hydrogéologique

On constate deux réservoirs aquifères principaux : premièrement, la nappe alluviale de l'Avre (nappe libre en relation avec la craie sous-jacente) et deuxièmement, la nappe de la craie sénonienne issue de la roche fissurée (nappe très développée dans la vallée de l'Avre). Ces nappes sont alimentées par l'infiltration d'eaux de pluie. Elles restent très vulnérables aux pollutions et particulièrement celles d'origine chimique. Dans les alluvions, les eaux subissent une épuration suffisante, mais il n'en est pas de même dans la craie.

L'un des risques principaux de pollution concerne la présence d'une ancienne décharge sauvage appelée "Arche du gazon" et située dans la partie moyenne de la Vallée de Saillard, à environ 1800 mètres du champ captant, sur un terrain appartenant à la mairie de Dreux. Elle a été fermée par arrêté préfectoral en janvier 1977. Des milliers de mètres cubes de produits polluants restent enfouis sous la terre.

Synthèse de la qualité de l'eau

La qualité de cette ressource respecte les normes d'eau potable pour tous les périmètres physico-chimiques, biologiques. Cependant, la teneur en solvants chlorés est supérieure à la norme. Ce paramètre est ramené à une valeur normale par dilution avec les autres ressources.

A ce jour, les seuls paramètres critiques vis à vis des normes sont :

- les solvants chlorés ;
- les nitrates ;
- les pesticides.

Filière de traitement

Afin de traiter la totalité des eaux issues de l'aqueduc de l'Avre, un traitement de potabilisation a été mis en place au niveau du réservoir de St Cloud (92), afin d'éliminer la turbidité, les produits phytosanitaires et les solvants chlorés.

La solution technique retenue est :

- adsorption sur charbon actif en grains pour traiter les solvants chlorés, les pesticides et leurs métabolites ;
- filtration membranaire de type ultrafiltration pour éliminer la turbidité.

Concernant le paramètre nitrate, il est possible de respecter la norme par mélange d'eau entre les différentes sources de l'Ouest mais également, au niveau du réservoir de St Cloud, avec de l'eau d'origine superficielle issue de l'usine de potabilisation d'Orly, dont la teneur en nitrate avoisine les 20 mg/l.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

10/05/1983 : premier rapport géologique de M. ALCAYDE ;
21/10/1983 : approbation du Conseil Départemental d'Hygiène de l'Eure ;
26/10/1984 : approbation du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France ;
1987 : Avis défavorable du Commissaire enquêteur ;
27/02/1989 : avis défavorable du Conseil d'Etat ;
12/10/1989 : nouveaux rapports hydrogéologiques de M. ALCAYDE ;
18/11/1991 : fin de l'Enquête Publique ;
10/12/1991 : avis favorable du Commissaire enquêteur ;
07/07/1992 : avis favorable du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France ;
17/11/1992 : arrêté du préfet d'Eure et Loir déclarant d'utilité publique les périmètres de protection de Vert en Drouais.

Champ captant de Montreuil

Ce champ captant, composé de 10 puits d'une profondeur de 20 à 25 m environ (6 puits produisent à 100m³/h et 4 à 200 m³/h), est situé sur la commune de Montreuil sur Eure, dans le département de l'Eure et Loir (28). L'eau est issue de la nappe alluviale de l'Eure, qui est en partie alimentée par les eaux des coteaux et par les résurgences sous alluviales de la Craie. Ce champ captant est en service depuis 1972, avec une capacité de production maximum autorisée de 25 000 m³/j (décret du 11 janvier 1965).

Constitution géologique

Le sol du champ captant de Montreuil est constitué, en partie supérieure, d'alluvions modernes reposant sur des alluvions anciennes, qui tapissent toute la vallée de l'Avre. Ensuite, le substratum est composé de craie blanche à silex du Sénonien (80 m d'épaisseur). Cette formation est recouverte par la formation résiduelle à silex produite par l'altération de la craie (15 m d'épaisseur), sur laquelle reposent des alluvions et des limons de plateaux.

Constitution hydrogéologique

On constate deux réservoirs aquifères principaux : premièrement, la nappe alluviale de l'Avre (nappe libre en relation avec la craie sous-jacente) et deuxièmement, la nappe de la craie sénonienne issue de la roche fissurée (nappe très développée dans la vallée de l'Avre). Ces nappes sont alimentées par l'infiltration d'eaux de pluie.

Synthèse de la qualité de l'eau

La qualité de cette ressource respecte les normes d'eau potable pour tous les paramètres physico-chimiques et biologiques. Cependant, les teneurs en pesticides et en solvants chlorés sont supérieures aux normes. Ces paramètres sont ramenés à des valeurs inférieures aux limites de qualité par dilution avec les autres ressources alimentant l'aqueduc de l'Avre.

A ce jour, les seuls paramètres critiques vis à vis des normes sont :

- Les solvants chlorés (tetrachloroéthylène + trichloréthylène) ;
- Les pesticides ;
- Les nitrates.

Filière de traitement

Afin de traiter la totalité des eaux issues de l'aqueduc de l'Avre, un traitement de potabilisation a été mis en place au niveau du réservoir de St Cloud (92), afin d'éliminer la turbidité, les produits phytosanitaires et les solvants chlorés.

La solution technique retenue est :

- adsorption sur charbon actif en grains pour traiter les solvants chlorés, les pesticides et leurs métabolites ;
- filtration membranaire de type ultrafiltration pour éliminer la turbidité.

Concernant le paramètre nitrate, il est possible de respecter la norme par mélange d'eau entre les différentes sources de l'Ouest mais également, au niveau du réservoir de St Cloud,

avec de l'eau d'origine superficielle issue de l'usine de potabilisation d'Orly, dont la teneur en nitrate avoisine les 20 mg/l.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 10/05/1983 : 1^{er} rapport géologique de M. ALCAYDE ;
- 21/10/1983 : approbation du Conseil Départemental d'Hygiène de l'Eure ;
- 26/10/1984 : approbation du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France ;
- 1987 : Avis défavorable du Commissaire enquêteur ;
- 27/02/1989 : Avis défavorable du Conseil d'Etat ;
- 12/10/1989 : Nouveaux rapports hydrogéologiques de M. ALCAYDE ;
- 18/11/1991 : fin de l'Enquête Publique ;
- 10/12/1991 : Avis favorable du Commissaire enquêteur ;
- 07/07/1992 : Avis favorable du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France ;
- 17/11/1992 : Arrêté du préfet d'Eure et Loir déclarant d'utilité publique les périmètres de protection de Montreuil.

Champ captant de la Voulzie

Ce champ captant, composé de 16 captages, est situé sur les communes de Léchelle et Sourduin, dans le département de la Seine et Marne (77). Ce champ captant, déclaré d'utilité publique par la loi du 6 mars 1917, complétée par un arrêté du 21 juin 1937, produit en moyenne 60 000 m³/j.

Constitution géologique

La région où se situe le bassin versant de la Traconne puis de la Voulzie est formée de dépôts sédimentaires. La Voulzie se trouve au contact de deux séries stratigraphiques d'âge différent : Secondaire et Tertiaire.

Constitution hydrogéologique

Le choix des sites de la Voulzie, du Durteint et du Dragon a été dicté par un contexte hydrogéologique favorable. En effet les dépôts sédimentaires constituent des zones à priori favorables à la circulation et au stockage des eaux souterraines.

Plusieurs aquifères sont superposés dans les assises du plateau de Brie :

- à la base, la craie sénonienne peut constituer un bon réservoir, mais dont l'exploitation peut être aléatoire. La quantité d'eau extractible dépend du degré de fissuration et de porosité de la roche,
- au sommet, des nappes de moindre importance peuvent exister dans la formation du calcaire de Brie (Sannoisien supérieur) et celle des sables et grès de Fontainebleau (Stampien). La nappe de la Brie est séparée de la nappe de Champigny par des argiles vertes imperméables du Sannoisien inférieur.

Séparée de celle de la craie par une formation imperméable de sables et argiles de l'Yprésien et de celle des calcaires de la Brie par les marnes vertes du Sannoisien, la nappe des calcaires de Champigny constitue un bon aquifère : c'est à la base de cette nappe que sont captées les eaux utilisées par Eau de Paris.

La perméabilité de fissures permet un transit rapide de l'eau dans la nappe, avec les inconvénients dus aux risques accrus de pollution rapide et lointaine par infiltration dans le réseau karstique.

Synthèse de la qualité de l'eau

Les paramètres critiques sont :

- les nitrates ;
- les pesticides ;
- les paramètres microbiologiques.

Filière de Traitement

Afin, notamment, de pouvoir éliminer les pesticides, une usine constituée de filtres à charbon actif en grains d'une capacité de 50 000 m³/j a vu le jour en 2004, sur le site de Longueville (77) (arrêté d'autorisation n° 2004-118-2 en date du 27 avril 2004).

Les nitrates ne sont actuellement pas traités : la norme de 50 mg/l est respectée à l'aide de dilution avec des ressources moins contaminées

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 30/06/1995 : 1^{er} rapport hydrogéologique de M. CAMPINCHI ;
- 2001 : 2^{ième} rapport hydrogéologique de M. CAMPINCHI supprimant une partie du périmètre de protection éloignée à l'Est des captages ;
- 16/09/2002 : Transmission du dossier technique mis à jour à l'hydrogéologue agréé ;
- 27/03/2003 : confirmation de M. CAMPINCHI comme hydrogéologue agréé sur ce dossier ;
- 20/09/2004 : rapport hydrogéologique finalisé ;
- 2005 : constitution des dossiers complets pour lancement de la consultation auprès du service instructeur (DDAF77) ;
- 2010 : le dossier de DUP des sources de la Voulzie n'a pas connu d'évolution récente. Le déroulement des enquêtes parcellaires et le versement des indemnités sur les dossiers du Durteint et du Dragon sont selon Eau de Paris, un préalable indispensable au lancement des enquêtes publique et parcellaire conjointes pour la DUP des sources de Voulzie (instruction DDT77).

Champ captant du Durteint

Ce champ captant, situé sur les communes de Mortery et Rouilly, dans le département de la Seine et Marne (77), est composé de 20 forages, 1 drain et 4 galeries. Les captages ont été regroupés en 4 ensembles :

- la galerie des Fonds Tenus ;
- la galerie et les forages captants des Fontaines Rouillot ;
- la galerie Brocard ;
- le drain des Fontaines Rouillot.

Ce champ captant, déclaré d'utilité publique par la loi du 6 mars 1917, complétée par un arrêté du 21 juin 1937, produit en moyenne 30 000 m³/j.

Constitution géologique

La région où se situe le bassin versant de la Traconne puis de la Voulzie est formée de dépôts sédimentaires. La Voulzie se trouve au contact de deux séries stratigraphiques d'âge différent : Secondaire et Tertiaire.

Constitution hydrogéologique

Le choix des sites de la Voulzie, du Durteint et du Dragon a été dicté par un contexte hydrogéologique favorable. En effet les dépôts sédimentaires constituent des zones à priori favorables à la circulation et au stockage des eaux souterraines.

Plusieurs aquifères sont superposés dans les assises du plateau de Brie :

- à la base, la craie sénonienne peut constituer un bon réservoir, mais dont l'exploitation peut être aléatoire. La quantité d'eau extractible dépend du degré de fissuration et de porosité de la roche,
- au sommet, des nappes de moindre importance peuvent exister dans la formation du calcaire de Brie (Sannoisien supérieur) et celle des sables et grès de Fontainebleau (Stampien). La nappe de la Brie est séparée de la nappe de Champigny par des argiles vertes imperméables du Sannoisien inférieur.

Séparée de celle de la craie par une formation imperméable de sables et argiles de l'Yprésien et de celle des calcaires de la Brie par les marnes vertes du Sannoisien, la nappe des calcaires de Champigny constitue un bon aquifère : c'est à la base de cette nappe que sont captées les eaux utilisées par Eau de Paris.

La perméabilité de fissures permet un transit rapide de l'eau dans la nappe, avec les inconvénients dus aux risques accrus de pollution rapide et lointaine par infiltration dans le réseau karstique.

Synthèse de la qualité de l'eau

Les paramètres critiques sont :

- les nitrates ;
- les pesticides.

Filière de traitement

Afin, notamment, de pouvoir éliminer les pesticides, une usine constituée de filtres à charbon actif en grains d'une capacité de 50 000 m³/j a vu le jour en 2004, sur le site de Longueville (77) (arrêté d'autorisation n° 2004-118-2 en date du 27 avril 2004).

Les nitrates ne sont actuellement pas traités : la norme de 50 mg/l est respectée à l'aide de dilution avec des ressources moins contaminées.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 1993 : 1^{er} rapport hydrogéologique de M. CAMPINCHI ;
- 09/2002 : 2^{ième} rapport hydrogéologique de M.DEVER ;
- 02/2004 : modification du rapport hydrogéologique ;
- 2003 : réalisation des plans parcellaires ;
- 2005 : analyse économique en cours et constitution des dossiers complets pour lancement de la consultation auprès du service instructeur (DDAF77) ;
- 2009 : arrêté préfectoral de DUP du 6 août 2009 complété par un arrêté modificatif du 12 octobre 2009 rectifiant la délimitation du PPI ;
- 2010 : blocage dans l'application des prescriptions lié aux indemnités des servitudes (demande de réévaluation des indemnités de la chambre d'agriculture de Seine et Marne en date du 11/12/2009).

Champ captant du Dragon

Ce champ captant, situé sur la commune de Saint Loup de Naud dans le département de la Seine et Marne (77), est composé de 1 drain et 4 galeries. Les captages ont été regroupés en 4 ensembles :

- la galerie des Pigeons ;
- la galerie des Glatignys ;
- la galerie des Gauthières ;
- la galerie et le drain des Vieux Moulins.

Ce champ captant, déclaré d'utilité publique par la loi du 6 mars 1917, complétée par un arrêté du 21 juin 1937, produit en moyenne 10 000 m³/j.

Constitution géologique

La région où se situe le bassin versant de la Traconne puis de la Voulzie est formée de dépôts sédimentaires. La Voulzie se trouve au contact de deux séries stratigraphiques d'âge différent : Secondaire et Tertiaire.

Constitution hydrogéologique

Le choix des sites de la Voulzie, du Durteint et du Dragon a été dicté par un contexte hydrogéologique favorable. En effet les dépôts sédimentaires constituent des zones à priori favorables à la circulation et au stockage des eaux souterraines.

Plusieurs aquifères sont superposés dans les assises du plateau de Brie :

- à la base, la craie sénonienne peut constituer un bon réservoir, mais dont l'exploitation peut être aléatoire. La quantité d'eau extractible dépend du degré de fissuration et de porosité de la roche,
- au sommet, des nappes de moindre importance peuvent exister dans la formation du calcaire de Brie (Sannoisien supérieur) et celle des sables et grès de Fontainebleau (Stampien). La nappe de la Brie est séparée de la nappe de Champigny par des argiles vertes imperméables du Sannoisien inférieur.

Séparée de celle de la craie par une formation imperméable de sables et argiles de l'Yprésien et de celle des calcaires de la Brie par les marnes vertes du Sannoisien, la nappe des calcaires de Champigny constitue un bon aquifère : c'est à la base de cette nappe que sont captées les eaux utilisées par Eau de Paris.

La perméabilité de fissures permet un transit rapide de l'eau dans la nappe, avec les inconvénients dus aux risques accrus de pollution rapide et lointaine par infiltration dans le réseau karstique.

Synthèse de la qualité de l'eau

Concernant les paramètres physico-chimiques, les paramètres critiques sont :

- les nitrates, d'origine essentiellement agricole. Ils proviennent du bassin d'alimentation dans son ensemble et la voie de contamination prépondérante est le lessivage. Pour le groupe Dragon, les sources de Gauthières, des Glatignys et des Pigeons voient leurs concentrations en nitrates augmenter depuis une dizaine d'années, tandis que la source des vieux Moulins est stabilisée à une teneur relativement élevée (60 mg/l). Cette

distinction pourrait s'expliquer par des différences au niveau des surfaces des bassins d'alimentation des rus concernés, celle du ru des Vieux Moulins étant moins étendue ;

- Les pesticides : la pollution par les produits phytosanitaires est principalement d'origine diffuse puisqu'ils sont appliqués sur l'ensemble des terrains cultivés appartenant à un bassin versant. Cependant, certaines pratiques localisées, comme par exemple le rinçage d'une cuve à proximité d'un point sensible, peuvent entraîner des épisodes de pollutions plus ponctuels. Pour ces produits, les voies de contamination sont, en fonction de leurs caractéristiques chimiques, le ruissellement ou l'infiltration. Pour le groupe Dragon, les deux captages les plus contaminés par l'atrazine sont les Glatignys et les Vieux Moulins. La source des Glatignys est la plus polluée des sources du Sud, tant en atrazine qu'en déséthyl-atrazine. La contamination des captages du Dragon paraît aussi ancienne que celle de la Voulzie.

Les paramètres critiques sont :

- les nitrates ;
- les pesticides.

Filière de traitement

Afin, notamment, de pouvoir éliminer les pesticides, une usine constituée de filtres à charbon actif en grains d'une capacité de 50 000 m³/j a vu le jour en 2004, sur le site de Longueville (77) (arrêté d'autorisation n° 2004-118-2 en date du 27 avril 2004).

Les nitrates ne sont actuellement pas traités : la norme de 50 mg/l est respectée à l'aide de dilution avec des ressources moins contaminées.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 06/2002 : 2^{ième} rapport hydrogéologique de M.DEVER ;
- 02/2004 : modification du rapport hydrogéologique ;
- 2003 : réalisation des plans parcellaires ;
- 2005 : analyse économique en cours et constitution des dossiers complets pour lancement de la consultation auprès du service instructeur (DDAF77) ;
- 12/11/2009 : arrêté préfectoral de DUP ;
- 2010 : blocage dans l'application des prescriptions lié aux indemnités des servitudes.

Les Sources du Loing

Ce champ captant, situé sur la commune de Saint Pierre les Nemours, dans le département de la Seine et Marne (77) est composé de forages artésiens et de 2 galeries captantes.

Les captages ont été regroupés en 2 ensembles :

- les sources de Chaintréauville ;
- les sources de la Joie.

Ce champ captant, est autorisé à prélever, par une loi datée du 21 juillet 1897, a un débit potentiel moyen de 35 000 m³/j.

Constitution géologique et hydrogéologique

L'aquifère sollicité est la craie du Sénonien qui constitue l'assise géologique de la région. Les galeries captantes de la Joie et de Chaintréauville sont situées en rive gauche de la vallée du Loing, à la limite du plateau tertiaire du Gâtinais à l'Ouest et des premières auréoles crétacées du Bassin Parisien à l'Est. Les galeries ont été creusées dans la craie du Sénonien.

La nappe de la craie, fortement marquée par des phénomènes d'altération, d'érosion et karstification, présente donc une forte perméabilité de fissures qui diminue généralement en profondeur vers l'apparition de couches saines. Elle est drainée par la vallée du Loing et par son affluent de rive droite, le Lunain.

Cette nappe est généralement à surface libre sous le plateau du Bocage, à l'Est du Loing, où elle est drainée par un réseau karstique suivant l'axe de la vallée du Lunain. Sur les plateaux, on trouve la nappe à une profondeur de 30 à 50 mètres. Dans la vallée basse du Lunain, ainsi que dans la vallée du Loing, la nappe est en charge sous les alluvions et les formations superficielles peu perméables. Sous le plateau du Gâtinais, la nappe de la craie s'écoule vers le Nord Est drainée par la vallée du Loing. Au niveau des points hauts, on peut ainsi la rencontrer à plus de 100 mètres de profondeur.

En règle générale, l'association de circulation de type nappe et les circulations de type karstique dans la craie entraînent une dynamique assez complexe qui se manifeste par une variabilité importante de la perméabilité.

Vulnérabilité de la ressource :

Les gouffres, bétoires, fosses, mardelles, nombreux sur le secteur, sont considérés comme des points sensibles puisqu'ils constituent une zone de communication privilégiée avec la nappe aquifère. Il convient de souligner que la plupart de ces points ne font encore l'objet d'aucune mesure de protection et que de nombreux gouffres et fosses servent de lieu de dépôtage de déchets. On peut distinguer quatre types de secteurs à risques :

- ◆ les secteurs à proximité immédiate du champ captant où les risques de communication entre la nappe et d'éventuelles pollutions (eaux superficielles, déversements, accidents...) sont importants malgré la présence d'une couverture d'alluvions assez imperméable, notamment lors de travaux en fouille ou d'extractions de granulats. De plus, les temps de transit sont relativement courts dans le rayon d'influence des captages ;

- ◆ les secteurs d'affleurement de la craie et en particulier, les zones de gouffres et de perméabilité de type karstique où la nappe de la craie n'est pas en charge, ainsi que les secteurs où la nappe du Sénonien, bien que profonde, est en relation directe et rapide avec la surface par l'intermédiaire de circulations préférentielles à travers les formations tertiaires de recouvrement. Dans ces secteurs, la vulnérabilité de la nappe provient des apports importants d'eaux de surface ou d'apports très localisés de polluants éventuels au niveau des gouffres avec des temps de transit rapides ne permettant pas une auto épuration suffisante ;
- ◆ les secteurs où la craie est affleurante ou peu profonde, mais pour lesquels des apports importants et localisés d'eaux superficielles n'ont pas été observés. Dans ces secteurs, la vulnérabilité de la nappe de la craie est moins importante et liée surtout aux risques de pollutions diffuses et chroniques d'origine para-agricole ou autres, compte tenu du temps de transit plus long ;
- ◆ les secteurs du bassin d'alimentation où la craie est recouverte par toute la série des formations tertiaires, des sables argileux de l'Yprésien aux sables et grès de Fontainebleau, sur une épaisseur de 50 à 100 mètres peuvent être considérés comme peu vulnérables. Les apports de surface ont ici le temps d'être filtrés lorsqu'ils percolent à travers les horizons sableux et gréseux du Stampien.

Une surveillance des points sensibles est assurée par les agents d'exploitation d'Eau de Paris. Des actions d'information auprès des élus ont lieu afin de trouver des solutions en accord avec les impératifs de chacun. Ainsi, les gouffres, bétoires et zones poreuses sont régulièrement visités et nettoyés si nécessaire.

Synthèse de la qualité de l'eau

Concernant les paramètres physico-chimiques, les paramètres critiques sont :

- les nitrates, d'origine essentiellement agricole. Pour les sources de la Joie et de Chaintréauville, les teneurs en nitrates ont continuellement augmenté depuis 10 ans, sans qu'aucune inflexion des tendances n'apparaisse. dans l'ensemble, elles ont gagné environ 1 mg/l par an (en 2001, les teneurs moyennes avoisinaient les 58 mg/l) ;
- Les pesticides : L'ensemble des captages présentent un même niveau de contamination en atrazine, supérieur à la norme actuelle (0.13 µg/l en moyenne). Sur la galerie captante de la Joie, les concentrations en désethyl-atrazine sont équivalentes à celles mesurées en atrazine, ce qui pourrait indiquer une contamination par l'atrazine plus récente ou des conditions de dégradation différentes. Sur la galerie captante de Chaintréauville, la teneur en désethyl-atrazine est en augmentation (0.22µg/l en moyenne en 2001).

Les paramètres critiques sont donc :

- les nitrates ;
- les pesticides.

Filière de Traitement

Afin, notamment, de pouvoir éliminer les pesticides, une usine constituée de filtres à charbon actif en grains à plan d'eau libre a vu le jour en 2004, sur le site de Sorques (77) (arrêté d'autorisation n° 2004-118-2 en date du 27 avril 2004).

Les nitrates ne sont actuellement pas traités : la norme de 50 mg/l est respectée à l'aide de dilution avec des ressources moins contaminées (Vals de Seine).

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 06/2002 : premier rapport hydrogéologique de M.CAMPINCHI ;
- 27/03/2003 : nomination de M.VATHAIRE comme hydrogéologue agréé ;
- 25/09/2003: visite du site ;
- 01/2005 : visite du site ;
- 2005 : mise à jour du rapport hydrogéologique en cours ;
- 11/2008 : consultation inter-administrative ;
- 25/06/2009 : Avis complémentaire de M Vathaire, HAHP ;
- 2010 : Attente de la notice explicative avant la réalisation de l'enquête publique (instruction DTARS 77).

Les sources du Lunain

Ces champs captants, situés sur les communes de Bourron Marlotte et La Genevraye, dans le département de la Seine et Marne (77) sont composés de 76 forages artésiens, 2 puits et de 1 galerie captante.

Les captages ont été regroupés en 3 ensembles :

- le champ captant du Bourron (38 forages artésiens) subdivisés en 3 ensembles (les nouveaux forages, les forages de Bignons et les forages du Sel) ;
- la galerie captante de Villemer ;
- le champ captant de Villeron composé de 2 puits (Coignet et Saint Thomas) et de 38 forages artésiens subdivisés en 3 ensemble : nouveaux forages Coignet, nouveaux forages Saint Thomas et forages Entourage.

Ce champ captant, est autorisé à prélever, par une loi en date du 21 juillet 1897, un débit potentiel moyen de 50 000 m³/j.

Constitution géologique et hydrogéologique

L'aquifère sollicité est la craie du Sénonien qui constitue l'assise géologique de la région.

Le champ captant de Bourron est situé dans la vallée basse du Loing, en rive gauche de la rivière, à environ 4 km en amont de la confluence avec le Lunain au niveau de Montigny sur Loing. Le secteur étudié se trouve à la limite du plateau tertiaire du Gâtinais à l'Ouest et des premières auréoles crétacées du Bassin Parisien à l'Est.

Au niveau du champ captant de Bourron, la coupe géologique est la suivante (la profondeur des forages varie de 20 à 50m) :

- de 0 jusqu'à 2/7 mètres : alluvions argilo-sableuses (quaternaire) : sables et argiles de l'Yprésien peu différenciés ;
- de 20 à 50 mètres : craie blanche à silex altéré puis saine (Sénonien).

Le champ captant de Villeron est situé dans la vallée basse du Lunain, à environ 14 km en amont de la confluence avec le Loing au niveau de Montigny sur Loing. Le secteur étudié se trouve en limite des premières auréoles crétacées du Bassin Parisien, au Sud de la région naturelle de la Brie.

La coupe géologique moyenne au niveau des champs captant de Villeron s'établit ainsi :

- de 0 à 7 mètres : alluvions sablo-argileuses (quaternaire) ;
- de 7 à 15 mètres : craie blanche à silex altérée ou fissurée (Sénonien) ;
- de 15 à 25 mètres : craie blanche à silex saine (Sénonien).

La galerie captante de Villemer est située en amont de la petite vallée du ru de Villemer, affluent du Lunain dont la confluence se trouve au niveau des marais d'Episy à environ 4 km au Nord Ouest du captage. La commune de Villemer est également située à 7 kilomètres au Sud de Moret sur Loing. Le secteur étudiée se trouve au Nord Ouest du plateau du Bocage qui forme les premières auréoles crétacées du Bassin Parisien.

Le substratum géologique est donc constitué par la craie blanche sénonienne qui est sub-affleurante dans la vallée du ru de Villemer et au niveau du bourg de Villemer.

La nappe de la craie est drainée par la vallée du Loing et par son affluent de rive droite, le Lunain. Elle est généralement à surface libre sous le plateau du Bocage, à l'est du Loing, où elle est drainée par un réseau karstique suivant l'axe de la vallée du Lunain. Sur les plateaux, on trouve la nappe à une profondeur de 30 à 50 mètres. Dans la vallée basse du Lunain, ainsi que dans la vallée du Loing, la nappe est en charge sous les alluvions et les formations superficielles peu perméables. Sous le plateau du Gâtinais, la nappe de la craie s'écoule vers le Nord Est, drainée par la vallée du Loing. Au niveau des points hauts, on peut ainsi la rencontrer à plus de 100 mètres de profondeur.

En règle générale, l'association de circulation de type nappe et les circulations de type karstique dans la craie entraînent une dynamique assez complexe qui se manifeste par une variabilité importante de la perméabilité.

L'alimentation de la nappe de la craie se fait :

- par infiltration directe des eaux météoriques sur les affleurements crayeux ;
- par percolation jusqu'à la craie à travers les formations sus-jacentes, alluvions ou formations tertiaires ;
- par pertes de cours d'eau (haute vallée du Lunain) ou engouffrements d'eau de surface dans les zones karstifiées ou poreuses (marais de Larchant).

Vulnérabilité de la ressource

Les gouffres, les bétoires, fosses, mardelles, nombreux sur le secteur, sont considérés comme des points sensibles puisqu'ils constituent une zone de communication privilégiée avec la nappe aquifère. Il convient de souligner que la plupart de ces points ne font encore l'objet d'aucune mesure de protection et que de nombreux gouffres et fosses servent de lieu de dépôtage de déchets.

On peut distinguer quatre types de secteurs à risques :

- ◆ les secteurs à proximité immédiate du champ captant où les risques de communication entre la nappe et d'éventuelles pollutions (eaux superficielles, déversements, accidents...) sont importants malgré la présence d'une couverture d'alluvions assez imperméable, notamment lors de travaux en fouille ou d'extractions de granulats. De plus, les temps de transit sont relativement courts dans le rayon d'influence des captages ;
- ◆ les secteurs d'affleurement de la craie et en particulier, les zones de gouffres et de perméabilité de type karstique où la nappe de la craie n'est pas en charge, ainsi que les secteurs où la nappe du sénonien, bien que profonde, est en relation directe et rapide avec la surface par l'intermédiaire de circulation préférentielles à travers les formations tertiaires de recouvrement. Dans ces secteurs, la vulnérabilité de la nappe provient des apports importants d'eaux de surface ou d'apports très localisés de polluants éventuels au niveau des gouffres avec des temps de transit rapides ne permettant pas une auto épuration suffisante ;
- ◆ les secteurs où la craie est affleurante ou peu profonde, mais pour lesquels des apports importants et localisés d'eaux superficielles n'ont pas été observés. Dans ces secteurs, la vulnérabilité de la nappe de la craie est moins importante et liée surtout aux risques de pollutions diffuses et chroniques d'origine para-agricole ou autres, compte tenu du temps de transit plus long ;
- ◆ les secteurs du bassin d'alimentation où la craie est recouverte par toute la série des formations tertiaires, des sables argileux de l'Yprésien aux sables et grès de Fontainebleau, sur une épaisseur de 50 à 100 mètres peuvent être considérés comme peu vulnérables. Les apports de surface ont ici le temps d'être filtrés lorsqu'ils percolent à travers les horizons sableux et gréseux du Stampien.

Une surveillance des points sensibles est assurée par les agents d'exploitation d'Eau de Paris. Des actions d'information auprès des élus ont lieu afin de trouver des solutions en accord avec les impératifs de chacun. Ainsi, les gouffres, bétoires et zones poreuses sont régulièrement visités et nettoyés si nécessaire.

Synthèse de la qualité de l'eau

Concernant les paramètres physico-chimiques, les paramètres critiques sont :

- les nitrates, d'origine essentiellement agricole. Pour le champ captant de Villemer, les teneurs en nitrates ont continuellement augmenté depuis 10 ans, sans qu'aucune inflexion des tendances n'apparaisse. dans l'ensemble, elles ont gagné environ +1 mg/l par an (en 2001, les teneurs moyennes avoisinaient les 47 mg/l). Les teneurs sur le champ captant de Villeron sont proches de 60 mg/l en moyenne. Par contre, les concentrations en nitrates du champ captant du Bourron sont relativement basses (inférieures à 30 mg/l) et progressent de façon moins marquée que les autres captages ;
- Les pesticides : Les champs captant de Villemer et Villeron présentent un même niveau de contamination en atrazine, supérieur à la norme actuelle (0.13 µg/l en moyenne). Les valeurs moyennes en déséthyl-atrazine sont très élevées pour Villemer et Villeron et 2 à 3 fois supérieures aux valeurs d'atrazine observées sur ces captages. Les captages de Bourron ne sont contaminés par aucune de ces deux substances ;
- La turbidité : depuis la mise en place d'un traitement par filtration lente horizontale à Villemer, le seuil de 1 NTU n'a plus été dépassé.

Filière de traitement

Afin, notamment, de pouvoir éliminer les pesticides, une usine constituée de filtres à charbon actif en grains à plan d'eau libre a vu le jour en 2004, sur le site de Sorques (77) (arrêté d'autorisation n° 2004-118-2 en date du 27 avril 2004).

Les nitrates ne sont actuellement pas traités : la norme de 50 mg/l est respectée à l'aide de dilution avec des ressources moins contaminées (Vals de Seine).

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 1993 : 1^{er} rapport hydrogéologique de M.CAMPINCHI ;
- 03/2003 : nomination de M.GRIERE comme hydrogéologue agréé ;
- 08/2004: visite du site ;
- 2005 : mise à jour du rapport hydrogéologique en cours ;
- 05/2008 : dernier avis de l' HAHP
- 12/2008 : la DDASS souhaite que soit approfondie les relations hydrogéologiques éventuelles entre le Loing et le champ captant de Bourron ;
- 2010 : attente des conclusions de l'étude précitée pour la réalisation d'un nouvel avis de l'HAHP (nomination de M Grière).

Les Vals de Seine

Ce champ captant, situé sur la commune de La Grande Paroisse, dans le département de la Seine et Marne (77) est composé de 21 forages (dont 17 en usage AEP) répartis sur un terrain de plus de 85 hectares appartenant à la Ville de Paris.

Ce champ captant, autorisé à prélever par un décret du 22 novembre 1950, a un débit potentiel moyen de 50 000 m³/j.

Constitution géologique et hydrogéologique

Le site est implanté sur des alluvions graveleuses. Cette couche est épaisse de 5 à 8 mètres selon les endroits et recouverte de limons récents qui semblent assurer un certain colmatage des berges de la Seine. Ces alluvions constituent un site fortement exploité par les sablières pour la construction. Les plus anciennes sablières se trouvent immédiatement à l'Est du site et sont désormais transformées en plans d'eau. D'autres, immédiatement au Sud du champ captant, entre la voie ferrée et la nationale 6, ont été exploitées postérieurement à l'établissement du champ captant et autorisées par arrêtés préfectoraux en dépit des contestations des spécialistes. Elles ne sont plus en exploitation et les sites ont été transformés en plan d'eau. Les plus proches des forages, le long de la voie ferrée ont été rachetés par Eau de Paris. Une autre était utilisée en base motonautique.

Trois "gisements" d'eau cohabitent et sont en équilibre : la Seine, la nappe des alluvions et la nappe de la Craie. Au moment de la mise en service du champ captant, les forages étaient à peine ancrés dans la Craie et la nappe captée était plutôt celle des alluvions. Depuis les travaux d'approfondissement (pour pallier la baisse de la nappe suite à l'exploitation des sablières), le volume directement prélevé dans la Craie est largement majoritaire, d'autant qu'un certain nombre d'ouvrages ne sont crépinés que dans la craie.

Synthèse de la qualité de l'eau

Ces eaux se caractérisent par une absence de turbidité, des teneurs en nitrates sont faibles (20 mg/l en moyenne). La contamination par les produits phytosanitaires est également faible, bien que sur le paramètre déséthyl-atrazine, la teneur moyenne en 2001 dépassait légèrement la norme de 0.1 µg/l (0.11 µg/l).

La qualité de l'eau des Vals de Seine est bonne. La proximité de la Seine et de la voie ferrée les rend vulnérable aux pollutions accidentelles.

Filière de traitement

Les eaux des Vals de Seine ne feront pas l'objet de traitement spécifique dans l'immédiat car les concentrations en pesticides sont ramenées à des valeurs inférieures à 0.1 µg/l par mélange avec les eaux traitées à Sorques et Longueville.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 10/1997 : 1^{er} rapport hydrogéologique de M.ALACYDEI ;
- 08/2003 : 2^{ème} rapport géologique de M. LAUVERJAT
- 06/2004 : modification du rapport ;
- Fin 2005 : enquête publique prévue ;
- 22/03/2007 : arrêté préfectoral portant DUP ;
- 12/2008 : enquête parcellaire
- 6/10/2009 : Inspection du champ captant et contrôle du respect de l'arrêté de DUP.

Les Sources Hautes

Ce champ captant, situé sur les communes de Saint Benoît sur Vanne, dans le département de l'Aube (10), Flacy et Cerilly dans le département de l'Yonne (89), est composé de 6 forages, 1 galerie et 2 drains. Les captages ont été regroupés en 5 ensembles :

- la source de la Bouillarde ;
- les galeries captantes d'Armentières ;
- l'aqueduc drainant de Cerilly ;
- la source Gaudin et sa galerie ;
- les drains de Flacy.

Ce champ captant, autorisé à prélever par un décret du 19 décembre 1866, a un débit potentiel moyen de 60 000 m³/j.

Constitution géologique et hydrogéologique

Les Sources Hautes sont situées en rive gauche du cours supérieur de la rivière de la Vanne, dans les alluvions de fond de vallée. Le bassin versant se partage entre la Champagne et la Bourgogne.

Les sources, galeries captantes ou drains correspondent à des émergences de la nappe de la craie du Turonien moyen et supérieur, et du Coniacien. Ces émergences peuvent se faire au sein des alluvions sus jacentes aux formations crayeuses, qui contiennent la nappe aquifère captée par les Sources Hautes.

Les analyses des eaux des différents captages révèlent une eau caractéristique de l'aquifère crayeux, à savoir une eau bicarbonatée calcique de minéralisation moyenne. Les différents captages sont ensuite caractérisés par des variations et des teneurs plus ou moins importantes en certains éléments liés à l'environnement, notamment nitrates et phytosanitaires.

Le réservoir aquifère présente une perméabilité de fissures karstiques et d'interstices dans sa matrice, qui autorise des débits importants mais souvent irréguliers et variables. En bordure des vallées principales et dans les zones alluviales, le régime d'écoulement est plus régulier. L'alimentation de la nappe est assurée par la percolation des eaux météoriques, à travers les formations superficielles (elles rejoignent ensuite le réseau de diaclases de la craie), mais surtout par l'intermédiaire des pertes situées le long des vallées, conférant aux rus perpendiculaires à la Vanne, un écoulement discontinu et saisonnier en amont de leurs cours. Le bassin d'alimentation hydrogéologique diffère sensiblement du bassin topographique. Enfin, il existe des passages d'eau souterraine d'un bassin versant à l'autre, en particulier une communication entre les Sources Basses et Cérilly, appartenant à deux bassins d'alimentation distincts.

Synthèse de la qualité de l'eau

Les Sources Hautes présente des pics de turbidité ponctuels (> à 1 NTU). Lors de ces pics, les eaux sont renvoyées vers le milieu naturel. La turbidité constitue donc un paramètre important car représentatif du milieu karstique : les aquifères sont donc influencés par la pluviométrie. Ce respect des concentrations impose une réduction des volumes introduits dans l'aqueduc. On observe donc un nombre important de journées de mise en décharge des Sources Hautes.

Concernant les teneurs en phytosanitaires, elles sont en augmentation, ce qui a nécessité la mise en place d'un traitement.

Les paramètres critiques sont :

- la turbidité ;
- les paramètres microbiologiques (parasites) ;
- les pesticides ;
- les nitrates.

Filière de traitement

Afin de traiter la totalité des eaux issues de l'aqueduc de la Vanne, un traitement a été mis en place au niveau du réservoir de l'Hay les Roses (92), afin d'éliminer la turbidité, les produits phytosanitaires et les micro-organismes résistant à la chloration.

La solution technique retenue est :

- adsorption sur charbon actif en grains pour traiter les pesticides et leurs métabolites ;
- filtration membranaire de type ultrafiltration pour éliminer la turbidité.

Les eaux issues de l'aqueduc de la Vanne sont, après traitement, mélangées à l'eau produite par l'usine de potabilisation d'Orly, au sein du réservoir de l'Hay les Roses, puis réacheminées vers Paris via la conduite d'Orly.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 06/02/2001 : rapport hydrogéologique provisoire ;
- 27/08/2002 : envoi du dossier à la préfecture de l'Yonne pour consultation administrative (DDAF 89) ;
- 14/02/2003 : réunion organisée par la DDAF avec la Chambre d'Agriculture car le rapport hydrogéologique est jugé trop pénalisant pour la profession agricole ;
- 08/2004 : courrier de relance en Préfecture de l'Yonne ;
- 2004 : réunions avec l'hydrogéologue agréé pour modification du rapport et adaptation des délimitations sur le cadastre ;
- 01/2007 : reprise de la procédure par la DDASS 89 ;
- 08/2009 : consultation inter-administrative
- 05/2010 : enquête publique.

Les Sources Basses

Ce champ captant, situé sur les communes de Theil sur Yonne, Chigy, Noe et Villeneuve sur Yonne, dans le département de l'Yonne (89), est composé de 6 forages, 1 galerie et 2 drains. Ces sources sont relevées avant d'être introduites dans l'aqueduc de la Vanne, grâce aux usines de Chigy, La Forge, Malay le Petit et Maillot.

Les captages ont été regroupés en 10 ensembles :

- les sources et drain de Pâtures ;
- le groupe des drains et de la source du Maroy ;
- le drain du Maroy ;
- les galeries captantes de Saint Philbert et de Saint Marcouf ;
- le drain de Saint Philbert ;
- la galerie captante du Miroir,
- la galerie captante et le forage de Noe
- les petites sources de Theil sur Vanne (Oie, Capray et Auge)
- la source de Malhortie ;
- les sources de Cochepies.

Ce champ captant, autorisé à prélever par les décrets du 19 décembre 1866 (Vallée de la Vanne), du 13 juillet 1878 (sources du Maroy) et du 14 mars 1885 (Sources de Cochepies) , a un débit potentiel moyen de 78 000 m³/j (dont 32 000 m³/j pour les sources de Cochepies).

Constitution géologique et hydrogéologique

Les Sources Basses sont situées en rive gauche du cours inférieur de la rivière de la Vanne, dans les alluvions de fond de vallée, ainsi que dans la vallée du ru de Saint Ange pour les sources de Cochepies. Les sources, galeries captantes ou drains correspondent à des émergences de la nappe de la craie du Turonien moyen et supérieur, et du Coniacien. Ces émergences peuvent se faire au sein des alluvions sus jacentes aux formations crayeuses, qui contiennent la nappe aquifère captée par les Sources Basses.

Les analyses des eaux des différents captages révèlent une eau caractéristique de l'aquifère crayeux, à savoir une eau bicarbonatée calcique de minéralisation moyenne. Les différents captages sont ensuite caractérisés par des variations et des teneurs plus ou moins importantes en certains éléments liés à l'environnement, notamment nitrates et phytosanitaires.

Les phénomènes karstiques sur l'aire d'études sont d'une grande complexité et variété. En effet, des traçages à la fluorescéine ayant mis en évidence des communications rapides (100 à 200 m/h) entre des gouffres et des bétoires (nombreux sur le site) et les sources. De même, il existe des passages d'eau souterraine d'un bassin versant à l'autre : une communication relie les sources de Noe et de Theil sur Yonne aux sources de Cochepies, appartenant à deux bassins d'alimentation distincts.

L'ensemble des captages de Cochepies, situés en rive gauche du ru de Saint Ange, est édifié dans la craie altérée marneuse du Turonien Supérieur ou dans les alluvions surmontant cet horizon. Cette craie est fissurée, faillée et karstique. Sa protection est assurée par des placages discontinus de formations superficielles souvent perméables. Il faut noter que les eaux de la craie sont de bonne qualité malgré une filtration insuffisante liée aux diaclases, rendant la ressource sensible à la pollution bactériologique.

Synthèse de la qualité de l'eau

Les Sources Basses présente des pics de turbidité ponctuels (> à 1 NTU). Lors de ces pics, les eaux sont renvoyées vers le milieu naturel. La turbidité constitue donc un paramètre important car représentatif du milieu karstique : les aquifères sont donc influencés par la pluviométrie.

Ce respect des concentrations impose une réduction des volumes introduits dans l'aqueduc.

Concernant les teneurs en phytosanitaires, elles sont en augmentation, ce qui a nécessité la mise en place d'un traitement.

Les paramètres critiques sont :

- la turbidité ;
- les paramètres microbiologiques (résistant à la chloration : parasites...)
- les pesticides ;
- les nitrates.

Filière de traitement

Afin de traiter la totalité des eaux issues de l'aqueduc de la Vanne, un traitement a été réalisé au niveau du réservoir de l'Hay les Roses (92), afin d'éliminer la turbidité, les produits phytosanitaires et les micro-organismes résistant à la chloration.

La solution technique retenue est :

- adsorption sur charbon actif en grains pour traiter les pesticides et leurs métabolites ;
- filtration membranaire de type ultrafiltration pour éliminer la turbidité.

Les eaux issues de l'aqueduc de la Vanne sont, après traitement, mélangées à l'eau produite par l'usine de potabilisation d'Orly, au sein du réservoir de l'Hay les Roses, puis réacheminées vers Paris via la conduite d'Orly.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 06/02/2001 : rapport hydrogéologique provisoire ;
- 17/10/2003 : envoi du dossier à la préfecture de l'Yonne pour consultation administrative (DDAF 89) ;
- 14/02/2003 : réunion organisée par la DDAF avec la Chambre d'Agriculture car le rapport hydrogéologique est jugé trop pénalisant pour la profession agricole ;
- 08/2004 : courrier de relance en Préfecture de l'Yonne ;
- 2004 : réunions avec l'hydrogéologue agréé pour modification du rapport et adaptation des délimitations sur le cadastre ;
- 01/2007 : reprise de la procédure par la DDASS 89 ;
- 2010 : ce dossier est subordonné à l'avancement préalable du dossier des sources hautes.

Le champ captant des Vals d'Yonne

Ce champ captant, situé sur les communes de Gisy les Nobles et de Villeperrot, dans le département de l'Yonne (89), est composé de 10 puits (dont deux sont en réserve) : 9 puits creusés sur la rive droite de l'Yonne et le puits n°10 de Villeperrot, sur la rive gauche.

Ce champ captant, autorisé à prélever et bénéficiant d'une déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection par arrêté du 11 juillet 1985, a un débit potentiel moyen de 60 000 m³/j.

Constitution géologique et hydrogéologique

Au point de vue géologique, la vallée est entaillée dans la partie moyenne de la craie blanche attribuée à l'étage du Sénonien. La Craie, en règle générale, est fortement diaclasée jusqu'à 20 à 30 mètres sous la surface topographique et, dans cette zone superficielle, a une très forte perméabilité due à une grande densité de fissures. Par contre, en profondeur, la craie n'a qu'une perméabilité matricielle. Les eaux de surface pénètrent dans la craie superficielle, puis s'écoulent souterrainement parallèlement à la surface topographique et se rassemblent sous les vallées où existent des circulations assez importantes dues à l'existence de diaclases élargies par dissolution de la roche.

Ce schéma général s'applique bien à la région de Gisy les Nobles, où il ne se complique pas de l'existence de circulations karstiques ou de failles créant des zones diaclasées importantes, indépendantes de la surface topographique. Par contre, il a été noté au moment du creusement des puits, l'existence de couches d'aspect crayeux mais plastiques reposant sur la craie diaclasée et d'une épaisseur d'un mètre environ, "craie marneuse". Les alluvions couvrent tout le fond de la vallée sur une largeur d'environ un kilomètre, épaisses de 6 à 8 mètres en moyenne. Elles se réduisent brutalement vers la base des coteaux. Dans la plaine alluviale, on observe des limons argilosableux sur une épaisseur variant entre 1 et 2 mètres, en partie supérieure. La partie moyenne et inférieure de la nappe alluviale est formée par des sables et des cailloutis sur environ 5 mètres.

Les relations entre l'Yonne et les deux nappes précédentes n'ont pas fait localement l'objet d'études. En règle générale et en l'absence de captage, les nappes de la craie et des alluvions se déversent dans la rivière, sauf en période de crues, où, à l'inverse, la rivière tend à se déverser dans la nappe des alluvions. Ces communications des nappes et de la rivière sont relativement lentes en raison du colmatage des berges qui procure également une excellente filtration des eaux. Lorsque les crues amènent le flot de la rivière à déborder au-dessus de la plaine alluviale, il y a recharge importante de la nappe, mais là encore, il y a une filtration efficace de l'eau par les couches les plus élevées des alluvions (limons argilosableux).

Synthèse de la qualité de l'eau

Les paramètres critiques sont :

- les pesticides.

Filière de traitement

Afin de traiter la totalité des eaux issues de l'aqueduc de la Vanne, un traitement a été réalisé au niveau du réservoir de l'Hay les Roses (92), afin d'éliminer la turbidité, les produits phytosanitaires et les micro-organismes résistant à la chloration.

La solution technique retenue est :

- adsorption sur charbon actif en grains pour traiter les pesticides et leurs métabolites ;
- filtration membranaire de type ultrafiltration pour éliminer la turbidité.

Les eaux issues de l'aqueduc de la Vanne sont, après traitement, mélangées à l'eau produite par l'usine de potabilisation d'Orly, au sein du réservoir de l'Hay les Roses, puis réacheminées vers Paris via la conduite d'Orly.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 21/01/1981 : rapport hydrogéologique ;
- 02/02/1983 : modification du rapport hydrogéologique ;
- 17/07/1985 : arrêté préfectoral du Préfet de l'Yonne déclarant d'utilité publique les périmètres de protection du champ captant des Vals d'Yonne.

Les forages à l'Albien (Paul Verlaine, La Madone, Lamartine)

Ces ouvrages, situés sur la commune de Paris (Paul Verlaine 12^{ième} arrondissement, la Madone 18^{ième} arrondissement et Lamartine 16^{ième} arrondissement), ont pour objectif d'être utilisés uniquement en cas de crise de l'approvisionnement en eau potable de la population parisienne. Hors situation de crise, ces forages n'alimentent que des fontaines publiques au débit maximum de 2 m³/h, excepté la fontaine Lamartine qui alimente également une usine d'embonbonnage devant stocker un certain nombre de bonbonnes utilisables en secours pour l'alimentation en EDCH de la ville de Paris.

Constitution géologique et hydrogéologique

Géologiquement, la ville de Paris se situe à peu près au centre du bassin parisien, qui est le plus grand bassin sédimentaire français. C'est un empilement de couches sédimentaires très inégalement perméables, les plus enfouies se trouvant à plus de 3000 mètres de profondeur.

La nappe captée circule dans d'épais bancs sableux, plus ou moins grossiers, compris entre des niveaux argileux qui forment les épontes des terrains aquifères et qui appartiennent aux formations datées de l'Albien (Crétacé inférieur).

Synthèse de la qualité de l'eau

L'eau de la nappe de l'Albien est d'excellente qualité. Sa minéralisation est très faible (< 0.5 mg/l). Ses caractéristiques naturelles en font une eau potable, à l'exception des teneurs en fer, et parfois en manganèse qui peuvent présenter localement des valeurs supérieures aux seuils fixés par l'arrêté du 11 janvier 2007.

La teneur en fluor est relativement élevée, bien qu'inférieure à la limite fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 (1.5 mg/l). Ainsi, les eaux de la fontaine Verlaine, comportant les plus fortes teneurs en fluor, sont susceptibles d'être déconseillées pour l'alimentation des nourrissons, et nécessitent, en cas de consommation régulière, un avis médical avant tout apport complémentaire médicamenteux en fluor.

Filière de traitement

Afin de diminuer les teneurs en fer et en manganèse, un traitement par aération à l'aide d'un air lift a été mis en place sur chacune des fontaines publiques.

Sur l'usine d'embonbonnage captant l'eau du puits de Passy (16^{ième} arrondissement), un traitement complet a été mis en place :

- oxygénation ;
- filtration sur filtre à sable ;
- passage sous UV pour désinfection.

Historique de l'instauration des périmètres de protection

- 19/08/1998 : arrêté préfectoral n°98-11344 autorisant la SAGEP à réaliser un forage à l'Albien place Paul Verlaine ;
- 03/03/2001 : rapport hydrogéologique ;
- 09/02/2001 : avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène de Paris ;
- 16/02/2001: arrêté préfectoral n°01-15359 du Préfet de Police de Paris réglementant les conditions d'exploitation.

ANNEXE 8

Requête d'aide à la détermination des captages prioritaires : paramètre DESETHYL-ATRAZINE

| Critères d'extraction | |
|-----------------------|---|
| Univers | SI_EPDT2 - AEP Départemental V2.2 |
| Installations | CAP/MCA à l'amont immédiat d'une UDI ou d'une TTP d'usage AEP |
| Années | Depuis 2003 |
| Usage | AEP |
| Resp Suivi | N |
| Représentativité | O |
| Motif | CS |
| Type d'eau | A1 ; A2 ; A3 ; B ; S |
| Débits | Correction :50 m3/j pour les débits absents |
| Date d'extraction | jeudi 01 juillet 2010 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|----------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000001 | VAL D'YONNE 1 | 02958X0113 | 7800 | 0,04 | 15 | 0,02 | 2 | 0,08 | 2 | 0,02 | 2 | 0,04 | 2 | 0,07 | 2 | 0,05 | 2 | 0,05 | 2 | 0,05 | 1 |
| 075 | 075000002 | VAL D'YONNE 2 | 02958X0186 | 4700 | 0,03 | 7 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,02 | 1 | 0,06 | 1 | 0,00 | 1 | 0,04 | 1 | 0,05 | 1 | | |
| 075 | 075000003 | VAL D'YONNE 3 | 02958X0187 | 10000 | 0,05 | 14 | 0,06 | 2 | 0,04 | 2 | 0,02 | 1 | 0,05 | 2 | 0,07 | 2 | 0,06 | 2 | 0,06 | 2 | 0,07 | 1 |
| 075 | 075000004 | VAL D'YONNE 4 | 02958X0188 | 4200 | 0,10 | 8 | 0,04 | 1 | 0,20 | 1 | 0,04 | 1 | 0,10 | 1 | 0,13 | 1 | 0,05 | 1 | 0,12 | 1 | 0,11 | 1 |
| 075 | 075000005 | VAL D'YONNE 5 | 02958X0188 | 7000 | 0,06 | 15 | 0,08 | 2 | 0,03 | 2 | 0,03 | 2 | 0,07 | 2 | 0,08 | 2 | 0,06 | 2 | 0,07 | 2 | 0,07 | 1 |
| 075 | 075000006 | VAL D'YONNE 6 | 02958X0190 | 8000 | 0,06 | 15 | 0,07 | 2 | 0,08 | 2 | 0,03 | 2 | 0,08 | 2 | 0,07 | 2 | 0,05 | 2 | 0,06 | 2 | 0,06 | 1 |
| 075 | 075000007 | VAL D'YONNE 7 | 02958X0051 | 8000 | 0,08 | 12 | 0,11 | 2 | 0,11 | 2 | 0,04 | 2 | 0,08 | 2 | 0,08 | 2 | | | 0,07 | 2 | | |
| 075 | 075000008 | VAL D'YONNE 8 | 02958X0191 | 6700 | 0,08 | 15 | 0,10 | 2 | 0,16 | 2 | 0,03 | 2 | 0,08 | 3 | 0,07 | 2 | 0,08 | 2 | 0,06 | 2 | | |
| 075 | 075000015 | GANDEROLLE | 02153X2029 | 4752 | 0,04 | 16 | 0,08 | 2 | 0,04 | 2 | 0,02 | 3 | 0,03 | 2 | 0,03 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 3 | | |
| 075 | 075000016 | BLAOU | 02153X2030 | 24624 | 0,03 | 31 | 0,06 | 3 | 0,05 | 4 | 0,01 | 5 | 0,02 | 4 | 0,03 | 4 | 0,03 | 4 | 0,02 | 5 | 0,02 | 2 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000017 | ERIGNY | 02153X2026 | 9504 | 0,04 | 17 | 0,08 | 2 | 0,08 | 2 | 0,02 | 3 | 0,03 | 2 | 0,03 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 2 |
| 075 | 075000018 | GRAVIERS | 02153X2031 | 7776 | 0,04 | 15 | 0,07 | 2 | 0,07 | 2 | 0,01 | 3 | 0,03 | 2 | 0,03 | 2 | 0,05 | 2 | 0,04 | 2 | | |
| 075 | 075000019 | FOISYS | 02153X2032 | 11232 | 0,03 | 30 | 0,06 | 3 | 0,05 | 4 | 0,01 | 5 | 0,02 | 4 | 0,01 | 4 | 0,04 | 4 | 0,03 | 5 | 0,03 | 1 |
| 075 | 075000020 | RIVIERE | 02153X2033 | 17280 | 0,02 | 30 | 0,03 | 3 | 0,01 | 4 | 0,01 | 5 | 0,01 | 4 | 0,01 | 4 | 0,03 | 4 | 0,03 | 5 | 0,04 | 1 |
| 075 | 075000037 | COCHEPIE | 03315X0009 | 32000 | 0,06 | 29 | 0,08 | 3 | 0,08 | 4 | 0,03 | 4 | 0,07 | 4 | 0,05 | 3 | 0,08 | 4 | 0,07 | 5 | 0,06 | 2 |
| 075 | 075000044 | ST PHILBERT | 03313X0021 | 3500 | 0,08 | 7 | 0,13 | 1 | 0,08 | 1 | 0,03 | 1 | 0,04 | 1 | 0,11 | 1 | 0,08 | 1 | 0,09 | 1 | | |
| 075 | 075000045 | ST MARCOUF | 03313X0021 | 3500 | 0,09 | 8 | 0,15 | 1 | 0,13 | 1 | 0,04 | 1 | 0,04 | 1 | 0,09 | 1 | 0,10 | 1 | 0,06 | 2 | | |
| 075 | 075000046 | MALHORTIES | 03313X0020 | 1600 | 0,06 | 7 | 0,10 | 1 | 0,10 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,07 | 1 | 0,06 | 1 | 0,06 | 1 | | |
| 075 | 075000047 | D ST PHILBERT | 03313X0046 | 1460 | 0,08 | 7 | 0,13 | 1 | 0,10 | 1 | 0,05 | 1 | 0,05 | 1 | 0,08 | 1 | 0,09 | 1 | 0,07 | 1 | | |
| 075 | 075000051 | MIROIR | 03313X0019 | 13600 | 0,04 | 29 | 0,02 | 4 | 0,03 | 4 | 0,01 | 4 | 0,06 | 4 | 0,05 | 4 | 0,06 | 4 | 0,05 | 4 | 0,05 | 1 |
| 075 | 075000056 | ARMENTIERES | 03321X0018 | 30500 | 0,10 | 30 | 0,09 | 4 | 0,10 | 4 | 0,05 | 4 | 0,09 | 4 | 0,09 | 4 | 0,15 | 4 | 0,11 | 5 | 0,14 | 1 |
| 075 | 075000057 | FLACY | 03321X1018 | 7000 | 0,07 | 14 | 0,07 | 2 | 0,05 | 2 | 0,05 | 2 | 0,10 | 2 | 0,00 | 1 | 0,09 | 2 | 0,08 | 2 | 0,09 | 1 |
| 075 | 075000065 | PIGEONS | 02594X0013 | 2500 | 0,29 | 6 | 0,11 | 1 | 0,50 | 1 | | | 0,11 | 1 | 0,39 | 1 | 0,32 | 1 | 0,33 | 1 | | |
| 075 | 075000066 | GLATIGNY | 02594X0012 | 2500 | 0,36 | 7 | 0,20 | 1 | 0,45 | 1 | | | 0,18 | 1 | 0,55 | 1 | 0,45 | 1 | 0,45 | 1 | 0,22 | 1 |
| 075 | 075000067 | VIEUX MOULINS | 02594X0015 | 2500 | 0,40 | 7 | 0,53 | 1 | 0,53 | 1 | 0,20 | 1 | 0,22 | 1 | 0,46 | 1 | 0,44 | 1 | 0,39 | 1 | | |
| 075 | 075000068 | GAUTHIERES | 02594X0014 | 700 | 0,37 | 7 | 0,43 | 1 | 0,45 | 1 | 0,20 | 1 | 0,22 | 1 | 0,44 | 1 | 0,46 | 1 | 0,41 | 1 | | |
| 075 | 075000069 | FONTAINE ROUILLOT | 02601X0128 | 9700 | 0,22 | 14 | 0,16 | 2 | 0,32 | 2 | 0,15 | 1 | 0,13 | 2 | 0,28 | 2 | 0,22 | 2 | 0,26 | 2 | 0,22 | 1 |
| 075 | 075000070 | FONTAINES | 02601X0129 | 5700 | 0,23 | 14 | 0,21 | 2 | 0,29 | 2 | 0,14 | 1 | 0,13 | 2 | 0,29 | 2 | 0,27 | 2 | 0,24 | 2 | 0,20 | 1 |
| 075 | 075000071 | BROCARD | 02601X0024 | 2419 | 0,24 | 6 | 0,10 | 1 | 0,30 | 1 | | | 0,13 | 1 | 0,33 | 1 | 0,27 | 1 | 0,30 | 1 | | |
| 075 | 075000072 | FONDS TENUS | 02601X0025 | 9763 | 0,20 | 14 | 0,12 | 2 | 0,20 | 2 | 0,13 | 1 | 0,16 | 2 | 0,29 | 2 | 0,24 | 2 | 0,25 | 2 | 0,22 | 1 |
| 075 | 075000073 | TETE | 02602X0052 | 8120 | 0,25 | 12 | 0,23 | 2 | 0,27 | 2 | 0,14 | 1 | | | 0,31 | 2 | 0,25 | 2 | 0,28 | 2 | 0,26 | 1 |
| 075 | 075000081 | VICOMTE | 02602X0057 | 28685 | 0,26 | 29 | 0,30 | 4 | 0,28 | 4 | 0,15 | 3 | 0,19 | 4 | 0,30 | 4 | 0,28 | 4 | 0,29 | 4 | 0,27 | 2 |
| 075 | 075000082 | AUGE 1 | 02602X0055 | 3283 | 0,23 | 7 | 0,12 | 1 | 0,28 | 1 | | | 0,13 | 1 | 0,28 | 1 | 0,29 | 1 | 0,29 | 1 | 0,25 | 1 |
| 075 | 075000083 | AUGE 2 | 02602X0091 | 3283 | 0,24 | 6 | 0,11 | 1 | 0,35 | 1 | | | 0,12 | 1 | 0,29 | 1 | 0,27 | 1 | 0,28 | 1 | | |
| 075 | 075000087 | NEUFS 1 | 02602X0056 | 1296 | 0,26 | 6 | 0,09 | 1 | 0,40 | 1 | | | 0,11 | 1 | 0,27 | 1 | 0,38 | 1 | 0,29 | 1 | | |
| 075 | 075000088 | NEUFS 2 | 02602X0123 | 1037 | 0,21 | 6 | 0,11 | 1 | 0,25 | 1 | | | 0,11 | 1 | 0,28 | 1 | 0,22 | 1 | 0,28 | 1 | | |
| 075 | 075000089 | BASSIN | 02602X0058 | 4752 | 0,39 | 15 | 0,26 | 2 | 0,49 | 2 | 0,23 | 1 | 0,24 | 2 | 0,52 | 3 | 0,42 | 2 | 0,48 | 2 | 0,35 | 1 |
| 075 | 075000090 | VILLEMER | 02948X0009 | 8986 | 0,12 | 18 | 0,19 | 2 | 0,23 | 2 | 0,03 | 2 | 0,09 | 2 | 0,14 | 2 | 0,11 | 2 | 0,10 | 5 | 0,11 | 1 |
| 075 | 075000091 | COIGNET | 02947X0039 | 3560 | 0,18 | 8 | 0,09 | 1 | 0,30 | 1 | 0,15 | 1 | 0,12 | 2 | 0,26 | 1 | 0,18 | 1 | 0,19 | 1 | | |
| 075 | 075000092 | ST THOMAS | 02947X0042 | 8700 | 0,18 | 15 | 0,20 | 2 | 0,29 | 2 | 0,14 | 2 | 0,08 | 2 | 0,22 | 2 | 0,17 | 2 | 0,18 | 2 | 0,17 | 1 |
| 075 | 075000128 | F 38 | 02947X0038 | 1500 | 0,04 | 7 | 0,02 | 1 | 0,08 | 1 | 0,00 | 1 | 0,04 | 1 | 0,07 | 1 | 0,05 | 1 | 0,05 | 1 | | |
| 075 | 075000166 | LA JOIE | 02946X0043 | 15725 | 0,13 | 30 | 0,18 | 4 | 0,18 | 4 | 0,05 | 4 | 0,07 | 4 | 0,15 | 4 | 0,13 | 4 | 0,13 | 5 | 0,13 | 1 |
| 075 | 075000167 | CHAINTREAUVILLE | 02946X0044 | 20736 | 0,12 | 30 | 0,17 | 4 | 0,17 | 4 | 0,06 | 4 | 0,06 | 4 | 0,14 | 4 | 0,13 | 4 | 0,13 | 5 | 0,12 | 1 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000168 | VALS DE SEINE 1 | 02951X0031 | 3100 | 0,03 | 7 | 0,08 | 1 | 0,00 | 1 | 0,02 | 1 | 0,03 | 1 | 0,08 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000170 | VALS DE SEINE 3 | 02951X0033 | 4900 | 0,04 | 14 | 0,08 | 2 | 0,05 | 2 | 0,04 | 1 | 0,05 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 2 | 0,02 | 2 | 0,03 | 1 |
| 075 | 075000171 | VALS DE SEINE 4 | 02951X0034 | 2900 | 0,02 | 7 | 0,05 | 1 | 0,05 | 1 | 0,02 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000174 | VALS DE SEINE 7 | 02951X0037 | 1300 | 0,05 | 6 | 0,08 | 1 | 0,00 | 1 | 0,03 | 1 | 0,05 | 1 | 0,06 | 1 | 0,07 | 1 | | | | |
| 075 | 075000175 | VALS DE SEINE 8 | 02951X0038 | 1700 | 0,04 | 6 | 0,08 | 1 | 0,05 | 1 | 0,04 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | | | 0,03 | 1 | | |
| 075 | 075000177 | VALS DE SEINE 10 | 02951X0040 | 4300 | 0,06 | 15 | 0,12 | 2 | 0,08 | 2 | 0,04 | 2 | 0,07 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 2 | 0,05 | 3 | | |
| 075 | 075000178 | VALS DE SEINE 11 | 02951X0041 | 2000 | 0,11 | 1 | | | | | | | | | | | | 0,11 | 1 | | | |
| 075 | 075000179 | VALS DE SEINE 12 | 02944X0027 | 2100 | 0,10 | 7 | 0,15 | 1 | 0,15 | 1 | 0,05 | 1 | 0,07 | 1 | 0,10 | 1 | 0,05 | 1 | 0,12 | 1 | | |
| 075 | 075000180 | VALS DE SEINE 13 | 02944X0028 | 2100 | 0,10 | 7 | 0,10 | 1 | 0,18 | 1 | 0,06 | 1 | 0,10 | 1 | 0,09 | 1 | | | 0,10 | 1 | 0,09 | 1 |
| 075 | 075000181 | VALS DE SEINE 14 | 02944X0029 | 2400 | 0,12 | 7 | 0,13 | 1 | 0,18 | 1 | 0,07 | 1 | 0,12 | 1 | 0,14 | 1 | | | 0,12 | 1 | 0,11 | 1 |
| 075 | 075000182 | VALS DE SEINE 15 | 02944X0030 | 2300 | 0,05 | 8 | 0,10 | 1 | 0,08 | 1 | 0,03 | 1 | 0,03 | 1 | 0,05 | 1 | 0,07 | 1 | 0,04 | 1 | 0,03 | 1 |
| 075 | 075000183 | VALS DE SEINE 16 | 02944X0031 | 4500 | 0,05 | 8 | 0,08 | 1 | 0,08 | 1 | 0,02 | 1 | 0,03 | 1 | 0,06 | 1 | 0,05 | 1 | 0,03 | 1 | 0,03 | 1 |
| 075 | 075000184 | VALS DE SEINE 17 | 02944X0032 | 2300 | 0,06 | 7 | 0,08 | 1 | 0,08 | 1 | 0,05 | 1 | 0,06 | 1 | 0,06 | 1 | 0,05 | 1 | 0,04 | 1 | | |
| 075 | 075000185 | VALS DE SEINE 18 | 02944X0033 | 4500 | 0,05 | 6 | 0,08 | 1 | 0,05 | 1 | 0,00 | 1 | 0,05 | 1 | 0,08 | 1 | 0,06 | 1 | | | | |
| 075 | 075000186 | VALS DE SEINE 19 | 02951X0042 | 2100 | 0,01 | 7 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,03 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,04 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000187 | VALS DE SEINE 20 | 02951X0157 | 3600 | 0,09 | 7 | 0,15 | 1 | 0,13 | 1 | 0,06 | 1 | 0,10 | 1 | 0,11 | 1 | 0,11 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000188 | VALS DE SEINE 21 | 02944X0193 | 4800 | 0,06 | 7 | 0,08 | 1 | 0,08 | 1 | 0,04 | 1 | 0,04 | 1 | 0,07 | 1 | 0,06 | 1 | 0,05 | 1 | | |
| 075 | 075000189 | GRUPE ST THOMAS | | 518 | 0,16 | 8 | 0,07 | 1 | 0,30 | 1 | 0,08 | 2 | 0,12 | 1 | 0,26 | 1 | 0,14 | 1 | 0,22 | 1 | | |
| 075 | 075000190 | BIGNONS | | 9504 | 0,04 | 16 | 0,05 | 2 | 0,07 | 2 | 0,01 | 2 | 0,04 | 2 | 0,00 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 3 | 0,04 | 1 |
| 075 | 075000191 | BOURRON | | 10627 | 0,04 | 16 | 0,05 | 2 | 0,07 | 2 | 0,02 | 2 | 0,02 | 2 | 0,03 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 3 | 0,04 | 1 |
| 075 | 075000192 | SEL | | 1728 | 0,04 | 7 | 0,00 | 1 | 0,08 | 1 | 0,02 | 1 | 0,03 | 1 | 0,05 | 1 | 0,04 | 1 | 0,03 | 1 | | |
| 075 | 075000193 | GRUPE A | | 605 | 0,24 | 6 | 0,09 | 1 | 0,35 | 1 | | | 0,15 | 1 | 0,27 | 1 | 0,28 | 1 | 0,30 | 1 | | |
| 075 | 075000194 | GRUPE C | | 7085 | 0,26 | 14 | 0,23 | 2 | 0,37 | 2 | 0,17 | 1 | 0,16 | 2 | 0,30 | 2 | 0,28 | 2 | 0,30 | 3 | | |
| 075 | 075000195 | RIVIERE | | 4061 | 0,25 | 14 | 0,19 | 2 | 0,25 | 2 | 0,17 | 1 | 0,16 | 2 | 0,29 | 2 | 0,34 | 2 | 0,30 | 2 | 0,24 | 1 |
| 075 | 075000197 | PATURES | | 5200 | 0,09 | 14 | 0,13 | 2 | 0,13 | 2 | 0,05 | 2 | 0,05 | 2 | 0,10 | 2 | 0,10 | 2 | 0,10 | 2 | | |
| 075 | 075000198 | MAROY | | 3100 | 0,08 | 16 | 0,12 | 2 | 0,10 | 2 | 0,05 | 2 | 0,07 | 2 | 0,09 | 2 | 0,10 | 2 | 0,07 | 3 | 0,08 | 1 |
| 075 | 075000199 | THEIL | | 1460 | 0,07 | 7 | 0,13 | 1 | 0,08 | 1 | 0,04 | 1 | 0,02 | 1 | 0,10 | 1 | 0,06 | 1 | 0,05 | 1 | | |
| 075 | 075000200 | NOE | | 6048 | 0,04 | 28 | 0,04 | 4 | 0,06 | 4 | 0,02 | 4 | 0,05 | 4 | 0,05 | 4 | 0,05 | 4 | 0,05 | 4 | | |
| 075 | 075000201 | BOUILLARDE | | 2851 | 0,02 | 14 | 0,03 | 2 | 0,00 | 2 | 0,01 | 2 | 0,03 | 2 | 0,00 | 2 | 0,04 | 2 | 0,02 | 2 | | |
| 075 | 075000202 | CERILLY | | 17107 | 0,09 | 29 | 0,08 | 4 | 0,10 | 4 | 0,06 | 4 | 0,08 | 4 | 0,09 | 4 | 0,11 | 4 | 0,09 | 4 | 0,13 | 1 |
| 075 | 075000203 | GAUDIN | | 2333 | 0,16 | 8 | 0,13 | 1 | 0,13 | 1 | 0,11 | 1 | 0,16 | 1 | 0,18 | 1 | 0,16 | 1 | 0,22 | 1 | 0,17 | 1 |
| 075 | 075000205 | GRUPE COIGNET | | 4666 | 0,18 | 13 | 0,19 | 2 | 0,28 | 2 | 0,13 | 2 | 0,12 | 1 | 0,21 | 2 | 0,14 | 2 | 0,19 | 2 | | |
| 075 | 075000217 | MARNE A JOINVILLE | | 50000 | 0,03 | 100 | 0,07 | 24 | 0,05 | 12 | 0,01 | 10 | 0,01 | 12 | 0,03 | 12 | 0,03 | 12 | 0,01 | 13 | 0,01 | 5 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|----------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000219 | SEINE A ORLY | | 94000 | 0,04 | 101 | 0,07 | 24 | 0,05 | 12 | 0,01 | 10 | 0,02 | 12 | 0,03 | 12 | 0,04 | 12 | 0,03 | 14 | 0,02 | 5 |
| 075 | 075000266 | MONTREUIL MELANGE | | 17772 | 0,06 | 17 | | | | | | | 0,04 | 4 | 0,07 | 4 | 0,07 | 4 | 0,05 | 5 | | |
| 075 | 075000267 | VERT EN DROUAIS | | 18808 | 0,02 | 21 | | | | | | | 0,03 | 4 | 0,02 | 4 | 0,04 | 4 | 0,01 | 7 | 0,00 | 2 |
| 075 | 075000268 | BREUIL MELANGE | | 12960 | 0,09 | 8 | | | | | | | 0,04 | 2 | 0,12 | 2 | 0,10 | 2 | 0,10 | 2 | | |

Requête d'aide à la détermination des captages prioritaires : paramètre ATRAZINE

| Critères d'extraction | |
|-----------------------|---|
| Univers | SI_EPDT2 - AEP Départemental V2.2 |
| Installations | CAP/MCA à l'amont immédiat d'une UDI ou d'une TTP d'usage AEP |
| Années | Depuis 2003 |
| Usage | AEP |
| Resp Suivi | N |
| Représentativité | O |
| Motif | CS |
| Type d'eau | A1 ; A2 ; A3 ; B ; S |
| Débits | Correction :50 m3/j pour les débits absents |
| Date d'extraction | jeudi 01 juillet 2010 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|----------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000001 | VAL D'YONNE 1 | 02958X0113 | 7800 | 0,01 | 15 | 0,03 | 2 | 0,04 | 2 | 0,01 | 2 | 0,02 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000002 | VAL D'YONNE 2 | 02958X0186 | 4700 | 0,00 | 7 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000003 | VAL D'YONNE 3 | 02958X0187 | 10000 | 0,04 | 14 | 0,06 | 2 | 0,05 | 2 | 0,03 | 1 | 0,05 | 2 | 0,03 | 2 | 0,03 | 2 | 0,05 | 2 | 0,05 | 1 |
| 075 | 075000004 | VAL D'YONNE 4 | 02958X0188 | 4200 | 0,08 | 8 | 0,10 | 1 | 0,09 | 1 | 0,04 | 1 | 0,07 | 1 | 0,12 | 1 | 0,00 | 1 | 0,12 | 1 | 0,11 | 1 |
| 075 | 075000005 | VAL D'YONNE 5 | 02958X0188 | 7000 | 0,03 | 15 | 0,06 | 2 | 0,02 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 2 | 0,03 | 2 | 0,02 | 2 | 0,02 | 2 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000006 | VAL D'YONNE 6 | 02958X0190 | 8000 | 0,02 | 15 | 0,05 | 2 | 0,05 | 2 | 0,03 | 2 | 0,04 | 2 | 0,00 | 2 | 0,02 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000007 | VAL D'YONNE 7 | 02958X0051 | 8000 | 0,02 | 12 | 0,04 | 2 | 0,02 | 2 | 0,03 | 2 | 0,03 | 2 | 0,00 | 2 | | | 0,00 | 2 | | |
| 075 | 075000008 | VAL D'YONNE 8 | 02958X0191 | 6700 | 0,03 | 15 | 0,07 | 2 | 0,07 | 2 | 0,02 | 2 | 0,06 | 3 | 0,03 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | | |
| 075 | 075000015 | GANDEROLLE | 02153X2029 | 4752 | 0,00 | 16 | 0,02 | 2 | 0,00 | 2 | 0,01 | 3 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 3 | | |
| 075 | 075000016 | BLAOU | 02153X2030 | 24624 | 0,00 | 31 | 0,02 | 3 | 0,02 | 4 | 0,00 | 5 | 0,01 | 4 | 0,00 | 4 | 0,00 | 4 | 0,00 | 5 | 0,00 | 2 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000017 | ERIGNY | 02153X2026 | 9504 | 0,01 | 17 | 0,03 | 2 | 0,02 | 2 | 0,01 | 3 | 0,01 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 |
| 075 | 075000018 | GRAVIERS | 02153X2031 | 7776 | 0,00 | 15 | 0,00 | 2 | 0,02 | 2 | 0,01 | 3 | 0,01 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | | |
| 075 | 075000019 | FOISYS | 02153X2032 | 11232 | 0,01 | 30 | 0,02 | 3 | 0,02 | 4 | 0,00 | 5 | 0,01 | 4 | 0,00 | 4 | 0,01 | 4 | 0,00 | 5 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000020 | RIVIERE | 02153X2033 | 17280 | 0,00 | 30 | 0,01 | 3 | 0,01 | 4 | 0,01 | 5 | 0,00 | 4 | 0,00 | 4 | 0,01 | 4 | 0,00 | 5 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000037 | COCHEPIE | 03315X0009 | 32000 | 0,02 | 29 | 0,03 | 3 | 0,04 | 4 | 0,02 | 4 | 0,03 | 4 | 0,00 | 3 | 0,01 | 4 | 0,00 | 5 | 0,00 | 2 |
| 075 | 075000044 | ST PHILBERT | 03313X0021 | 3500 | 0,03 | 7 | 0,05 | 1 | 0,03 | 1 | 0,03 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,03 | 1 | 0,03 | 1 | | |
| 075 | 075000045 | ST MARCOUF | 03313X0021 | 3500 | 0,03 | 8 | 0,07 | 1 | 0,04 | 1 | 0,04 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 2 | | |
| 075 | 075000046 | MALHORTIES | 03313X0020 | 1600 | 0,02 | 7 | 0,05 | 1 | 0,05 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000047 | D ST PHILBERT | 03313X0046 | 1460 | 0,02 | 7 | 0,05 | 1 | 0,05 | 1 | 0,03 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000051 | MIROIR | 03313X0019 | 13600 | 0,02 | 29 | 0,03 | 4 | 0,04 | 4 | 0,01 | 4 | 0,03 | 4 | 0,00 | 4 | 0,01 | 4 | 0,00 | 4 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000056 | ARMENTIERES | 03321X0018 | 30500 | 0,05 | 30 | 0,07 | 4 | 0,06 | 4 | 0,05 | 4 | 0,06 | 4 | 0,04 | 4 | 0,04 | 4 | 0,05 | 5 | 0,07 | 1 |
| 075 | 075000057 | FLACY | 03321X1018 | 7000 | 0,02 | 14 | 0,04 | 2 | 0,02 | 2 | 0,03 | 2 | 0,05 | 2 | 0,00 | 1 | 0,02 | 2 | 0,02 | 2 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000065 | PIGEONS | 02594X0013 | 2500 | 0,11 | 6 | 0,10 | 1 | 0,21 | 1 | | | 0,11 | 1 | 0,00 | 1 | 0,11 | 1 | 0,11 | 1 | | |
| 075 | 075000066 | GLATIGNY | 02594X0012 | 2500 | 0,19 | 7 | 0,20 | 1 | 0,29 | 1 | | | 0,18 | 1 | 0,22 | 1 | 0,19 | 1 | 0,16 | 1 | 0,10 | 1 |
| 075 | 075000067 | VIEUX MOULINS | 02594X0015 | 2500 | 0,18 | 7 | 0,29 | 1 | 0,23 | 1 | 0,16 | 1 | 0,17 | 1 | 0,15 | 1 | 0,15 | 1 | 0,12 | 1 | | |
| 075 | 075000068 | GAUTHIERES | 02594X0014 | 700 | 0,15 | 7 | 0,21 | 1 | 0,18 | 1 | 0,11 | 1 | 0,15 | 1 | 0,15 | 1 | 0,15 | 1 | 0,13 | 1 | | |
| 075 | 075000069 | FONTAINE ROUILLOT | 02601X0128 | 9700 | 0,13 | 14 | 0,12 | 2 | 0,19 | 2 | 0,14 | 1 | 0,14 | 2 | 0,14 | 2 | 0,08 | 2 | 0,12 | 2 | 0,14 | 1 |
| 075 | 075000070 | FONTAINES | 02601X0129 | 5700 | 0,15 | 14 | 0,19 | 2 | 0,19 | 2 | 0,14 | 1 | 0,15 | 2 | 0,15 | 2 | 0,11 | 2 | 0,12 | 2 | 0,12 | 1 |
| 075 | 075000071 | BROCARD | 02601X0024 | 2419 | 0,17 | 6 | 0,14 | 1 | 0,20 | 1 | | | 0,16 | 1 | 0,20 | 1 | 0,17 | 1 | 0,15 | 1 | | |
| 075 | 075000072 | FONDS TENUS | 02601X0025 | 9763 | 0,13 | 14 | 0,12 | 2 | 0,16 | 2 | 0,15 | 1 | 0,14 | 2 | 0,16 | 2 | 0,10 | 2 | 0,13 | 2 | 0,12 | 1 |
| 075 | 075000073 | TETE | 02602X0052 | 8120 | 0,11 | 12 | 0,12 | 2 | 0,13 | 2 | 0,12 | 1 | | | 0,11 | 2 | 0,08 | 2 | 0,10 | 2 | 0,11 | 1 |
| 075 | 075000081 | VICOMTE | 02602X0057 | 28685 | 0,12 | 29 | 0,16 | 4 | 0,16 | 4 | 0,10 | 3 | 0,14 | 4 | 0,11 | 4 | 0,08 | 4 | 0,10 | 4 | 0,10 | 2 |
| 075 | 075000082 | AUGE 1 | 02602X0055 | 3283 | 0,12 | 7 | 0,14 | 1 | 0,14 | 1 | | | 0,10 | 1 | 0,12 | 1 | 0,11 | 1 | 0,10 | 1 | 0,11 | 1 |
| 075 | 075000083 | AUGE 2 | 02602X0091 | 3283 | 0,11 | 6 | 0,11 | 1 | 0,14 | 1 | | | 0,09 | 1 | 0,12 | 1 | 0,11 | 1 | 0,11 | 1 | | |
| 075 | 075000087 | NEUFS 1 | 02602X0056 | 1296 | 0,12 | 6 | 0,10 | 1 | 0,21 | 1 | | | 0,09 | 1 | 0,11 | 1 | 0,14 | 1 | 0,10 | 1 | | |
| 075 | 075000088 | NEUFS 2 | 02602X0123 | 1037 | 0,10 | 6 | 0,09 | 1 | 0,13 | 1 | | | 0,09 | 1 | 0,10 | 1 | 0,09 | 1 | 0,10 | 1 | | |
| 075 | 075000089 | BASSIN | 02602X0058 | 4752 | 0,16 | 15 | 0,16 | 2 | 0,25 | 2 | 0,15 | 1 | 0,16 | 2 | 0,16 | 3 | 0,10 | 2 | 0,15 | 2 | 0,14 | 1 |
| 075 | 075000090 | VILLEMER | 02948X0009 | 8986 | 0,05 | 18 | 0,10 | 2 | 0,09 | 2 | 0,03 | 2 | 0,05 | 2 | 0,03 | 2 | 0,05 | 2 | 0,04 | 5 | 0,04 | 1 |
| 075 | 075000091 | COIGNET | 02947X0039 | 3560 | 0,07 | 8 | 0,08 | 1 | 0,12 | 1 | 0,10 | 1 | 0,06 | 2 | 0,07 | 1 | 0,02 | 1 | 0,05 | 1 | | |
| 075 | 075000092 | ST THOMAS | 02947X0042 | 8700 | 0,08 | 15 | 0,11 | 2 | 0,12 | 2 | 0,08 | 2 | 0,05 | 2 | 0,07 | 2 | 0,07 | 2 | 0,06 | 2 | 0,07 | 1 |
| 075 | 075000128 | F 38 | 02947X0038 | 1500 | 0,01 | 7 | 0,02 | 1 | 0,04 | 1 | 0,00 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000166 | LA JOIE | 02946X0043 | 15725 | 0,09 | 30 | 0,13 | 4 | 0,13 | 4 | 0,07 | 4 | 0,09 | 4 | 0,09 | 4 | 0,07 | 4 | 0,07 | 5 | 0,10 | 1 |
| 075 | 075000167 | CHAINTREAUVILLE | 02946X0044 | 20736 | 0,09 | 30 | 0,13 | 4 | 0,13 | 4 | 0,09 | 4 | 0,08 | 4 | 0,08 | 4 | 0,06 | 4 | 0,07 | 5 | 0,10 | 1 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000168 | VALS DE SEINE 1 | 02951X0031 | 3100 | 0,01 | 7 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,02 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000170 | VALS DE SEINE 3 | 02951X0033 | 4900 | 0,02 | 14 | 0,06 | 2 | 0,03 | 2 | 0,03 | 1 | 0,04 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000171 | VALS DE SEINE 4 | 02951X0034 | 2900 | 0,02 | 7 | 0,04 | 1 | 0,04 | 1 | 0,02 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000174 | VALS DE SEINE 7 | 02951X0037 | 1300 | 0,04 | 6 | 0,07 | 1 | 0,04 | 1 | 0,04 | 1 | 0,06 | 1 | 0,05 | 1 | 0,00 | 1 | | | | |
| 075 | 075000175 | VALS DE SEINE 8 | 02951X0038 | 1700 | 0,01 | 6 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000177 | VALS DE SEINE 10 | 02951X0040 | 4300 | 0,02 | 15 | 0,07 | 2 | 0,05 | 2 | 0,03 | 2 | 0,04 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 3 | | |
| 075 | 075000178 | VALS DE SEINE 11 | 02951X0041 | 2000 | 0,06 | 1 | | | | | | | | | | | | | 0,06 | 1 | | |
| 075 | 075000179 | VALS DE SEINE 12 | 02944X0027 | 2100 | 0,05 | 7 | 0,09 | 1 | 0,09 | 1 | 0,05 | 1 | 0,06 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,05 | 1 | | |
| 075 | 075000180 | VALS DE SEINE 13 | 02944X0028 | 2100 | 0,05 | 7 | 0,07 | 1 | 0,09 | 1 | 0,05 | 1 | 0,07 | 1 | 0,00 | 1 | | | 0,04 | 1 | 0,04 | 1 |
| 075 | 075000181 | VALS DE SEINE 14 | 02944X0029 | 2400 | 0,07 | 7 | 0,07 | 1 | 0,09 | 1 | 0,06 | 1 | 0,09 | 1 | 0,05 | 1 | | | 0,05 | 1 | 0,05 | 1 |
| 075 | 075000182 | VALS DE SEINE 15 | 02944X0030 | 2300 | 0,03 | 8 | 0,08 | 1 | 0,07 | 1 | 0,03 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000183 | VALS DE SEINE 16 | 02944X0031 | 4500 | 0,02 | 8 | 0,05 | 1 | 0,04 | 1 | 0,02 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000184 | VALS DE SEINE 17 | 02944X0032 | 2300 | 0,02 | 7 | 0,04 | 1 | 0,04 | 1 | 0,03 | 1 | 0,04 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000185 | VALS DE SEINE 18 | 02944X0033 | 4500 | 0,03 | 6 | 0,07 | 1 | 0,04 | 1 | 0,00 | 1 | 0,04 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | | | |
| 075 | 075000186 | VALS DE SEINE 19 | 02951X0042 | 2100 | 0,02 | 7 | 0,05 | 1 | 0,03 | 1 | 0,03 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000187 | VALS DE SEINE 20 | 02951X0157 | 3600 | 0,05 | 7 | 0,12 | 1 | 0,10 | 1 | 0,06 | 1 | 0,07 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000188 | VALS DE SEINE 21 | 02944X0193 | 4800 | 0,02 | 7 | 0,05 | 1 | 0,05 | 1 | 0,03 | 1 | 0,04 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000189 | GRUPE ST THOMAS | | 518 | 0,07 | 8 | 0,08 | 1 | 0,12 | 1 | 0,06 | 2 | 0,05 | 1 | 0,07 | 1 | 0,08 | 1 | 0,06 | 1 | | |
| 075 | 075000190 | BIGNONS | | 9504 | 0,01 | 16 | 0,03 | 2 | 0,03 | 2 | 0,01 | 2 | 0,02 | 2 | 0,00 | 2 | 0,02 | 2 | 0,00 | 3 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000191 | BOURRON | | 10627 | 0,01 | 16 | 0,04 | 2 | 0,02 | 2 | 0,01 | 2 | 0,01 | 2 | 0,00 | 2 | 0,02 | 2 | 0,00 | 3 | 0,00 | 1 |
| 075 | 075000192 | SEL | | 1728 | 0,01 | 7 | 0,00 | 1 | 0,03 | 1 | 0,02 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000193 | GRUPE A | | 605 | 0,10 | 6 | 0,09 | 1 | 0,17 | 1 | | | 0,10 | 1 | 0,12 | 1 | 0,04 | 1 | 0,10 | 1 | | |
| 075 | 075000194 | GRUPE C | | 7085 | 0,12 | 14 | 0,13 | 2 | 0,17 | 2 | 0,13 | 1 | 0,11 | 2 | 0,12 | 2 | 0,08 | 2 | 0,10 | 3 | | |
| 075 | 075000195 | RIVIERE | | 4061 | 0,11 | 14 | 0,12 | 2 | 0,13 | 2 | 0,12 | 1 | 0,12 | 2 | 0,10 | 2 | 0,11 | 2 | 0,10 | 2 | 0,10 | 1 |
| 075 | 075000197 | PATURES | | 5200 | 0,03 | 14 | 0,05 | 2 | 0,05 | 2 | 0,04 | 2 | 0,02 | 2 | 0,00 | 2 | 0,02 | 2 | 0,03 | 2 | | |
| 075 | 075000198 | MAROY | | 3100 | 0,03 | 16 | 0,06 | 2 | 0,05 | 2 | 0,03 | 2 | 0,03 | 2 | 0,00 | 2 | 0,02 | 2 | 0,02 | 3 | 0,03 | 1 |
| 075 | 075000199 | THEIL | | 1460 | 0,02 | 7 | 0,05 | 1 | 0,03 | 1 | 0,04 | 1 | 0,02 | 1 | 0,00 | 1 | 0,03 | 1 | 0,00 | 1 | | |
| 075 | 075000200 | NOE | | 6048 | 0,02 | 28 | 0,03 | 4 | 0,04 | 4 | 0,02 | 4 | 0,03 | 4 | 0,02 | 4 | 0,01 | 4 | 0,00 | 4 | | |
| 075 | 075000201 | BOUILLARDE | | 2851 | 0,01 | 14 | 0,02 | 2 | 0,00 | 2 | 0,01 | 2 | 0,01 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | 0,00 | 2 | | |
| 075 | 075000202 | CERILLY | | 17107 | 0,03 | 29 | 0,04 | 4 | 0,04 | 4 | 0,04 | 4 | 0,04 | 4 | 0,00 | 4 | 0,02 | 4 | 0,03 | 4 | 0,04 | 1 |
| 075 | 075000203 | GAUDIN | | 2333 | 0,07 | 8 | 0,11 | 1 | 0,05 | 1 | 0,06 | 1 | 0,07 | 1 | 0,06 | 1 | 0,03 | 1 | 0,09 | 1 | 0,07 | 1 |
| 075 | 075000205 | GRUPE COIGNET | | 4666 | 0,08 | 13 | 0,11 | 2 | 0,12 | 2 | 0,08 | 2 | 0,07 | 1 | 0,07 | 2 | 0,04 | 2 | 0,05 | 2 | | |
| 075 | 075000217 | MARNE A JOINVILLE | | 50000 | 0,04 | 101 | 0,12 | 24 | 0,04 | 12 | 0,01 | 11 | 0,01 | 12 | 0,00 | 12 | 0,00 | 12 | 0,00 | 13 | 0,00 | 5 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|----------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000219 | SEINE A ORLY | | 94000 | 0,02 | 101 | 0,07 | 24 | 0,04 | 12 | 0,02 | 10 | 0,01 | 12 | 0,01 | 12 | 0,01 | 12 | 0,00 | 14 | 0,00 | 5 |
| 075 | 075000266 | MONTREUIL MELANGE | | 17772 | 0,01 | 17 | | | | | | | 0,03 | 4 | 0,00 | 4 | 0,01 | 4 | 0,00 | 5 | | |
| 075 | 075000267 | VERT EN DROUAIS | | 18808 | 0,00 | 21 | | | | | | | 0,01 | 4 | 0,00 | 4 | 0,00 | 4 | 0,00 | 7 | 0,00 | 2 |
| 075 | 075000268 | BREUIL MELANGE | | 12960 | 0,03 | 8 | | | | | | | 0,04 | 2 | 0,00 | 2 | 0,04 | 2 | 0,04 | 2 | | |

Requête d'aide à la détermination des captages prioritaires : paramètre NO3

| Critères d'extraction | |
|---------------------------------|--|
| Univers | SI_EPDT2 - AEP Départemental V2.2 |
| Installations | CAP/MCA à l'amont immédiat d'une UDI ou d'une TTP d'usage AEP |
| Années | Depuis 2003 |
| Usage | AEP |
| Resp Suivi | N |
| Représentativité | O |
| Motif | CS |
| Type d'eau | A1 ; A2 ; A3 ; B ; S |
| Débits | Correction :50 m3/j pour les débits absents |
| Date d'extraction | jeudi 01 juillet 2010 |
| Légende | |
| Moyenne annuelle ou depuis 2003 | Moyenne en NO3 > 40 mg/L et <=50 mg/L |
| | Moyenne en NO3 > 50 mg/L |
| Captages prioritaires | Moyenne* en NO3 > 40 mg/L et <=50 mg/L avec dégradation** depuis 2005 ou Moyenne* en NO3 > 50 mg/L |

*Moyenne depuis 2003

** Comparaison <moyenne 2007> (ou <moyenne 2006> lorsqu'il n'y a pas de mesure en 2007) par rapport à <moyenne 2005>

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|----------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000001 | VAL D'YONNE 1 | 02958X0113 | 7800 | 30,28 | 15 | 32,00 | 2 | 28,00 | 2 | 28,00 | 2 | 31,00 | 2 | 30,50 | 2 | 31,00 | 2 | 30,00 | 2 | 33,20 | 1 |
| 075 | 075000002 | VAL D'YONNE 2 | 02958X0186 | 4700 | 16,49 | 7 | 21,00 | 1 | 17,00 | 1 | 16,00 | 1 | 15,00 | 1 | 15,00 | 1 | 15,00 | 1 | 16,40 | 1 | | |
| 075 | 075000003 | VAL D'YONNE 3 | 02958X0187 | 10000 | 23,46 | 14 | 23,50 | 2 | 22,00 | 2 | 19,00 | 1 | 21,50 | 2 | 24,50 | 2 | 23,50 | 2 | 26,75 | 2 | 25,90 | 1 |
| 075 | 075000004 | VAL D'YONNE 4 | 02958X0188 | 4200 | 29,35 | 8 | 30,00 | 1 | 27,00 | 1 | 26,00 | 1 | 26,00 | 1 | 36,00 | 1 | 21,00 | 1 | 34,40 | 1 | 34,40 | 1 |
| 075 | 075000005 | VAL D'YONNE 5 | 02958X0188 | 7000 | 24,89 | 15 | 23,50 | 2 | 25,00 | 2 | 23,50 | 2 | 23,00 | 2 | 26,50 | 2 | 27,00 | 2 | 25,10 | 2 | 26,20 | 1 |
| 075 | 075000006 | VAL D'YONNE 6 | 02958X0190 | 8000 | 24,11 | 15 | 22,50 | 2 | 25,00 | 2 | 23,50 | 2 | 21,50 | 2 | 25,00 | 2 | 24,50 | 2 | 26,95 | 2 | 23,70 | 1 |
| 075 | 075000007 | VAL D'YONNE 7 | 02958X0051 | 8000 | 26,57 | 12 | 22,50 | 2 | 28,00 | 2 | 28,50 | 2 | 26,50 | 2 | 29,00 | 2 | | | 24,90 | 2 | | |
| 075 | 075000008 | VAL D'YONNE 8 | 02958X0191 | 6700 | 38,12 | 15 | 37,50 | 2 | 35,50 | 2 | 36,50 | 2 | 39,00 | 3 | 40,00 | 2 | 38,50 | 2 | 39,40 | 2 | | |
| 075 | 075000015 | GANDEROLLE | 02153X2029 | 4752 | 38,15 | 15 | 43,50 | 2 | 35,00 | 2 | 29,50 | 2 | 43,00 | 2 | 42,00 | 2 | 42,00 | 2 | 34,10 | 3 | | |
| 075 | 075000016 | BLAOU | 02153X2030 | 24624 | 39,78 | 31 | 42,00 | 4 | 40,25 | 4 | 31,75 | 4 | 41,75 | 4 | 42,25 | 4 | 39,75 | 4 | 37,50 | 5 | 47,40 | 2 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000017 | ERIGNY | 02153X2026 | 9504 | 42,81 | 16 | 46,50 | 2 | 46,50 | 2 | 37,50 | 2 | 47,00 | 2 | 46,50 | 2 | 47,50 | 2 | 40,90 | 2 | 30,10 | 2 |
| 075 | 075000018 | GRAVIERS | 02153X2031 | 7776 | 43,27 | 14 | 46,00 | 2 | 43,00 | 2 | 36,50 | 2 | 46,00 | 2 | 44,50 | 2 | 48,00 | 2 | 38,90 | 2 | | |
| 075 | 075000019 | FOISYS | 02153X2032 | 11232 | 42,86 | 30 | 44,75 | 4 | 45,25 | 4 | 35,25 | 4 | 44,75 | 4 | 44,00 | 4 | 45,75 | 4 | 40,22 | 5 | 45,70 | 1 |
| 075 | 075000020 | RIVIERE | 02153X2033 | 17280 | 40,12 | 30 | 41,50 | 4 | 41,00 | 4 | 34,25 | 4 | 42,00 | 4 | 41,25 | 4 | 42,25 | 4 | 37,68 | 5 | 46,10 | 1 |
| 075 | 075000037 | COCHEPIE | 03315X0009 | 32000 | 22,52 | 29 | 25,33 | 3 | 20,25 | 4 | 19,75 | 4 | 24,25 | 4 | 23,67 | 3 | 23,50 | 4 | 21,66 | 5 | 23,35 | 2 |
| 075 | 075000044 | ST PHILBERT | 03313X0021 | 3500 | 27,84 | 7 | 27,00 | 1 | 28,00 | 1 | 22,00 | 1 | 31,00 | 1 | 31,00 | 1 | 30,00 | 1 | 25,90 | 1 | | |
| 075 | 075000045 | ST MARCOUF | 03313X0021 | 3500 | 27,25 | 8 | 28,00 | 1 | 28,00 | 1 | 20,00 | 1 | 32,00 | 1 | 31,00 | 1 | 30,00 | 1 | 24,50 | 2 | | |
| 075 | 075000046 | MALHORTIES | 03313X0020 | 1600 | 22,90 | 7 | 22,00 | 1 | 21,00 | 1 | 30,00 | 1 | 23,00 | 1 | 22,00 | 1 | 23,00 | 1 | 19,30 | 1 | | |
| 075 | 075000047 | D ST PHILBERT | 03313X0046 | 1460 | 32,24 | 7 | 36,00 | 1 | 35,00 | 1 | 26,00 | 1 | 38,00 | 1 | 32,00 | 1 | 33,00 | 1 | 25,70 | 1 | | |
| 075 | 075000051 | MIROIR | 03313X0019 | 13600 | 19,77 | 29 | 21,75 | 4 | 17,50 | 4 | 17,50 | 4 | 20,75 | 4 | 20,75 | 4 | 21,00 | 4 | 18,98 | 4 | 20,50 | 1 |
| 075 | 075000056 | ARMENTIERES | 03321X0018 | 30500 | 28,05 | 30 | 28,00 | 4 | 25,50 | 4 | 25,25 | 4 | 29,50 | 4 | 30,00 | 4 | 30,25 | 4 | 27,02 | 5 | 32,30 | 1 |
| 075 | 075000057 | FLACY | 03321X1018 | 7000 | 34,39 | 14 | 38,00 | 2 | 33,00 | 2 | 30,00 | 2 | 35,50 | 2 | 36,00 | 1 | 36,50 | 2 | 32,80 | 2 | 33,90 | 1 |
| 075 | 075000065 | PIGEONS | 02594X0013 | 2500 | 61,17 | 6 | 61,00 | 1 | 72,00 | 1 | | | 60,00 | 1 | 57,00 | 1 | 60,00 | 1 | 57,00 | 1 | | |
| 075 | 075000066 | GLATIGNY | 02594X0012 | 2500 | 64,71 | 7 | 65,00 | 1 | 71,00 | 1 | | | 61,00 | 1 | 63,00 | 1 | 67,00 | 1 | 62,00 | 1 | 64,00 | 1 |
| 075 | 075000067 | VIEUX MOULINS | 02594X0015 | 2500 | 53,00 | 7 | 54,00 | 1 | 55,00 | 1 | 46,00 | 1 | 54,00 | 1 | 55,00 | 1 | 53,00 | 1 | 54,00 | 1 | | |
| 075 | 075000068 | GAUTHIERES | 02594X0014 | 700 | 51,43 | 7 | 52,00 | 1 | 54,00 | 1 | 46,00 | 1 | 53,00 | 1 | 51,00 | 1 | 53,00 | 1 | 51,00 | 1 | | |
| 075 | 075000069 | FONTAINE ROUILLOT | 02601X0128 | 9700 | 57,64 | 14 | 58,50 | 2 | 56,50 | 2 | 54,00 | 1 | 59,00 | 2 | 57,00 | 2 | 59,00 | 2 | 57,50 | 2 | 58,00 | 1 |
| 075 | 075000070 | FONTAINES | 02601X0129 | 5700 | 58,71 | 14 | 61,00 | 2 | 60,00 | 2 | 57,00 | 1 | 58,00 | 2 | 58,50 | 2 | 58,00 | 2 | 58,50 | 2 | 57,00 | 1 |
| 075 | 075000071 | BROCARD | 02601X0024 | 2419 | 59,33 | 6 | 56,00 | 1 | 63,00 | 1 | | | 60,00 | 1 | 59,00 | 1 | 59,00 | 1 | 59,00 | 1 | | |
| 075 | 075000072 | FONDS TENUS | 02601X0025 | 9763 | 53,36 | 14 | 52,00 | 2 | 51,50 | 2 | 52,00 | 1 | 54,50 | 2 | 54,50 | 2 | 54,00 | 2 | 53,50 | 2 | 55,00 | 1 |
| 075 | 075000073 | TETE | 02602X0052 | 8120 | 55,42 | 12 | 58,00 | 2 | 56,00 | 2 | 55,00 | 1 | | | 54,50 | 2 | 55,50 | 2 | 54,00 | 2 | 54,00 | 1 |
| 075 | 075000081 | VICOMTE | 02602X0057 | 28685 | 53,59 | 29 | 57,25 | 4 | 56,25 | 4 | 54,00 | 3 | 45,50 | 4 | 53,50 | 4 | 54,25 | 4 | 53,75 | 4 | 55,00 | 2 |
| 075 | 075000082 | AUGE 1 | 02602X0055 | 3283 | 55,14 | 7 | 57,00 | 1 | 57,00 | 1 | | | 55,00 | 1 | 53,00 | 1 | 54,00 | 1 | 55,00 | 1 | 55,00 | 1 |
| 075 | 075000083 | AUGE 2 | 02602X0091 | 3283 | 55,17 | 6 | 58,00 | 1 | 57,00 | 1 | | | 55,00 | 1 | 53,00 | 1 | 54,00 | 1 | 54,00 | 1 | | |
| 075 | 075000087 | NEUFS 1 | 02602X0056 | 1296 | 55,33 | 6 | 57,00 | 1 | 57,00 | 1 | | | 56,00 | 1 | 53,00 | 1 | 55,00 | 1 | 54,00 | 1 | | |
| 075 | 075000088 | NEUFS 2 | 02602X0123 | 1037 | 55,17 | 6 | 57,00 | 1 | 57,00 | 1 | | | 56,00 | 1 | 53,00 | 1 | 54,00 | 1 | 54,00 | 1 | | |
| 075 | 075000089 | BASSIN | 02602X0058 | 4752 | 57,50 | 14 | 58,50 | 2 | 60,50 | 2 | 54,00 | 1 | 59,00 | 2 | 57,00 | 2 | 56,50 | 2 | 57,50 | 2 | 57,00 | 1 |
| 075 | 075000090 | VILLEMER | 02948X0009 | 8986 | 35,94 | 18 | 44,50 | 2 | 39,50 | 2 | 35,50 | 2 | 35,50 | 2 | 36,00 | 2 | 36,50 | 2 | 31,38 | 5 | 35,10 | 1 |
| 075 | 075000091 | COIGNET | 02947X0039 | 3560 | 48,76 | 8 | 52,00 | 1 | 54,00 | 1 | 48,00 | 1 | 48,50 | 2 | 47,00 | 1 | 46,00 | 1 | 46,10 | 1 | | |
| 075 | 075000092 | ST THOMAS | 02947X0042 | 8700 | 48,91 | 15 | 52,50 | 2 | 51,50 | 2 | 49,50 | 2 | 48,00 | 2 | 48,00 | 2 | 47,50 | 2 | 46,30 | 2 | 47,10 | 1 |
| 075 | 075000128 | F 38 | 02947X0038 | 1500 | 26,53 | 7 | 23,00 | 1 | 26,00 | 1 | 25,00 | 1 | 27,00 | 1 | 29,00 | 1 | 28,00 | 1 | 27,70 | 1 | | |
| 075 | 075000166 | LA JOIE | 02946X0043 | 15725 | 58,60 | 30 | 56,00 | 4 | 58,50 | 4 | 57,50 | 4 | 58,75 | 4 | 60,50 | 4 | 58,25 | 4 | 60,00 | 5 | 60,00 | 1 |
| 075 | 075000167 | CHAINTREAUVILLE | 02946X0044 | 20736 | 58,73 | 30 | 57,75 | 4 | 58,75 | 4 | 57,00 | 4 | 58,50 | 4 | 59,75 | 4 | 59,00 | 4 | 60,00 | 5 | 59,00 | 1 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|------------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000168 | VALS DE SEINE 1 | 02951X0031 | 3100 | 13,09 | 7 | 13,00 | 1 | 9,00 | 1 | 13,00 | 1 | 16,00 | 1 | 17,00 | 1 | 13,00 | 1 | 10,60 | 1 | | |
| 075 | 075000170 | VALS DE SEINE 3 | 02951X0033 | 4900 | 17,34 | 14 | 14,00 | 2 | 16,50 | 2 | 24,00 | 1 | 20,00 | 2 | 17,50 | 2 | 17,00 | 2 | 14,75 | 2 | 19,30 | 1 |
| 075 | 075000171 | VALS DE SEINE 4 | 02951X0034 | 2900 | 10,27 | 7 | 13,00 | 1 | 6,00 | 1 | 13,00 | 1 | 14,00 | 1 | 10,00 | 1 | 13,00 | 1 | 2,90 | 1 | | |
| 075 | 075000174 | VALS DE SEINE 7 | 02951X0037 | 1300 | 12,50 | 6 | 11,00 | 1 | 12,00 | 1 | 17,00 | 1 | 15,00 | 1 | 9,00 | 1 | 11,00 | 1 | | | | |
| 075 | 075000175 | VALS DE SEINE 8 | 02951X0038 | 1700 | 10,88 | 6 | 14,00 | 1 | 15,00 | 1 | 18,00 | 1 | 13,00 | 1 | 3,00 | 1 | | | 2,30 | 1 | | |
| 075 | 075000177 | VALS DE SEINE 10 | 02951X0040 | 4300 | 10,74 | 15 | 8,00 | 2 | 6,50 | 2 | 10,00 | 2 | 13,50 | 2 | 12,50 | 2 | 12,50 | 2 | 11,70 | 3 | | |
| 075 | 075000178 | VALS DE SEINE 11 | 02951X0041 | 2000 | 26,80 | 1 | | | | | | | | | | | | | 26,80 | 1 | | |
| 075 | 075000179 | VALS DE SEINE 12 | 02944X0027 | 2100 | 24,44 | 7 | 22,00 | 1 | 37,00 | 1 | 16,00 | 1 | 23,00 | 1 | 29,00 | 1 | 14,00 | 1 | 30,10 | 1 | | |
| 075 | 075000180 | VALS DE SEINE 13 | 02944X0028 | 2100 | 27,27 | 7 | 19,00 | 1 | 46,00 | 1 | 29,00 | 1 | 25,00 | 1 | 21,00 | 1 | | | 25,80 | 1 | 25,10 | 1 |
| 075 | 075000181 | VALS DE SEINE 14 | 02944X0029 | 2400 | 40,20 | 7 | 38,00 | 1 | 48,00 | 1 | 39,00 | 1 | 41,00 | 1 | 42,00 | 1 | | | 36,00 | 1 | 37,40 | 1 |
| 075 | 075000182 | VALS DE SEINE 15 | 02944X0030 | 2300 | 14,61 | 8 | 14,00 | 1 | 23,00 | 1 | 12,00 | 1 | 10,00 | 1 | 12,00 | 1 | 20,00 | 1 | 9,90 | 1 | 16,00 | 1 |
| 075 | 075000183 | VALS DE SEINE 16 | 02944X0031 | 4500 | 12,76 | 8 | 12,00 | 1 | 14,00 | 1 | 12,00 | 1 | 11,00 | 1 | 15,00 | 1 | 15,00 | 1 | 6,70 | 1 | 16,40 | 1 |
| 075 | 075000184 | VALS DE SEINE 17 | 02944X0032 | 2300 | 13,47 | 7 | 12,00 | 1 | 10,00 | 1 | 25,00 | 1 | 16,00 | 1 | 12,00 | 1 | 10,00 | 1 | 9,30 | 1 | | |
| 075 | 075000185 | VALS DE SEINE 18 | 02944X0033 | 4500 | 14,17 | 6 | 10,00 | 1 | 9,00 | 1 | 16,00 | 1 | 14,00 | 1 | 19,00 | 1 | 17,00 | 1 | | | | |
| 075 | 075000186 | VALS DE SEINE 19 | 02951X0042 | 2100 | 11,60 | 7 | 9,00 | 1 | 9,00 | 1 | 12,00 | 1 | 12,00 | 1 | 16,00 | 1 | 16,00 | 1 | 7,20 | 1 | | |
| 075 | 075000187 | VALS DE SEINE 20 | 02951X0157 | 3600 | 28,31 | 7 | 33,00 | 1 | 33,00 | 1 | 26,00 | 1 | 29,00 | 1 | 27,00 | 1 | 25,00 | 1 | 25,20 | 1 | | |
| 075 | 075000188 | VALS DE SEINE 21 | 02944X0193 | 4800 | 16,91 | 7 | 13,00 | 1 | 20,00 | 1 | 17,00 | 1 | 18,00 | 1 | 18,00 | 1 | 19,00 | 1 | 13,40 | 1 | | |
| 075 | 075000189 | GRUPE ST THOMAS | | 518 | 47,88 | 8 | 47,00 | 1 | 51,00 | 1 | 48,00 | 2 | 47,00 | 1 | 48,00 | 1 | 48,00 | 1 | 46,00 | 1 | | |
| 075 | 075000190 | BIGNONS | | 9504 | 26,55 | 16 | 25,50 | 2 | 24,00 | 2 | 24,50 | 2 | 26,50 | 2 | 28,50 | 2 | 27,50 | 2 | 27,93 | 3 | 28,00 | 1 |
| 075 | 075000191 | BOURRON | | 10627 | 26,21 | 16 | 24,00 | 2 | 23,00 | 2 | 24,50 | 2 | 26,50 | 2 | 28,50 | 2 | 27,00 | 2 | 28,03 | 3 | 28,30 | 1 |
| 075 | 075000192 | SEL | | 1728 | 26,24 | 7 | 23,00 | 1 | 25,00 | 1 | 24,00 | 1 | 27,00 | 1 | 29,00 | 1 | 28,00 | 1 | 27,70 | 1 | | |
| 075 | 075000193 | GRUPE A | | 605 | 55,00 | 6 | 55,00 | 1 | 59,00 | 1 | | | 55,00 | 1 | 53,00 | 1 | 55,00 | 1 | 53,00 | 1 | | |
| 075 | 075000194 | GRUPE C | | 7085 | 54,43 | 14 | 57,50 | 2 | 56,00 | 2 | 53,00 | 1 | 55,50 | 2 | 53,00 | 2 | 53,50 | 2 | 52,67 | 3 | | |
| 075 | 075000195 | RIVIERE | | 4061 | 55,71 | 14 | 59,00 | 2 | 60,50 | 2 | 53,00 | 1 | 55,50 | 2 | 53,00 | 2 | 55,50 | 2 | 52,50 | 2 | 55,00 | 1 |
| 075 | 075000197 | PATURES | | 5200 | 38,29 | 14 | 36,00 | 2 | 39,00 | 2 | 36,50 | 2 | 41,00 | 2 | 39,00 | 2 | 40,00 | 2 | 36,55 | 2 | | |
| 075 | 075000198 | MAROY | | 3100 | 34,96 | 16 | 40,00 | 2 | 35,00 | 2 | 33,50 | 2 | 34,50 | 2 | 33,50 | 2 | 38,50 | 2 | 31,77 | 3 | 34,10 | 1 |
| 075 | 075000199 | THEIL | | 1460 | 24,21 | 7 | 21,00 | 1 | 21,00 | 1 | 29,00 | 1 | 21,00 | 1 | 35,00 | 1 | 23,00 | 1 | 19,50 | 1 | | |
| 075 | 075000200 | NOE | | 6048 | 23,55 | 28 | 23,50 | 4 | 21,00 | 4 | 21,00 | 4 | 24,75 | 4 | 25,25 | 4 | 26,00 | 4 | 23,38 | 4 | | |
| 075 | 075000201 | BOUILLARDE | | 2851 | 18,23 | 14 | 20,50 | 2 | 16,50 | 2 | 17,50 | 2 | 17,50 | 2 | 19,00 | 2 | 20,00 | 2 | 16,60 | 2 | | |
| 075 | 075000202 | CERILLY | | 17107 | 21,90 | 29 | 22,00 | 4 | 20,25 | 4 | 19,75 | 4 | 22,50 | 4 | 24,00 | 4 | 23,25 | 4 | 20,83 | 4 | 24,80 | 1 |
| 075 | 075000203 | GAUDIN | | 2333 | 32,95 | 8 | 41,00 | 1 | 26,00 | 1 | 27,00 | 1 | 37,00 | 1 | 34,00 | 1 | 31,00 | 1 | 34,20 | 1 | 33,40 | 1 |
| 075 | 075000205 | GRUPE COIGNET | | 4666 | 47,10 | 13 | 53,00 | 2 | 47,50 | 2 | 47,00 | 2 | 47,00 | 1 | 47,50 | 2 | 45,50 | 2 | 42,15 | 2 | | |
| 075 | 075000217 | MARNE A JOINVILLE | | 50000 | 17,50 | 129 | 16,87 | 52 | 19,50 | 12 | 16,73 | 11 | 18,50 | 12 | 17,83 | 12 | 19,50 | 12 | 14,37 | 13 | 21,24 | 5 |

| DEP | Code | Nom du captage | Code BSS | Débit | Moy depuis 2003 | Nb PLV | 2003 | | 2004 | | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | | 2009 | | 2010 | |
|-----|-----------|-------------------|----------|-------|-----------------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|
| | | | | | | | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV | Moyenne | Nb PLV |
| 075 | 075000219 | SEINE A ORLY | | 94000 | 22,34 | 130 | 23,31 | 52 | 23,83 | 12 | 21,00 | 11 | 22,67 | 12 | 21,17 | 12 | 22,42 | 12 | 18,61 | 14 | 23,88 | 5 |
| 075 | 075000266 | MONTREUIL MELANGE | | 17772 | 44,11 | 17 | | | | | | | 45,75 | 4 | 43,00 | 4 | 43,50 | 4 | 44,18 | 5 | | |
| 075 | 075000267 | VERT EN DROUAIS | | 18808 | 39,20 | 21 | | | | | | | 40,75 | 4 | 39,75 | 4 | 39,00 | 4 | 38,13 | 7 | 39,15 | 2 |
| 075 | 075000268 | BREUIL MELANGE | | 12960 | 54,50 | 8 | | | | | | | 56,50 | 2 | 54,50 | 2 | 53,00 | 2 | 54,00 | 2 | | |

ANNEXE 9

**Liste des captages prioritaires « Grenelle » au 3 août 2009
Maîtrise d'ouvrage Eau de Paris**

| Région | Département | Commune | Nom du captage |
|-------------------|--------------------|------------------------|--|
| Bourgogne | Yonne | Cerilly | Sources Hautes (Vanne) |
| Centre | Eure et Loir | Montreuil sur Eure | Champ captant de Montreuil sur Eure |
| Centre | Eure et Loir | Rueil la Gadelière | Sources de la Vigne |
| Centre | Eure et Loir | Vert en Drouais | Champ captant de Vert en Drouais |
| Champagne-Ardenne | Aube | Saint Benoît sur Vanne | Sources Hautes (Vanne) Drain de la Bouillarde Source d'Armentières |
| Ile de France | Seine et Marne | Lechelle | Vicomte (sources de la Voulzie) |
| Ile de France | Seine et Marne | Villemer | Villemer |

ANNEXE 10

DERIVATION DES SOURCES DE LA VANNE

D E C R E T
==>>

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à ceux à venir. salut.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'Etat au Département de l'Agriculture, du Commerce et des T.P.;

Vu le projet montant à 29.600.000 Fr. présenté par l'Ingénieur en Chef du Service Municipal de la Ville de Paris, pour dériver et amener dans cette ville les eaux des sources qu'elle possède dans la vallée de la Vanne;

Vu notamment le tracé général portant la date du 16 décembre 1865;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur le projet susvisé dans les Départements de l'Aube, de l'Yonne, de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise et de la Seine;

Vu les avis des Commissions d'enquête;

Vu les rapports des Ingénieurs du Service Municipal;

Vu les avis des Préfets des Cinq Départements intéressés;

Vu les avis du Conseil Général des Ponts et Chaussées, en date des 18 avril et 11 octobre 1866;

Vu la loi du 3 mai 1841;

Vu le Sénatus-Consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1er - Est approuvé le projet ci-dessus visé des travaux à faire pour dériver et amener à Paris les eaux des sources que cette ville possède dans la vallée de la Vanne.

Article 2 - Les travaux mentionnés à l'article 1er sont déclarés d'utilité publique.

La Ville de Paris est autorisée à poursuivre l'expropriation des bâtiments et des terrains nécessaires à l'exécution desdits

/...

travaux en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

Les droits des tiers sont expressément réservés, même en ce qui concerne la dérivation même des eaux.

Article 3 - Les expropriations nécessitées pour l'exécution des travaux sus-énoncés devront avoir lieu dans un délai de cinq ans à dater de la promulgation du présent décret.

Article 4 - Notre ministre, secrétaire d'Etat au Département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais des Tuileries, le 19 décembre 1866.

Signé : NAPOLEON

P. l'Empereur

Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et
des Travaux Publics,

Armand BEHIC

| | | |
|--|---|---|
| EAU DE PARIS Direction des Eaux Souterraines | MANUEL METHODES Maîtrise des processus PROTECTION SANITAIRE DES AQUEUDUCS DE LA VILLE DE PARIS | N° SUD-D-09-03 Rév. 5 Page 1/5 |
|--|---|---|

Objet :

Protection sanitaire des aqueducs de la Ville de Paris

Sommaire :

| | |
|---|----------|
| 1 – FONDEMENT DES PRESCRIPTIONS ATTACHEES AU SERVICE PUBLIC D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE | 2 |
| 2 – COLLECTIVITE BENEFICIAIRE DES PRESCRIPTIONS | 2 |
| 3 – CONCESSIONNAIRE DU SERVICE PUBLIC | 2 |
| 4 – EFFET DES PRESCRIPTIONS | 2 |
| 5 – ZONE DE PROTECTION IMMEDIATE | 3 |
| 6 – ZONE DE PROTECTION RAPPROCHEE | 3 |
| 7 – ZONE DE PROTECTION ELOIGNEE | 4 |

| Révision | Date d'approbation | Description de l'évolution |
|----------|--------------------|--|
| 0 | 21 novembre 1996 | Émission originale |
| 1 | 15 octobre 1997 | Modification prescriptions |
| 2 | 14 octobre 1999 | Modifications : appellation Mission et liste de diffusion |
| 3 | 17 mars 2005 | Modification document de référence et rattachement à l'Unité (SUP-D-09-02 devient SUD-D-09-02) |
| 4 | 04 août 2006 | Prise en compte nouvelle organisation |
| 5 | 10 novembre 2009 | Modification SAGEP EDP et UES DES |

DIFFUSION

| |
|--|
| Manuel Méthodes Unité Eaux Souterraines : Rubrique 0A |
| DRHMQ |
| Responsables de Secteurs |

VISA

| Rédacteur | Responsable | Qualité & Environnement | Approbateur |
|------------------|------------------|-------------------------|------------------|
| Laurent DUTERTRE | Laurent DUTERTRE | Xavier RACCOLET | Jean-Michel LAYA |

| | | |
|---------------------------------|--|----------------------------------|
| EAU DE PARIS | MANUEL METHODES | N° SUD-D-09-03 |
| Direction des Eaux Souterraines | Maîtrise des processus PROTECTION SANITAIRE DES AQUEDUCS DE LA VILLE DE PARIS | Rév. 5 Page 2/5 |

1 – FONDEMENT DES PRESCRIPTIONS ATTACHEES AU SERVICE PUBLIC D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Prescriptions relatives à la protection des eaux destinées à la consommation humaine instituées en vertu de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre:

- Code de l'Environnement (article L 210-1 et suivants)
- Code de la Santé Publique (article L 1321-1 et suivants et article R 1321-1 et suivants)
- Circulaire n° 62-50 du 15 mars 1962 (Instructions techniques du Ministre de la Santé Publique et de la Population).
- Code de l'urbanisme articles R.111.2 et R.126.1
- Règlement sanitaire départemental - Section 4 : art 20 (Circulaire du 9 août 1978 - Article L47 du Code de la Santé Publique)

2 – COLLECTIVITE BENEFICIAIRE DES PRESCRIPTIONS

VILLE DE PARIS - Hôtel de Ville - 75196 PARIS RP

3 – REGIE DU SERVICE PUBLIC

EAU DE PARIS

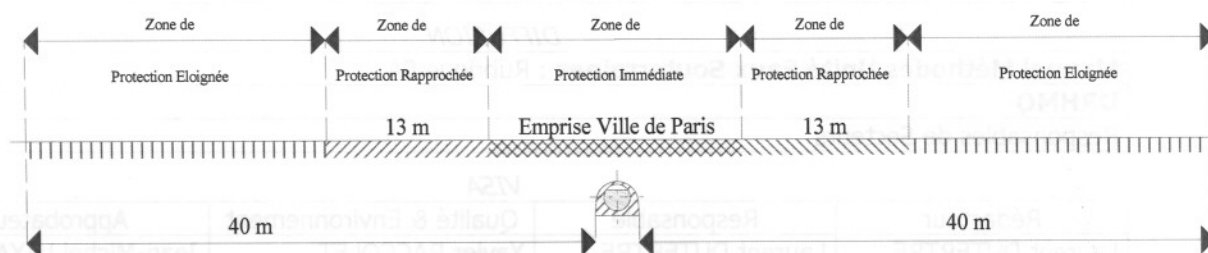
9 rue Victor Schoelcher - 75675 PARIS CEDEX 14 -

4 – EFFET DES PRESCRIPTIONS

Protection sanitaire des aqueducs.

Trois zones de protection sont à considérer :

1. La zone de **protection immédiate** constituée par l'emprise appartenant à la Ville de Paris.
2. Les zones de **protection rapprochée** constituées par deux bandes de terrain de 13 mètres de largeur de part et d'autre de l'emprise.
3. Les zones de **protection éloignée** constituées par deux bandes de terrain s'étendant des limites extérieures des zones de protection rapprochée jusqu'à une distance de 40 mètres de l'aqueduc.



| | | |
|---------------------------------|--|----------------------------------|
| EAU DE PARIS | MANUEL METHODES | N° SUD-D-09-03 |
| Direction des Eaux Souterraines | Maîtrise des processus PROTECTION SANITAIRE DES AQUEDUCS DE LA VILLE DE PARIS | Rév. 5 Page 3/5 |

Dans chacune de ces zones, les prescriptions suivantes doivent être observées

5 – ZONE DE PROTECTION IMMEDIATE

Toute construction y est interdite excepté celle liée à l'exploitation de l'aqueduc.

Dans cette zone, seules peuvent être éventuellement tolérées les traversées de routes, d'ouvrages d'art ou de canalisations après autorisation d'EAU DE PARIS, autorisation matérialisée par des conventions fixant les conditions techniques et administratives d'exécution et d'exploitation.

Si EAU DE PARIS est amenée à protéger l'aqueduc pour garantir sa stabilité ou la qualité de l'eau transitée, les frais correspondants sont à la charge du maître des nouveaux ouvrages.

6 – ZONE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Dans cette zone :

sont interdits :

- ◆ Toutes constructions, quelles qu'elles soient sauf celles liées à l'exploitation de l'aqueduc,
- ◆ Dispositifs d'assainissement assurant un traitement préalable, (fosses septiques, bac séparateur, installation biologique à boues activées,...) et autres dispositifs.
- ◆ Dispositifs d'assainissement assurant simultanément ou séparément l'épuration et l'évacuation des effluents, (puits filtrants, tranchées filtrantes, drains pour épandage dans le sol naturel ou reconstitué, filtre bactérien percolateur ...).
- ◆ Fouilles, carrières et décharges.
- ◆ Fumiers, immondices, dépôts de matières quelconques susceptibles de souiller les eaux d'alimentation
- ◆ Stations service, stockage de liquide ou de gaz à usage industriel, commercial ou domestique.
- ◆ Parcs de stationnement pour véhicules : quelle que soit leur nature.

sont tolérés :

- ◆ Chaussées et trottoirs : sous réserve qu'ils comportent un revêtement rigoureusement étanche et que les caniveaux présentent une section et une pente suffisante pour assurer un écoulement rapide des eaux de ruissellement les éloignant de l'aqueduc.
- ◆ Canalisations d'eaux pluviales et d'eaux usées :
 - ✓ parallèles à l'aqueduc :
 - eaux pluviales : la canalisation devra être constituée par un égout visitable.
 - eaux usées : la canalisation devra être étanche et placée en galerie visitable (cette galerie pouvant elle-même servir à transiter des eaux pluviales).
 - ✓ transversales par rapport à l'aqueduc : la canalisation devra être établie au-dessous de l'aqueduc, sa génératrice supérieure se situant à une cote d'altitude inférieure d'au moins 0,50 mètre à celle de la génératrice inférieure de l'aqueduc : à défaut elle devra être placée en caniveau étanche ou en fourreau étanche avec regards de visite.

| | | |
|---------------------------------|--|----------------------------------|
| EAU DE PARIS | MANUEL METHODES | N° SUD-D-09-03 |
| Direction des Eaux Souterraines | Maîtrise des processus PROTECTION SANITAIRE DES AQUEDUCS DE LA VILLE DE PARIS | Rév. 5 Page 4/5 |

- ◆ Canalisations d'eau potable ou de gaz : sous réserve qu'elles soient placées en fourreau étanche en acier ou en béton armé capable de résister à la pression normale de service du fluide transporté, avec regards de visite.
- ◆ Canalisations transportant des hydrocarbures : sous réserve qu'elles soient placées en fourreau étanche en acier ou en béton armé capable de résister à la pression normale de service du fluide transporté, avec regards de visite.

7 – ZONE DE PROTECTION ELOIGNEE

Dans cette zone :

sont interdits :

- ◆ Dispositifs d'assainissement assurant un traitement préalable, (fosses septiques, bac séparateur, installation biologique à boues activées, ...) et autres dispositifs : sauf dispositions spéciales telles que pose sur dés dans une chambre en maçonnerie étanche et visitable à l'extérieur des habitations.
- ◆ Dispositifs d'assainissement assurant simultanément ou séparément l'épuration et l'évacuation des effluents, (puits filtrants, tranchées filtrantes, drains pour épandage dans le sol naturel ou reconstitué, filtre bactérien percolateur ...).
- ◆ Fouilles, carrières et décharges.
- ◆ Fumiers, immondices, dépôts de matières quelconques susceptibles de souiller les eaux d'alimentation : sauf dispositions spéciales pour assurer l'étanchéité du sol et l'écoulement des eaux de ruissellement dans une direction opposée à celle de l'aqueduc.
- ◆ Stations services, stockage de liquide ou de gaz à usage industriel ou commercial.

sont tolérés :

- ◆ Les stockages d'hydrocarbures à usages exclusivement domestique : moyennant des précautions spéciales (installation de la cuve dans un local visitable dont le sol et les parois constituent une cuvette de capacité suffisante pour qu'en cas de rupture de la totalité du réservoir, le liquide ne puisse s'écouler au dehors).
- ◆ Parcs de stationnement pour véhicules : sous réserve que le sol en soit rigoureusement étanche et que l'écoulement des eaux de ruissellement s'effectue dans une direction opposée à celle de l'aqueduc.
- ◆ Canalisations d'eaux pluviales et d'eaux usées :
 - ✓ parallèles à l'aqueduc et distantes de celui-ci de moins de 25 mètres :
 - eaux pluviales : la canalisation devra être constituée par un égout visitable.
 - eaux usées : la canalisation devra être étanche et placée en galerie visitable (cette galerie pouvant elle-même servir à transiter des eaux pluviales).
 - ✓ parallèles à l'aqueduc et distantes de celui-ci de plus de 25 mètres, ou transversales à l'aqueduc : la génératrice supérieure de la canalisation devra être à une cote d'altitude inférieure d'au moins 0,50 mètre à celle de la génératrice inférieure de l'aqueduc ; à défaut la canalisation devra être placée en caniveau étanche avec regards de visite.

| | | |
|---------------------------------|--|----------------------------------|
| EAU DE PARIS | MANUEL METHODES | N° SUD-D-09-03 |
| Direction des Eaux Souterraines | Maîtrise des processus PROTECTION SANITAIRE DES AQUEDUCS DE LA VILLE DE PARIS | Rév. 5 Page 5/5 |

- ◆ Canalisations transportant des hydrocarbures : sous réserve qu'elles soient placées en fourreau étanche en acier ou en béton armé capable de résister à la pression normale de service du fluide transporté, avec regards de visite.

Remarque :

Pour le respect des prescriptions édictées ci-dessus, toute demande de permis de construire dans les zones de protection rapprochée et éloignée devra être soumise pour avis, au cours de l'instruction, au service bénéficiaire :

Eau de Paris
Direction des Eaux Souterraines
Centre de Fontainebleau
1 bis route de Moret-Sorques
77 690 MONTIGNY SUR LOING
Tél : 01 64 45 22 00
Fax : 01 64 45 75 72

ANNEXE 11

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORÊT**

3, rue Jehan Pinard - B.P. 139 - 89011 AUXERRE Cedex
Téléphone: (86) 51 61 33 Téléc. MINAGRI 800974 F

PREFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

VILLE DE PARIS

- Service des Eaux -

JS/MP

85/165

A R R E T E

déclarant d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection autour du champ captant des Vals d'Yonne, sur le territoire des communes de GISY-LES-NOBLES et VILLEPERROT,

et autorisant le Service des Eaux de la Ville de PARIS à acquérir la totalité des terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection immédiate

**LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DÉPARTEMENT DE L'YONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire du 10 Décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code Rural, et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L 20 et L 20-1 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 Novembre 1984 portant ouverture d'enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique de l'établissement de périmètres de protection autour du champ captant des Vals d'Yonne, sur le territoire des communes de GISY-LES-NOBLES et VILLEPERROT,
- parcellaire, en vue de l'acquisition par le Service des Eaux de la Ville de PARIS de la totalité des terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection immédiate ;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire, et les registres y afférents ;

VU les pièces constatant qu'un avis d'ouverture d'enquêtes a été publié dans les journaux "L'YONNE REPUBLICAINE" et "L'YONNE AGRICOLE" préalablement à l'ouverture des enquêtes et dans les huit premiers jours de celles-ci ;

VU les pièces constatant que cet avis a été affiché dans les communes de GISY-LES-NOBLES, CUY, EVRY et VILLEPERROT, et que les dossiers d'enquêtes ont été déposés dans les mairies de ces communes du 5 au 20 DECEMBRE 1984 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 21 Juillet 1982 ;

VU l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France en date du 24 Octobre 1983 ;

VU les avis du commissaire-enquêteur en date du 28 Décembre 1984 sur l'utilité publique du projet et les limites des terrains à acquérir par le Service des Eaux de la Ville de PARIS dans le cadre du projet ;

VU l'avis complémentaire du Service des Eaux de la Ville de PARIS en date du 30 Mai 1985 ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur le résultat des enquêtes en date du 1er Juillet 1985 ;

VU les plans de situation, les plans parcellaires et les états parcellaires ci-annexés

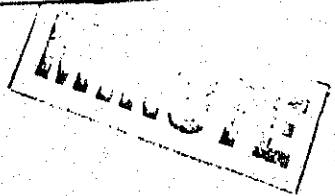
CONSIDERANT que toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été régulièrement accomplies ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Yonne,

A R R E T E :

ARTICLE 1er

Est déclaré d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection immédiate rapprochée et éloignée autour du champ captant des Vals d'Yonne situé sur le territoire des communes de GISY-LES-NOBLES et VILLEPERROT.



ARTICLE 2

Deux périmètres de protection immédiate seront institués, l'un sur la commune de GISY-LES-NOBLES, l'autre sur la commune de VILLEPERROT. Ces périmètres seront définis comme suit :

Commune de GISY-LES-NOBLES

Le périmètre correspondant délimitera un terrain constitué par la totalité des parcelles cadastrées en section F sous les numéros 249 à 266, 268 à 272, 285 et 286, 548 et 549, 589, ainsi que par une partie des parcelles F 274, 275 et 279, suivant le tracé figurant sur le plan parcellaire annexé correspondant.

Commune de VILLEPERROT

Le périmètre correspondant délimitera la parcelle d'implantation du captage, cadastrée en section ZA sous le numéro 130.

L'ensemble des terrains ainsi délimités sera acquis en toute propriété par le Service des Eaux de la Ville de PARIS. Les deux terrains ainsi constitués seront clôturés et interdits de toute activité qui n'est pas nécessaire à l'exploitation des captages.

Les périmètres de protection rapprochée seront institués de part et d'autre de la rivière l'YONNE, suivant les tracés figurant sur les plans parcellaires annexés correspondants. A l'intérieur de ces périmètres, seront interdites toutes constructions nouvelles superficielles ou souterraines, l'installation de réservoirs d'hydrocarbures autres que ceux à usage domestique destinés aux habitations, et l'ouverture de carrières et d'excavations susceptibles de favoriser la stagnation et l'infiltration des eaux. Les habitations existantes devront posséder un équipement conforme au Règlement Sanitaire Départemental.

Les périmètres de protection éloignée seront définis par le tracé figurant sur le plan de situation ci-annexe. A l'intérieur de ces périmètres, ne sera autorisé aucun établissement susceptible de polluer les eaux, et en particulier les décharges de déchets fermentescibles, d'ordures ménagères ou de déchets industriels.

Le comblement de carrières ne devra s'effectuer qu'avec des roches ou terres naturelles à l'exclusion de tous déchets ou détritiques, et tout réservoir d'hydrocarbures ou de substances liquides autres que l'eau potable devra être à sécurité renforcée.

ARTICLE 3

Le Service des Eaux de la Ville de PARIS est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, la totalité des terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection immédiate.

Ces périmètres seront clôturés à la diligence et aux frais du Service des Eaux de la Ville de PARIS, sous le contrôle de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'Yonne qui dressera procès-verbal de l'opération.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation à effectuer n'est pas accomplie dans un délai de CINQ ANS à compter de ce jour.

ARTICLE 4

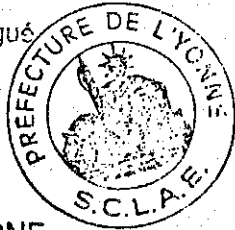
Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté dans les terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection décrits dans l'article 2, il devra être satisfait aux obligations relevant de l'institution des dits périmètres dans un délai de DEUX ANS.

ARTICLE 5

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Yonne, M. le Sous-Préfet, Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de SENS, M. le Maire de PARIS, MM. les Maires de GISY-LES-NOBLES, CUY, EVRY et VILLEPERROT, Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'Yonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera, en outre, l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs.

AUXERRE, le 11 JUIL. 1985

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau Délégué



Jacques BORDONE

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

Pour le Préfet
Le Sous-Préfet Délégué,
Le Secrétaire Général
JEAN-CLAUDE GIRAUD

pour l'arrêté

ANNEXE 12

| Site Champ captant ou ensemble de captages | Nombre de captages | Département concerné par la procédure d'instauration des périmètres de protection | Situation administrative |
|---|-------------------------------|--|---|
| Montreuil | 10 | 28 | Arrêté préfectoral de DUP du 17/11/1992 |
| Vert en Drouais | 6 | 28 / 27 | Arrêté préfectoral de DUP du 17/11/1992 |
| Vals de Seine | 17 | 77 | Arrêté préfectoral de DUP du 22/03/2007 Enquête parcellaire du 24/11/2008 au 10/12/2008, avis favorable du commissaire enquêteur Attente pour la prise d'un arrêté préfectoral ou d'une ordonnance du juge fixant les indemnités |
| Val d'Yonne | 10 | 89 | Arrêté préfectoral de DUP du 11/07/1985 |
| Les sources du Durteint | 4 | 77 | Arrêté préfectoral de DUP du 06/08/2009 |
| Les sources du Dragon | 4 | 77 | Arrêté préfectoral de DUP du 12/11/2009 |
| La prise d'eau dans la Marne à Joinville | 1 | 94 / 92 | Arrêté préfectoral de DUP du 31/07/2000 |
| La prise d'eau dans la Seine à Orly | 1 | 94 | Arrêté préfectoral de DUP du 06/08/2007 |

Tableau 1 : captages protégés par une DUP

| Site Champ captant ou ensemble de captages | Nombre de captages | Département concerné par la procédure d'instauration des périmètres de protection | Situation administrative (état et historique de la procédure) |
|--|-------------------------------|--|--|
| Les sources du Loing (La Joie et Chantréauville) | 2 | 77 | Nouvel avis de l'HAHP : 20/07/2009 Enquête publique prévue pour la fin de l'année 2010 |
| Les sources du Lunain (Champ captant de Bourron Marlotte, Villeron et Villemer) | 75 | 77 | Attente d'un nouvel avis de l'HAHP. Le dossier technique préalable devra approfondir pour ce faire, les relations éventuelles entre le Loing et ce champ captant (thèse en cours) |
| Les sources du Breuil | 3 | 27 / 28 | Nouvel avis de l'HAHP en date du 10/07/2009. Enquête publique prévue pour la fin de l'année 2010 |
| Les sources de la Vigne | 7 | 28 / 27 /61 | Attente de l'avis définitif de l'HAHP |
| Les sources de la Voulzie | 16 | 77 | L'enquête publique n'est pas programmée. Un dossier d'enquête publique a été déposé en 2006. Eau de Paris est en attente d'un accord sur les indemnisations des sources du Dragon et du Durteint |
| Les sources hautes | 8 | 89 / 10 | Fin de l'enquête publique le 31/05/2010 |
| Les sources basses et les sources de Cochepie | 17 | 89 | Ce dossier est subordonné à l'avancement de l'instruction des sources hautes |

Tableau 2 : captages non protégés par une DUP

ANNEXE 13

OUTILS REGLEMENTAIRES LIES A LA PROTECTION DE LA RESSOURCE

Différentes directives européennes définissent divers zonages dont la pertinence, ainsi que la définition des moyens associés sont souvent adaptés, en complément des périmètres de protection, à un objectif général de protection environnementale.

- La directive 80/68/CE (qui sera abrogée en 2013), concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, qui a imposé aux états membres de réglementer les rejets directs ou indirects de certaines substances polluantes vers les eaux souterraines et d'interdire les rejets des substances considérées comme les plus dangereuses. Ces dispositions ont été incorporées dans la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- La directive 91/271/CEE du 21 Mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires qui introduit la notion de **zones sensibles**, zones dans lesquelles les eaux résiduaires urbaines rejetées doivent subir un traitement contre le phosphore et/ou l'azote.
- La directive 91/676/CEE du 12 Décembre 1991 relative aux protections des eaux contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles et à prévenir toute nouvelle pollution de ce type, par l'instauration de programmes de surveillance et la mise en œuvre de plans d'action sur les **zones vulnérables** identifiées préalablement.
- La directive 2000/60/CE du 20 Octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, appelée Directive Cadre Européenne sur l'eau(DCE) qui définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique. Les comités de bassin sont chargés de la définition des objectifs environnementaux dans le cadre de la mise à jour des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE). Cette directive donne la priorité à la protection de l'environnement, en demandant de veiller à la non-dégradation de la qualité des eaux et d'atteindre, d'ici 2015, un bon état général tant pour les eaux souterraines que superficielles, y compris les eaux côtières.

- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 Décembre 2006 propose pour sa part une incitation des pouvoirs publics à définir des **zones appelées « aires d'alimentation des captages d'eau potable »**, importantes pour l'approvisionnement actuel ou futur en eau potable des populations, avec obligation pour les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de les identifier. Dans ces aires d'alimentation, il est suggéré d'instaurer en concertation avec les différents acteurs concernés au niveau local un programme d'action visant à restaurer ou préserver l'état de la ressource en eau de manière à atteindre les objectifs de qualité et de quantité des eaux superficielles et souterraines (décret n°2007-882 du 14 Mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le Code rural).

Toutes ces dispositions vont dans le sens d'une protection générale des ressources en eau et confirment la vocation des périmètres de protection à préserver les captages des pollutions de proximité.